

Trandraka



Investigative media

N° 003

Parution du 27 Juillet 2018

PÉNURIE D'EAU DANS LE SUD Des milliards d'Ariary « noyés » dans le Château d'eau d'Ambovombe

FARITRA BONGOLAVA

Manjaka ny fanodinkodinana
ny tamberimbidy

DISTRICT DE FIANARANTSOA

Des députés et un préfet règnent
sur les Crédits Locaux de Développement

TSY FAHAIZA-MITANTANA

Migoka ny mangidy
ny mpiasa misotro ronono





Sommaire

EDITORIAL :

Nos plumes sur la redevabilité!.....P.3

PÉNURIE D'EAU DANS LE SUD Des milliards d'Ariary « noyés » dans le Château d'eau d'AmbovombeP.4

FARITRA BONGOLAVA

Manjaka ny fanodinkodinana ny tamberimbidyP.9

DISTRICT DE FIANARANTSOA Des députés et un préfet règnent sur les Crédits Locaux de DéveloppementP.13

TSY FAHAIZA-MITANTANA

Migoka ny mangidy ny mpiasa misotro ronono.....P.19

« MALLETTE » ET PRATIQUES PARLEMENTAIRES

Corruption de haut niveau exposée au grand jourP.25

LALANA TSARASAO TRA – IVATO Tsy voasahan'ny Fanjakana ny tamberinandraikitra ho an'ny mponinaP.28

INSÉCURITÉ URBAINE

Un phénomène banal non maîtrisé par les Forces de Défense et de Sécurité.....P.33

FAKO MIAVOSA ETO ANTANANARIVO RENIVOHITRA

Vola an-jatony tapitrisa no mihodina, miavoavo ny loto.....P.39

RN 5 TOAMASINA - FOULPOINTE

Mamotika ny toe-karena ny faharatsian'ny lalana.....P.44

MADAGASCAR

Une lente Agonie.....P.49

L'APPRENTISSAGE DE LA REDEVABILITÉ PARLEMENTAIRE :

LE CAS DU PROJET PPS DE LIBERTY 32.....P.52

Editeur :

OJM / UNESCO

Directeur de publication :

Rakotonirina Gérard

Rédacteur en Chef:

Samoelijaona Yves

Rédacteurs :

- RAZA MALAIVANDY Charles
- RAZAFINDRAKOTO Tefimbola Alain
- RANDRIANIRINA Mosa Denis
- RANDRIAMALAZALISON
- RAKOTONIAINA Tolotra Alain
- RATSIMBAZAFY Perle Hilda Anna Iantosoa
- RASOLONIRAINY Haritiana
- FANOMEZANTSOA Willy
- RAMANAMIHAJA Vonjiniaina Claude Eric
- NY AINA Andrianomenjanahary
- RANDRIANOMENJANAHARY Rota Soafara
- NOMENJANAHARY Stanislas
- RAMIANDRARIVO Richard Olivier
- RAHAOVAHARISON Ialy Nandrianina
- RAHARISOA Sahoby Mickaëlle
- RAVONJINIRINA Andritiana Mario
- RAKOTOASIMBOLA Gaëlle Cindy
- RAELINIANA Espera
- RAKOTOARISOA Ange Marie Stella
- RAJAONARIVONY Kantosoa Ny Aina
- RANDRIAMAROTIA Tsilavo Lionnel
- RAKOTONDRAVERO Hanta Malala
- RAZAFIMANANA Erino

P.A.Oiste :

Rakotonirina Antonio

Impression : MYE Sarl
16 Rue Raherinosy Andohalo
Antananarivo 101
e-mail : myegoprint@moov.mg
Tél : 22 668 82 / 033 11 456 82
DL N° : 003 du 27 Juillet 2018
Tirage : 6 000 ex

Nos plumes sur la redevabilité!

Nous voilà au troisième numéro du magazine « TRANDRAKA, investigative media », axé sur le thème « Redevabilité du Parlement et des instances utilisant les finances publiques ». Ce domaine, qui est assez complexe et spécialisé, a fait appel à un professionnalisme renforcé des journalistes afin de produire des travaux de qualité. De ce fait, cette édition se démarque à travers ses deux genres journalistiques dont les articles d'investigation et les mini-dossiers qui alertent. Comme tous les autres numéros, TRANDRAKA N°3 est produit dans le cadre du projet « Institutions Démocratiques Intègres, Représentatives et Crédibles » (IDIRC), financé par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la paix (Peace Building Fund), et mis en œuvre par le Système des Nations Unies en collaboration avec la partie nationale. L'objectif est de permettre aux médias et à la société civile de mener des interpellations et plaidoyers pertinents et responsables, afin que la population puisse participer à la vie socio-politique. Sa publication officielle coïncide également avec le premier anniversaire du magazine qui a présenté son premier numéro, le TRANDRAKA N°1 le 21 juillet 2017.



La redevabilité n'est pas seulement une obligation de rendre compte, elle renferme beaucoup plus de responsabilités. Les investigations menées par les 25 journalistes auteurs de ce numéro nous rappellent le devoir de redevabilité qui s'impose aux élus et aux politiques sur l'usage des fonds publics. Cela est d'autant plus logique lorsqu'il s'agit des besoins vitaux et des droits fondamentaux de la population.

Les instances représentatives ont l'obligation de respect des valeurs telles que la loyauté, la transparence, l'humilité, le sens du dialogue et de l'écoute. Ces principes garantissent la participation citoyenne effective dans un pays où l'Etat de droit est en perte de vitesse. Ce magazine met également en exergue l'importance de la communication entre dirigeants et population pour rétablir la confiance mutuelle.

En bref, TRANDRAKA N°3 espère contribuer aux changements de comportement aussi bien au niveau des décideurs qu'au niveau de la population. Bonne lecture !

Yves SAMOELIJAONA
Rédacteur en chef du magazine TRANDRAKA



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



Consolidation de la paix
UN PBF - Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture





PÉNURIE D'EAU DANS LE SUD

Des milliards d'Ariary « noyés » dans

Le Sud a toujours manqué d'eau. Tous les politiciens qui passent dans la zone promettent beaucoup de rêves. Mais à chaque fois, la population est déçue ; aucun régime n'a pu résoudre la sempiternelle pénurie d'eau. La population boit toujours de l'eau saumâtre qui coûte des milliards d'Ariary à l'Etat.

L'eau demeure une problématique vitale dans le Sud. Malgré maintes promesses de différents politiciens à travers les quatre républiques, aucune solution pérenne n'a pu être concrétisée et la population continue à en souffrir.

La légende du château d'eau

Lors de l'arrivée du nouveau Ministre de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures, Julien Reboza, en pleine Transition de 2010, l'hydrographie de l'Androy va changer. Natif de la région où la pluie est rare, il s'est focalisé tout de suite sur le Sud, l'Androy par excellence.

L'eau de pluie se minéralise naturellement, elle est impropre à la consommation. Julien Reboza se donne un défi : résoudre, enfin, l'éternel problème d'eau. Jusqu'ici, l'eau était tirée par un groupe électrogène en provenance de Mahavelo, où la nappe phréatique abondait. Les gens y puisaient déjà de l'eau. Elle est acheminée, dans un premier temps, vers un grand bassin de transit. Et de là, des camions citernes vont transporter le précieux élément vers d'autres contrées. La distance posait d'énormes problèmes pour son acheminement.

Le Ministre Reboza voyait un peu plus grand. Selon lui, pour que les habitants en profitent, il fallait bâtir un château d'eau de 200m³ en béton armé, à Betioky, situé à 800 m de Mahavelo. Le responsable des marchés publics du Ministère de l'Eau (PRMP) a fait insérer l'annonce du marché dans un quotidien à grand tirage et dans un journal spécialisé de l'administration. L'appel d'offre fut remporté par Jean Rabehaja, entrepreneur en Bâtiment et Travaux Publics, actuel Maire de Toliara. Construit à la hâte, le château d'eau fut inauguré dare-dare par le président

de la Transition, « *Andry TGV* » en personne, le 20 Avril 2013. Un véritable simulacre que l'homme fort de la Transition ignorait. Le jour de l'inauguration, devant une foule

A qui profite cette situation permanente de pénurie d'eau dans le Sud ? Comment se fait-il que le Sud soit réputé « *cimetière de projets* » ? L'Etat dépense pourtant des milliards d'Ariary tous les ans dans les travaux d'approvisionnement en eau dans le Sud.

Cependant, « *tout espoir n'est pas perdu* », rappelle l'ancien ministre Roland Ravatomanga, reconduit dans le gouvernement actuel. Celui-ci était à la tête du même département de l'Eau en Avril 2016. Lors de la passation de services du 15 Juin 2018, il a déclaré qu'il allait reprendre son projet d'alimentation dans le Sud, avec l'aval des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

nombreuse, au pied de cette imposante tour de 20 mètres, l'eau jaillit aussitôt que le Président a tourné le robinet. Tout le monde applaudit, évidemment, devant ce tour de force.

Ce que l'assistance ignore, c'était que l'eau ne passait pas par le château, comme cela était prévu. L'essentiel, c'est que l'eau coule ce jour-là, pour les invités et la caméra. Qu'y avait-il derrière la mascarade ? Le soir même, il n'y avait plus d'eau. Ainsi donc, le château a été construit juste pour répartir un peu plus l'eau en provenance du grand Bassin servant de transit de Mahavelo. La suite de la construction va prendre 22 mois au total, soit 10 de plus, que le cahier des charges l'exigeait. Conséquence de l'échec, la population boit la même eau saumâtre tout en pensant qu'il y a eu amélioration. « *Les appendicites, calculs rénaux ont augmenté, deux fois plus, depuis la construction du château d'eau* », constate le médecin inspecteur de l'hôpital de la localité. Toutefois, l'action du ministre Julien Reboza n'a pas été un coup d'épée dans l'eau. Elle constitue un pas de plus dans la recherche de solutions concernant la pénurie d'eau dans l'Androy.

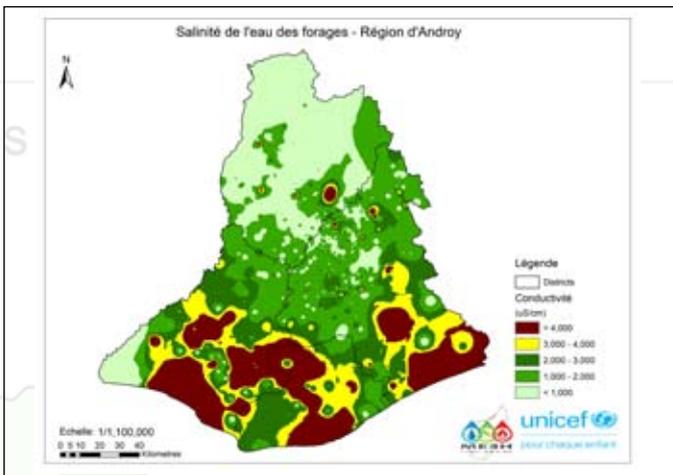
Une relance. Plusieurs questions trottaient dans n'importe quelle tête quand des milliards de FMG sont en jeu pour bâtir le grand réservoir d'eau d'Ambovombe. Ce n'est un secret pour personne. Quand on consulte le site de l'ARMP, Jean Rabehaja, le maître d'œuvre titulaire, a touché 360 millions MGA, environ deux milliards FMG (cf. 10^e page/550 des travaux de 2012) pour construire « *la grande cruche* » d'Ambovombe et l'adduction. En effet, l'approvisionnement des trente bornes fontaines, faisait l'objet d'un autre cahier des charges.

A la première demande d'audience auprès du Maire de Toliara, il a trouvé un prétexte pour ne pas recevoir : emploi du temps chargé. Ensuite « *Il avait donné la construction en sous-traitance* ». L'énigme reste entière. Pourquoi l'entrepreneur s'est-il esquivé au lieu



Chercheur d'eau de puits

Le Château d'eau d'Ambovombe



Carte de salinité de l'eau dans l'Androy

de nous recevoir tout de suite ? Nonobstant ces manières dilatoires, il restait le premier responsable vis-à-vis de l'Etat. Pourquoi la construction n'est-elle pas finie à temps ? Pourquoi ne pas avoir suivi le cahier des charges ? Pourquoi avoir observé le subterfuge lors de l'inauguration ? Et d'autres questions embarrassantes auxquelles le Maire-entrepreneur a bien voulu répondre par la suite.

« Si ! se défend Rabehaja, le cahier des charges a été respecté. Il y avait des problèmes techniques qu'il fallait résoudre. Le forage entrepris par l'UNICEF ne convenait plus, faute d'entretien. L'eau avait de la difficulté à monter, quand la pompe immergée marchait. La pompe finit par tomber en panne à force de tourner à vide. Le travail de forage dispose d'un troisième cahier des charges. Il y avait aussi le problème de la gestion d'eau que l'organisme Alimentation en Eau dans le Sud (AES) connaissait. En cours d'utilisation, une importante fuite d'eau s'est produite à cause des vannes rouillées, un défaut d'origine. Entre temps, les prix des matériels à remplacer ont flambé. Les cahiers des charges ont été entièrement suivis, bon gré, malgré gré. Il fallait jongler entre la production de l'eau en provenance du forage (UNICEF) et ma propre construction », expliquait Jean Rabehaja.

Toutes les anomalies ont été réparées le 14 Août 2014, soit 16 mois après l'inauguration « en grande pompe ». Le titulaire du marché peut évoquer n'importe quel prétexte, pour se disculper. Il n'y était pas, en personne. Le sous-traitant a fait le travail à sa place, selon l'aveu même du contractant. « Une pratique courante », dit Gillot, un autre entrepreneur (Cf. encadré N°6 art. 49 de la loi 2004-009 sur la sous-traitance). Le retard des travaux ne peut être imputé qu'à la réalisation des travaux par une tierce personne que celle annoncée par l'ARMP. Heureusement, Jean Rabehaja, contractant titulaire, jouit d'une bonne réputation et référence en matière de BTP. Même si le contrôle de l'époque faisait défaut, personne n'a pointé du doigt le coupable du retard. « Aucune autorité locale ou élu n'est venu s'enquérir de l'avancement des travaux du châ-

teau d'eau », déclare Mosa, 33 ans, animateur de Radio à Ambovombe. En effet, l'article 43 de la loi 2004-009 n'a pas été respecté. Il stipule : « Le titulaire d'un marché est tenu de fournir une garantie de bonne exécution lorsque la période d'exécution du marché dépasse six mois. En cas de dépassement des délais contractuels fixés par le marché, le titulaire du marché est passible de cinq pour cent (5%) du montant initial du marché et les conditions de sa restitution ».

Malgré toutes les règles qui formalisent le Code des marchés publics (voir l'Encadré N°6), des prestataires trouvent toujours des moyens pour contourner les lois, sinon passer outre et détourner des deniers publics. Résultat, les bénéficiaires de l'infrastructure, c'est-à-dire la population « reste sur sa faim ». Ce qui fait dire à l'instituteur de l'Ecole Primaire Publique (EPP) d'Ambovombe : « Au pays des aveugles, les borgnes sont rois ».

L'énergie propre. Selon l'entrepreneur-titulaire du château d'eau Rabehaja, qui semble avoir compris la leçon : « l'utilisation de groupe électrogène posera toujours des problèmes de pannes incessantes et de vol de carburant. Toute prévision est faussée, même si l'intention de respecter les cahiers des charges est bonne. La solution idoine : les panneaux solaires. Avec leurs accessoires, tout est automatisé. L'eau monte chaque fois que le flotteur du bassin d'eau descend à un repère seuil. Une cellule capte et indique le besoin d'eau. Le mécanisme se déclenche, sans intervention manuelle », explique le maire de Toliara, grand bâtisseur de châteaux d'eau. D'ailleurs l'Etat a saisi l'avantage du système et s'est adapté à la nouvelle demande. En février 2018, le président de la République Rajaonarimampianina s'était rendu à Ampotaka (Androy) pour inaugurer un central d'énergie renouvelable.

Le ministre Julien Reboza a-t-il atteint son but ? Les habitants de la commune d'Ambovombe sont-ils satisfaits ? Loin s'en faut. 134 familles, sur un millier, bénéficient de l'eau courante dans leur foyer. Une vingtaine de bornes fontaines sont encore en bon état de marche, sur les 30 installées par le même constructeur du château (objet du deuxième cahier des charges). Elles sont éparpillées à travers la ville, pour ravitailler ceux qui n'ont pas de l'eau courante. Détail qui a son importance, « ceux qui habitent loin du château d'eau ont de la difficulté pour remplir leurs seaux entre midi et 16h00 », témoigne un habitant du bas-quartier. Une dame avoue qu'elle préfère acheter l'eau transportée par les charrettes qui a meilleur goût, sans compter les maladies contractées par celle du château. Ce qui dénote un mauvais investissement de l'argent public dans un « éléphant blanc ». Les efforts du Ministère de l'Eau sont restés vains, dans cette opération d'approvisionnement d'eau dans le Sud. Rien n'a été entrepris pour le contrôle, ni en début, ni en fin de chantier pour la bonne utilisation des deniers publics.





Le remplissage du château d'eau d'Ambovombe et des bornes fontaines se font mécaniquement grâce aux groupes électrogènes, sources d'embrouilles et de détournement. Les travaux sont entièrement financés par l'Etat Malagasy via le Ministère de l'Eau. « *L'AES engloutit 2 milliards d'ariary par an pour payer toutes les dépenses occasionnées par le système* », dévoile une ancienne employée de l'AES. Des fonctionnaires ne sachant pas le montant de la facture, pensent que le marché a été conclu de gré à gré, non par appel d'offres régi par une personne responsable du marché public (PRMP). La suspicion est légitime. Ils se rendent compte que « *l'argent public coule comme un robinet qui fuit* ». L'analogie est de circonstance. On se soucie moins de la chose publique. « *C'est l'argent de l'Etat (Fanjakana)* », dit la populace, de l'argent jeté par la fenêtre, sans penser que c'est avant tout l'argent du contribuable.

La population d'Ambovombe se rejouit d'avoir une infrastructure solide pour son besoin en eau. Or, l'argent dépensé ne correspond pas à l'attente des gens. Réflexion d'un observateur: « *la montagne a accouché d'une souris* ». Dr. Paubert, 32 ans, père de deux enfants, un des pionniers du Centre Universitaire Régional de l'Androy, de rétorquer : « *mieux vaut boire de l'eau saumâtre*

que de ne pas disposer d'eau du tout. La déshydratation guette, notamment les enfants. Ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan, s'il faut tenir compte des besoins en eau de la population de l'Androy ».

Jusqu'ici, rien ne justifie le gaspillage de tant d'argent public pour la recherche de l'eau dans le Sud. Le résultat attendu est bien loin de l'objectif initial. A la lumière des investigations, la situation laisse la voie libre à un réseau de profiteurs qui se font du beurre sur le dos de l'Etat. Faute de contrôle dans les dépenses en carburant, en pièces d'entretien des camions et des groupes électrogènes, le système est fortement corrompu. En écoutant l'avis des experts et techniciens, rien ne vaut les panneaux solaires pour assurer un service de qualité et une bonne rentabilité de l'argent du contribuable. Espérons que le ministre Ravatomanga, qui reprend du service, pensera au vent et au soleil, éléments naturels dont l'Androy dispose en abondance. Énergie propre oblige !

Avec l'avancée actuelle de la technologie, de plus en plus de techniques innovantes sont appliquées pour subvenir à la pénurie d'eau dans les pays déficitaires. Espérons qu'une solution pérenne soit enfin mise en place dans le Sud...la mésaventure du Château d'Eau d'Ambovombe ne sera plus qu'un mauvais souvenir !

Les différentes tentatives dans la recherche de l'eau dans le Sud



Camion citerne coopération japonaise JICA

Auparavant, plusieurs tentatives ont été entreprises par l'UNICEF, la PAM, le PAEAR. Un réseau de pipelines de 142,5km transfère de l'eau des fleuves Mandrara et Sampona, pour le besoin de la distribution vers les principales agglomérations de l'Androy, sur financement de la coopération japonaise (JICA), suisse et européenne, sous la coordination de l'Alimentation en Eau dans le Sud (AES). « *La JICA (Coopération Japonaise) avait fourni 41 camions citernes, au départ en 1995. Il n'en reste que deux qui marchent actuellement* », selon une ancienne employée retraitée de la direction de l'Eau. L'AES confie la distribution de l'eau à des opérateurs économiques qui se ravitaillent souvent au niveau des points d'eau des pipelines. Ils transportent l'eau en charrettes et la vendent dans les différentes localités à un prix variable selon les distances et les saisons.

Le transport d'eau pour se faire de l'argent. L'eau est habituellement transportée par charrette. Cette eau est meilleure que l'eau du château. Elle provient des puits (forage). Le bidon de 20L coûte 400 ariary. A Lavanono,

une ménagère se plaint de la cherté de l'eau « *3000 à 4000 Ar le même bidon* ». En effet, plus on s'éloigne de la ville d'Ambovombe, plus le prix grimpe.

Outre son implication remarquable dans le microcrédit et la nutrition dans l'Androy, l'ONG GRET a mis en place des impluviums dans la région et des citernes dans les écoles. Pendant le kere (famine) de 2006 – 2007, SoaMad établit des contacts dans l'Androy pour identifier des actions de solidarité à entreprendre. Les propositions reçues des acteurs de développement et autorités ont convergé vers la construction de puits dans les communes de Beloha et Kopoky. Aucune institution extérieure ne travaillait pour l'approvisionnement en eau dans ces deux communes. Le sous-sol sablonneux renferme des nappes dont l'eau est douce, selon des évaluations réalisées en 2003. Pendant les visites sur place en juillet 2007 et les enquêtes « *préliminaires* », les populations ont confirmé que la construction de puits correspondait à leurs besoins prioritaires (source L'Express de Madagascar).

Où en est ce dernier projet ? Personne ne veut répondre. En 2008, le président Ravalomanana voulait exploiter l'immense réserve d'eau de Beampingaratra. « *Il voulait mettre en place un système gravitaire ou par pipeline, projet avorté, parti au cimetière* », rapporte le quotidien Midi Madagasikara. Selon le Dr. Paubert: « *tout est possible quand l'Etat le veut. C'est la volonté politique qui manque, tout comme la lutte contre la corruption. Tant que des personnalités du régime soutirent des avantages d'un système, il est difficile de changer les habitudes* ».

La piste israélienne

Il n'y a pas que l'eau qu'on boit qui manque. Il en est de même pour faire la lessive, cultiver ou abreuver le bétail. Pour mieux économiser cet élément rare, et s'adonner à l'agriculture, pourquoi ne pas penser à la technique israélienne dénommée « goutte-à-goutte enterré ». On alimente directement les racines des plantes cultivées, ce qui entraîne une économie d'eau de 10 à 30%, par la même occasion une baisse de coût de main-d'œuvre. « Constitué d'un système de gaines équipées de goutteurs et enterrées dans le sol à plus de 30cm de profondeur. Le procédé a le double avantage d'apporter aux plantes l'eau qu'il leur faut et de permettre à l'agriculteur de labourer en surface », selon le magazine spécialisé « Sciences, Eau et Territoire ». Dr. Paubert, climatologue, océanographe, en même temps, Maître de Conférences à l'université de Toliara, soutient que la technique israélienne est adaptable à l'Androy.

La preuve ? L'orangerie de Bezaha, au Sud de Toliara, fierté de la Première République. En outre, comme il a vécu plusieurs mois aux USA, il a pu comparer la pluviométrie de la Californie (50mm/an) et son Androy natal (500mm/an). « Il pleut dix fois plus dans l'Androy qu'en Californie », révèle Dr. Paubert. Il poursuit : « Pour résoudre le problème d'eau dans le Sud, il faut investir dans les forages (10 millions ariary/forage) dans les régions cristallines (près des montagnes) et non sédimentaire (littoral) et multiplier les mares artificielles. Enfin, comme l'Androy est à 7 km de la mer, mieux vaut négocier avec les Israéliens et installer des usines de

DOCUMENT HISTORICO-SOCIO-CULTUREL

Le Sud entre le tabou et la colère des ancêtres

Certes la population du Sud a des valeurs particulières, qui sont souvent en contradiction avec les valeurs sur lesquelles les programmes de développement reposent. Cependant, on connaît peu ces valeurs qui s'ancrent dans un système religieux et des structures sociopolitiques particulières. Les programmes de développement prennent peu en compte ces dimensions socioculturelles mal connues et restent ainsi partiellement inefficaces parce qu'ils ne répondent pas aux besoins « réels » perçus par la communauté et/ou parce qu'ils menacent profondément les dynamiques sociales, politiques et religieuses locales. Il y a très peu, voire aucune preuve de planification participative pour les programmes dans le Sud. Les consultations organisées se fondent sur l'hypothèse, que les objectifs des programmes sont appropriés au contexte et répondent aux besoins des populations. Le « Peace and Conflict Impact Assessment » (PCIA), Madagascar (2010) a mis à jour une faiblesse importante de l'aide au développement à Madagascar : l'occasion manquée de développer de véritables programmes de développement basés sur les réalités des populations bénéficiaires et sur de véritables partenariats.

Ces partenariats pourraient s'appuyer sur une compréhension mutuelle des attentes et perspectives liées au développement. Ceci est d'autant plus important que la mise en œuvre des programmes se déroule dans un contexte où le taux d'analphabétisme est élevé et où les personnes ne sont pas familières avec le jargon technique, le code du travail, les résultats, les objectifs et les indicateurs propres à l'implantation de programmes d'urgence et de développement. Afin de s'assurer du développement d'approches plus participatives et d'une meilleure adaptation des programmes au contexte, une étude anthropologique a été planifiée pour le Sud de Madagascar en Janvier 2011. Cette étude a pour but de comprendre pourquoi et comment les projets de développement ont échoué par le passé, de favoriser une meilleure compréhension des pratiques sociales, politiques, religieuses entrant en contradiction avec les valeurs et objectifs prônés par les programmes et de fournir des recommandations pour des approches favorables au développement de partenariat avec les groupes du Sud.
(Sources : Fauroux, ethnolinguistique, ALI, GRÉ, note de terrain)

désalinisation de l'eau de mer ». Certes, les idées innovantes coûtent toujours chères, mais elles sont rentables et pérennes pour satisfaire un besoin d'eau de plus en plus grande dans l'Androy.



Dr. Paubert
Tsimanaoraty, maître de conférence à l'Université de Toliara





Encore de l'Eau, toujours de l'Eau

L'eau est considérée comme une bénédiction divine donc elle est sacrée. L'eau préférée est l'eau de pluie par son caractère divin. La pluie dépend des ancêtres donc dans certains cas on fait des cérémonies pour avoir de la pluie c'est-à-dire la bénédiction des ancêtres. Actuellement le manque de pluie récurrent amène les villageois à croire que la terre est maudite parce qu'ils n'ont pas fait les cérémonies nécessaires pour honorer les ancêtres. Les ancêtres n'envoient plus de pluie, c'est-à-dire de bénédictions, à cause de cette offense. Étant donné que le manque de pluie accentue l'incapacité des groupes à honorer les ancêtres, ils se sentent coincés dans un cercle vicieux : moins de pluie = moins de cérémonies, moins de cérémonies = moins de pluie..... L'eau a un rôle purificateur symbolique. L'eau entre dans la composition des charmes qui permettent de purifier et d'enlever la souillure. Il existe beaucoup d'interdits entourant l'eau : on ne peut pas laver de la viande, du poisson ou de la vaisselle dans l'eau des rivières. Quelqu'un qui a touché du porc doit se laver avant d'aller se bai-

gner dans la rivière etc. L'eau a un effet rafraichissant mais pas lavant au sens où nous l'entendons.

Actuellement, les étrangers (venant d'autres régions) violent souvent les règles et interdits qui régissent la gestion des rivières et de l'eau en général. Cette situation souille la relation aux ancêtres et amène de grands problèmes dont la dégradation des ressources halieutiques. L'eau stagnante et croupie n'est pas considérée comme dangereuse parce que la notion de microbe n'est pas connue. L'eau n'est pas évaluée en termes de salubrité mais en termes de propreté. Les ranovato, les puits et les impluviums sont rarement de propriété individuelle mais appartiennent à un lignage. L'appropriation des points d'eau peut cristalliser des tensions entre les groupes pouvant aller jusqu'à la peur de l'empoisonnement. L'accès à l'eau dépend des appartenances lignagères et des rapports sociaux. Les clans méprisés ou marginalisés ne peuvent pas accéder à certains points d'eau même en payant pour le service.

(Sources : Fauroux, *ethnolinguistique*, ALT, GRET, note de terrain)

Une question de climat Changement climatique: incertitude et adaptation (résilience)

La notion de changement climatique cristallise les angoisses et l'incertitude. Elle peut-être associée directement à la notion de kéré (famine). Il existe souvent une grande confusion entre le kéré et la période de soudure. Les villageois font face à une grande incapacité à prévoir les choses. Ils se sentent insécurisés en termes de savoir et de capacité à anticiper car leur système de référence et de connaissances habituel est mis à l'épreuve par les nouvelles situations. Les gens n'ont plus la capacité de prévoir l'arrivée de la pluie et ne sont plus à même de comprendre le déroulement des saisons. Il y a toujours lecture de signes, mais on n'ose plus interpréter ces derniers, de peur de se tromper. Les paysans tentent de s'adapter en semant lorsqu'il pleut.

Cependant, ils ont peur de perdre leur stock de semences, s'ils doivent procéder plusieurs fois par essai/erreur. Certains jeunes tentent de relancer l'élevage bovin et de spéculer sur la revente de zébus. Cette stratégie est aussi liée aux problèmes d'accès à la terre. On considère que les pluies apportées par les cyclones sont bénéfiques mais les eaux de ruissellement et les vents ont des effets désastreux. On se fie à la météo pour planifier les activités. Celui qui a la chance d'avoir un poste radio est chargé d'informer la communauté sur la situation météorologique. L'accès à l'information reste cependant un défi ; les groupes ne cachent pas leurs besoins d'échanges d'information avec l'extérieur. Bien que la situation apparaisse complexe et difficile à affronter, ils recherchent activement des solutions qui alimentent les discussions et ces questions alimentent beaucoup les discussions.

Sources : Notes de terrain



Mare naturelle après une pluie



Puits dans le sable

Manjaka ny fanodinkodinana ny tamberimbidy

Kitro ifaharan'ny fampandrosoana ny fampitomboana sy fanatsarana ny fidiram-bola ary ny fangarahana amin'ny fitantanana izany ho an'ny Vondrom-bahoakam-paritra Itsinjaram-Pahefana (VIP) isan'ambaratongany. Anisan'ny fidiram-bolan'ny VIP ny tamberimbidy alaina avy amin'ireo vokatra mivoaka ao amin'io faritra io. Mahavelona ahiahy ny mponina ny fitantanana izany satria tsy mifanentana amin'ny habetsahan'ny vokatra hitany mivezivezy ny asa fampandrosoana ifotony tanterahan'ireo tomponandraitra. Misy fanodinkodinana ny tamberimbidy tokony ho an'ny Kaominina ao amin'ny Faritra Bongolava.

Tsy mifanaraka amin'ny vokatra mivoaka ao amin'ny Kaominina ny tamberimbidy miditra ka miantraika mivantana amin'ny asa fampandrosoana ary mampimomena ny vahoaka

Nahitana fifandonana matetika teo amin'ny fiadiana ny Faritra sy ireo Ben'ny tanàna eo amin'ity resaka tamberimbidy ity, manoloana ny tsy fahatomom-

banana eo amin'ny tamberimbidy tokony hiditra eo amin'ny kitapom-bolan'ny kaominina izay tsy mifanaraka amin'ny vokatra mivoaka ny tamberimbidy voaray, araka ny nambaran'ireo Ben'ny tanàna lefitra maromaro izay mitantana ireo Kaominina mamokatra betsaka ao amin'ny Faritra Bongolava ka nanaovana fanadihadiana. Miovaova matetika ny fomba fanangonana ny tamberim-bidy.

Distrikan'i Fenoarivobe (Kaominina Fenoarivo be)

Nanambara ireo Ben'ny tanàna, ary nanamafy izany ny filohan'ny fikambanan'izy ireo, RAKOTONDRABE Raoelibenja, Ben'ny tanànan'i Fenoarivobe, fa sahirana ny Kaominina ary tsy afaka manao asa fampandrosoana ifotony noho ny hakelin'ny vola miditra: kely ny tamberimbidy voaray raha mihoatra amin'ny vokatra mivoaka ao amin'ny Kaominina.

Afaka mandroso ny kaominina, hoy RAKOTONDRABE Raoelibenja raha voaray araka ny tokony ho izy ny tamberimbidy. Ho an'ity kaominina ity, tokony ho eo amin'ny 40 tapitrisa Ariary isan-tao-

na no ampidirin'ny kaominina nefa dia 4 tapitrisa Ariary monja no azo raha be indrindra.

Nambarany iha-ny koa fa na ny karaman'ny mpiasa aza dia manahirana ny mandoa azy.



Ben'ny tanànan'ny Kaominina Fenoarivo be
Filohan'ny Fikambanan'ny Maire Distrika Fenoarivo be

Kaominina Belobaka

Nanambara kosa RAKOTONOMENJANAHARY Julien, Ben'ny tanàna, fa tao anatin'ny roa taona naha-Ben'ny tanàna azy, raha tokony ho 2 hatramin'ny 3 tapitrisa Ariary isam-bolana ny tamberimbidy ho an'ny Kaominina Belobaka dia 5 hetsy Ariary isam-bolana ihany no azon'izy ireo. Tamin'ny taona 2016, ohatra, raha ny CPP (Certificat de Provenance des Produits) tao amin-dry zareo, dia tokony ho 32 tapitrisa Ariary no noraisiny (part commune), araka ny hita amin'ny sary eto ambany, nefa zara raha nisy 5 tapitrisa Ariary no voarain'ny Kaominina.



tao amin-dry zareo, dia tokony ho 32 tapitrisa Ariary no noraisiny (part commune), araka ny hita amin'ny sary eto ambany, nefa zara raha nisy 5 tapitrisa Ariary no voarain'ny Kaominina.

NY FARITRA BONGOLAVA

Amin'ny ilany andrefana-afovoan'i Madagasikara no misy ny Faritra Bongolava. I Tsiroanomandidy no renivohitry ny faritra. Mahatratra 16.688 Km² ny velarany. 469.769 eo ho eo kosa ny mponina (taona 2014). Mizara ho distrika roa, ahitana kaominina miisa 30, ny faritra Bongolava.

Mivelona amin'ny fambolena sy fiompiana ny 82%-n'ny mponina. Ny 51%-n'ny velarana manontolon'ny faritra no azo ambolena ; 17%-n'izany kosa no voavoly (DIRA Antananarivo – Annuaire/Statistique 1999). Maro ny vokatra any an-toerana : ny vary (2,3 T/Ha), ny mangahazo (7 T/Ha), ny katsaka (1,6 T/Ha), ny voanjo (0,74 T/Ha), ny soja, ny voanjobory, ny kafe, ny paraky ary ny fary.





ANNAKA 2016	ANNAKA 2017	ANNAKA 2018	ANNAKA 2019	ANNAKA 2020
1.512.840	1.512.840	1.512.840	1.512.840	1.512.840
2.000.000	2.000.000	2.000.000	2.000.000	2.000.000
4.512.840	4.512.840	4.512.840	4.512.840	4.512.840
5.000.000	5.000.000	5.000.000	5.000.000	5.000.000
9.512.840	9.512.840	9.512.840	9.512.840	9.512.840

Nanomboka ny jona 2016 ka hatramin'ny faran'ny taona 2017 dia tsy naharay tamberimbidy ny kaominina. Voaporofa izany rehefa nijery ny «relevé bancaire» izahay

Kaominina Kiranomena

Nambaran'ireo lefitry ny Ben'ny tanàna tafaresaka taminay fa « kaominina osa dia osa i Kiranomena » na dia toa maro aza ny vokatra mivoaka. Misy tokoa ny tamberimbidy, voaangona sy aterina any amin'ny Faritra ary miverina ao Kiranomena ny 60%, saingy tsy mahasahana ny filàna ao amin'ny kaominina izany. Tsy afaka nanome tarehimarika izy ireo satria ny Ben'ny tanàna no tena mahafantatra izany, araka ny nambaran'ireto lefitra ireto. Nentin'ireto tomponandraikitra ireto nanaporofa ny fahasahiranana ny kaominina ny filazana fa misy fahatarana hatrany ny fandoavana ny karaman'ireo 16 mianadahy mpiasa raikitra ao amin'ny kaominina.

Noho io zava-misy io, tsy afaka manao asa fampandrosoana ihany koa ny kaominina Kiranomena. Porofa, eto amin'ny sary, ny fotodrafitrasa sasantsasany ao an-tanànan'i Kiranomena, renivohitry ny Kaominina : ny lapan'ny tanàna, ny lalana eo amin'ny fidirana ao an-tanàna, ny lalana ao an-tanàna, ny tse-na. Mahatsapa ireo mponina fa tsy misy ny tamberinandraikitra avy amin'ny mpitondra manoloana ny tsy fisian' ny fampandrosoana satria tsizarizary ireo fotodrafitrasa misy ao amin'ny kaominina misy azy, nefa mamokatra ny vahoaka. Nambaran'ireo solotenam-pokonolona fa « faralahin'ny fampandrosoana izy ireo nefa lahimatoan'ny famokarana ».

Fotodrafitrasa ao amin'ny Kaominina Kiranomena



Ny zavamisy momba ny Tamberimbidy ao amin'ny faritra Bongolava

Araka ny andininy faha-238 ao amin'ny lalàna 2014-020 (satria tsy mbola misy ny VIP Faritany), dia ny Faritra no tomponandraikitra voalohany amin'ny fi-fehezana ny toekarena sy ny sosialy ao amin'ny toerana mamaritra azy. Anisan'izany ny fitantanana ny tamberimbidy.

Rafitra mandray fanapahan-kevitra amin'izany, araka ny lalàna, ireo mpanolotsaim-paritra voafidy ao amin'ilay faritra, ka izy ireo no manapaka sy mametra ny vola alaina ho tamberimbidy amin'ireo vokatra mi-voaka any an-toerana (Andininy faha-14 sy 15).

Ny Lehiben'ny Faritra kosa no manatanteraka ny fanahapana noraisin'ny Filankevitra (Andininy faha-25, 26, 27 ary 29), ka amin'ny alalan'ny didim-piton-

drana, « arrêté régional », no anaovany izany, miaraka amin'ireo mpiara-miasa aminy izay notendreny. Ho an'ny faritra Bongolava, toy izao hita amin'ny fafana izao ny famerana sy fitsinjarana ny Tamberimbidy, araka io didim-pitondrana io :

Ny 60%-n'io tamberimbidy io dia miverina any amin'ny Kaominina; ny 40% kosa dia an'ny Faritra.

Vokatra	Vola alaina
Vary, Katsaka, Voa maina, Mangahazo	16 Ar/kg
Hazo sarobidy	10 Ar/kg
Hazo tsotra	500 Ar/pièce
Baie rose	150 Ar/kg

Maro ny endrika hosoka sy halatra ary kolikoly amin'ny fanangonana sy fitantanana ny Tamberimbidy

Hosoka ataon'ireo mpanangona tamberimbidy. Tsy zava-baovao ny hosoka ataon'ireo « régisseur » mpanangona tamberimbidy hoy ny tomponandraikitra iray tao amin'ny kitapombolam-panjakana raha ny zavatra hitan'izy ireo. Ohatra amin'izany ny fampiasana ny antsoina hoe « *quittance beloha* » taratasy fanafahan-trosa: sisihana taratasy ao amin'ny quittance, mialoha ny calque, ka tsy voasoratra ny « *souche* » tapakila. Ohatra, raha mandoa vola 50.000 Ar ilay tompom-bokatra, dia io lelavola io no voasoratra eo amin'ny quittance omena azy fa 30.000 Ar kosa no soratan'ilay régisseur amin'ny souche rehefa avy eo. Izany hoe, lasan'ilay régisseur ny 20.000 Ar. An-jatony anefa ny kamiao mandalo eo isan'andro.

Ankoatr'izay, ny taona 2009 hatramin'ny 2014, nisy ihany koa ny quittance tsy nandalo tao amin'ny Trésor

public kanefa nampiasaina tamin'ny fanangonam-bokatra tany amin'ireo toerana ambanivohitra lavitra. Mazava ho azy fa tsy mirotsaka ao amin'ny Trésorerie Générale ny vola azo tamin'izany. Fitsirihana ifotony no nahalalan'ny tao amin'ny Trésor izany tranga izany. Nalaina tany amin'ny Tranomprintim-pirenena ihany anefa ireny quittance ireny.

Nomarihan'ny tomponandraikitra tao amin'ny Trésor ihany koa ny fisian'ny fahadisoana amin'ny totalim-bola aterin'ny régisseur ao amin'ny Percepteur-n'ny Trésor mpamory hetra ao amin'ny tahirim-bolam-panjakana. Tsy mifanaraka ny vola atolotra sy ny tontaly voasoratra amin'ny quittance fanafahan-trosa ka niteraka fahasahiranana ho an'ny tao amin'ny Trésor mihitsy.

Ny taona 2015, nisy ihany koa ny tranga fametrahana volan'ny tamberimbidy tamina kaontin'ny régisseur principal, lehiben'ny mpanangona tamberimbidy nape-traky ny Faritra, izay tsy ara-dalàna satria tsy mifanaraka amin'ny lalàna mifehy ny fitantanana volam-panjakana.

Mifanohitra tanteraka amin'ny voalazan'ireo Ben'ny tanàna ny vola tokony hiditra amin'izy ireo raha jere-na ny vola voarakitra amin'ny antotan-taratasy avy any amin'i Trésor tahirim-bolam-panjakana noho ny elanelana be loatra sady mihamihena izany raha ny tabilao hitantsika eto ambany



Sakana manaramaso ny fivezivezen'ny vokatra ao Ankadinondry Sakay



Tatitra momba ny Tamberimbidy voarotsaka tany amin'ny Trésor





Miovaova ny fomba fanangonana ny tamberimbidy

Nambaran'ireo ben'ny tanàna fa matetika miova ny fomba fiasa amin'ny fanangonana tamberimbidy. Tany am-piandohana dia ny faritra no mametraka olona manangona tamberimbidy eny ifotony, manara-maso fotsiny ny kaominina tamin'izany rehefa vanim-potona mahabe vokatry. Nisy fotoana indray, izay fotoa-

na fohy ihany, dia naverina tany amin'ny kaominina ny fanangonana ny tamberimbidy, izany hoe olona natraky ny kaominina no manangona sy manara-maso fa ny vola kosa dia aterina isam-bolana any amin'ny Faritra, ka izy ireo no manatitra izany any amin'ny tahirimbolam-panjakana.

Mijoro ho vavolombelona ny mpanangona tamberimbidy

« Maro ny endrika tsy fanaharahan-dalàna ataon'ny tomponandraikitra ao amin'ny Faritra, momba ny fitantanany tamberimbidy », hoy ANDRIANTSIFERANA Emmanuel, mpanangona tamberimbidy teo aloha (taona 2009 hatramin'ny 2010). Anisan'izany ny fanerena azy ireo hanome vola ny mpanara-maso teo anivon'ny Faritra. Aman-tapitrisa ariary ny vola nomena an'izy ireo tamin'izany. Tao ihany koa ny fampiasana quittance tsy ara-dalàna, tsy avy any amin'ny Tahirimbolam-panjakana, izany hoe tsy misy fitomboky ny Trésor fa misy fitomboky ny Faritra (izany hoe, efa nalain'ny Faritra ny vola).

Vola be no azo tamin'ireo « *barrière économique* » sakana ara-toekarena lehibe, mpanara-maso ny vokatry mivoaka, avy ao Fenoarivobe sy Tsiroanomandidy, hoy ihany ANDRIANTSIFERANA Emmanuel, mpanangona tamberimbidy (régisseur)

- Ho an'ny kaominina Marotampona manokana dia manodidina ny 7 tapitrisa Ariary isan-kerinandro ny vola azo eo am-panangonana ny tamberimbidy ;
- Ho an'ny kaominina Ankadinondry-Sakay dia manodidina ny 50 tapitrisa Ariary isan-kerinandro izany ;
- Ny distrikan'i Fenoarivobe dia nanangona vola tamberimbidy hatrany amin'ny 338.000.000 Ariary

Régisseur lasa manankarena tampoka

Nanomboka ny taona 2009 dia nihazakazahana ny manao régisseur ao amin'ny Faritra, ary matetika dia fianakavian'ny Lehiben'ny Faritra no ankamaroany. Mazava ho azy fa misy ny antony .Tsikaritra ihany koa nandritra ny fanadihadiana ny fisongadinana tampoka eo amin'ireo mpanangona tamberimbidy izay mahavita trano ao anatin'ny fotoana fohy, fividianana fiara, moto sy ny maro hafa.

Azo vahana ny olana

Vahaolana mety hanova ny zava-misy any Bongolava ny famerenana ho araka ny tokony ho izy ny fanaharamaso rehetra sy ny fiaraha-mientan'ny kaominina sy ny Faritra amin'ny fomba fiasa. Anisan'izany ny fampitoviana ny COP na CPP avy any amin'ny kaominina sy ny vola tafiditra any amin'ny tahirimbolam-panjakana. Tokony handray ny andraikiny ihany koa ireo ambaratongam-pahefana mpanara-maso rehetra, toy ny avy ao amin'ny Distrika, ny avy ao amin'ny Prefektiora, Trésor, ny avy amin'ny Fanjakana Foibe, ny Parlemantera, ny

isan-taona. Raha atao ny kajy, tokony ho 201.300.000 Ariary any ho any ny tamberimbidy niverina tamin'ny Kaominina ao anatin'ny Distrikan'i Fenoarivobe.

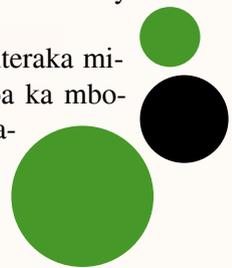
Anisan'ny nijoroan'ity mpaka tamberimbidy ity vavolombelona ihany koa ny fisian'ny baiko midina ny amin'ny tokony hiakarany manatitra vola any amin'ny birao fa mila vola ny Lehiben'ny Faritra, nefa tsy misy taratasy mazava ny fanatanterahana izany, amin'i maha volam-panjakana ny tamberimbidy.

Ny COP (Certificat d'Origine de Produit) na taratasy fanamarinana ny vokatry mivoaka ny kaominina, izay niova ho CPP (Certificat de Provenance du Produit), no ahafahana manaraka akaiky ny momba ny vokatry mivoaka. Tokony samy hahazo izany avokoa ny kaominina, ny mpaka tamberimbidy, ny mpanangom-bokatra. Manan-jo hanara-maso azy io ihany koa ny ao amin'ny Tahirimbolam-panjakana. Nisy anefa, hoy Atoa Emmanuel, tamin'izany fotoana izany, COP izay efa misy fitomboka mialoha avy amin'ny Ben'ny tanàna, izay endrika firaisana tsikombakomba eo amin'ny mpaka tamberimbidy sy ny Ben'ny tanàna.

Nanaporofa izany ireo mpiara-monina aminy izay nanamafy fa tena mihazakazaka tokoa ny fiharian-ka-renan'izy ireo raha nanomboka tamin'ny fotoana naha régisseur azy no jerena satria raha ny karaman'izy ireo izay antsoina hoe ECD (Employé de Courte Durée) aloha dia voaporofa fa kely raha ny fanadihadiana natao.

Ben'ny tanàna. Hatevenina ny fanaovana tatitra avy amin'ny Lehiben'ny Faritra sy ny Ben'ny tanàna, mba hahafahan'ny vahoaka manara-maso ihany koa ny zava-misy ao amin'ny kaominina misy azy ka hitaky tamberinandraikitra amin'ireo olom-boafidy isan-tokony.

Mila manaiky ny rehetra fa tsy ho tanteraka mi-hitsy ny fampandrosoana ifotony raha toa ka mbolala ny tombontsoa manokana no ihazakazahany ireo mpitantana isan'ambaratongany.



DISTRICT DE FIANARANTSOA

Des députés et un préfet règnent sur les Crédits Locaux de Développement

CLD une histoire ancienne, initiée par un Premier ministre sans député élu

Les membres du Comité Local de Développement (CLD) sont au service des politiciens. Les maires tirent la sonnette d'alarme sur la mauvaise utilisation du Fonds d'Appui au Développement. Ces élus trouvent que ces fonds dont le CLD est le principal gestionnaire n'ont aucun impact pour les collectivités territoriales décentralisées. Focus sur la défaillance du système !

Historiquement, le CLD trouve son origine au tout début de la 3^{ème} République présidée par le Pr Albert ZAFY et son Premier ministre Francisque RAVONY qui n'avait aucun député dans son parti politique, le CSDDM. Le gouvernement de RAVONY a alors octroyé à chaque député une voiture 4X4 et un fonds d'appui au développement local, d'un montant de 60 400 000 d'ariary géré directement par les députés. Didier RATSIRAKA, élu en 1998 a continué la pratique et a même augmenté le montant à 80 000 000 millions d'ariary, malgré le fait que Albert ZAFY a obtenu par référendum l'annulation de l'élection du Premier Ministre par les députés et la nomination par le président.

Selon l'ex- député de Fianarantsoa II Rémi RAMAROLAHY, élu à la circonscription du district de Vohibato, Isandra, Lalangina actuellement, « *le financement sert à réaliser les promesses des députés pendant la*

campagne électorale. Comme la construction d'un poste avancé de la gendarmerie pour la sécurisation du district à Vohimarina, et la mise en place d'un marché public à Andranovorivato... Les comités élaborent les projets, le sous-préfet en est le gestionnaire et le député l'ordonnateur. Actuellement, le Préfet assure cette tâche importante ».

Le président Marc RAVALOMANANA, élu après la crise post-électorale de 2002 a décidé d'annuler les CLD et l'octroi du FAD. Mais il a été repris par le régime actuel via la loi soumise par le député REMI dit JAO JEAN élu à Antsohihy en Décembre 2015.

L'attribution des fonds pour chaque district trouve son origine suite à la demande des députés pour financer des projets qu'ils trouvent opportuns en matière de développement. Qu'en est-il concernant la réalisation de ces projets ?



Le Bâtiment de la préfecture de Fianarantsoa, principal bénéficiaire du FAD 2016 et les différentes réhabilitations





De-bonnes intentions, mais un montage organisationnel déplorable

La loi 2015-024 porte sur l'octroi de fonds local de développement au profit des collectivités territoriales décentralisées de base. La demande des députés (Proposition de loi du député Rémi dit JAO JEAN élu à Antsohihy en décembre 2015, siégeant à l'Assemblée Nationale depuis le début des années 90) s'élevait à 400 millions d'ariary. Après des négociations avec les gouvernements successifs depuis 2014, puis les remarques de la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) sur la conformité de certains articles à la Constitution et ensuite l'absence de décret d'application, le gouvernement de Jean RAVELONARIVO a autorisé l'octroi de 200 millions d'ariary par district en 2016 avec une augmentation de 25% en 2017. Antananarivo Renivohitra, considéré comme une commune composée de 6 districts, a bénéficié d'un budget 6 fois élevé que ceux des autres districts.

L'intention annoncée était séduisante, car il s'agissait de promouvoir la décentralisation et l'autonomisation des collectivités Territoriales Décentralisées (CTD). Mais l'objectif des députés et du gouvernement étaient différents : « nous avons promis des réalisations concrètes à nos électeurs », explique Nome RAZARANAINA, jeune député de Madagascar élu à Fianarantsoa, qui de surcroît est juriste et enseignant chercheur à l'Université, « *et cela nécessite des moyens* ». D'où l'intérêt des députés

sur ce CLD. De l'autre côté, le régime actuel, mis en place avec zéro député élu a eu besoin de négocier avec l'Assemblée Nationale pour assurer sa stabilité.

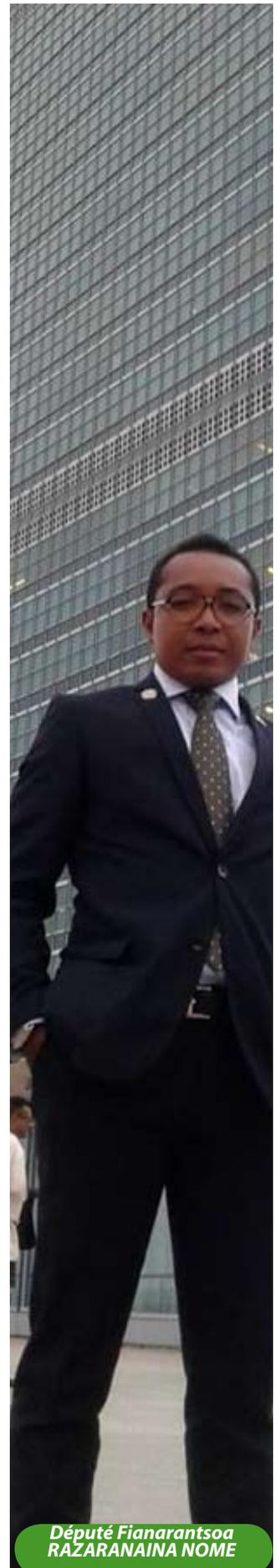
Pour mettre en œuvre les projets de développement, la loi a prévu la mise en place du Comité Local de Développement (CLD) regroupant les députés, le chef de district, le ou les maires et les présidents des conseils communaux des communes concernées, et les Services Techniques Déconcentrés (STD) présents dans le district. Au début, les députés ont voulu jouer les rôles d'ordonnateur, mais convaincu de l'incompatibilité avec leurs fonctions, ils ont pu négocier le statut de président du CLD. La fonction d'ordonnateur est ainsi dévolue aux chefs de district, représentants de l'État. Situation qui n'annonce pas une gestion saine et transparente, respectant les règles de gestion des deniers publics. L'Autorité de Régulation des Marchés Publics et la Trésorerie Générale sont aussi impliquées dans la gestion du CLD pour faire respecter les procédures légales de passation des marchés publics et la comptabilité de l'agent public.

Malgré ces différents dispositifs, tout ne se déroule pas comme il faut. Beaucoup de maires disent qu'ils ne sont pas du tout satisfaits de l'utilisation de cette somme importante destinée pourtant à promouvoir le développement des collectivités territoriales décentralisées.

Incohérence flagrante sur le FLD 2016

Les projets sélectionnés ne correspondent pas aux priorités des communes ! Les députés à l'origine du projet de loi ont leur priorité. Le député Nome RAZARANAINA a réitéré qu'ils ont du « *faire un bras de fer pour obtenir ces fonds par district* ». A partir du moment où les chefs de districts sont positionnés en tant qu'ordonnateurs, trois principaux acteurs sont obligés de négocier pour arrêter les projets prioritaires. Apparemment, ce sont les députés et les chefs de district qui se taillent la part du lion. La remarque

du jeune député de Fianarantsoa est sans appel : « *Le maire n'a pas le droit d'en décider, il propose des projets primordiaux et il en reste là. Les députés sont plutôt les décideurs et le préfet seul ordonnateur de fait* ». Sur le plan pratique, des réunions en comité technique sont organisées pour prioriser les projets à partir des propositions de chaque commune. Pour le district de Fianarantsoa composé d'une seule commune, les propositions portent sur l'adduction d'eau potable (20 quartiers sur 50 fokontany seulement ont accès à l'eau



Député Fianarantsoa
RAZARANAINA NOME

potable), l'électrification des zones périphériques et la construction de barrages et des routes communales.

Le Fonds Local pour le Développement du district de Fianarantsoa de l'année 2016 servait à la réhabilitation du bureau de la préfecture et à l'achat d'ordinateurs portables pour le personnel du district et pour les deux députés. Interrogé sur la question, un des membres du conseil municipal de Fianarantsoa, Benjamin RANDRIAMAROKOTO, avoue ne pas être informé de la tenue des réunions techniques sur l'utilisation de ce fonds d'Appui pour le Développement. « Une rencontre entre le Maire et les membres du conseil devrait se tenir en amont pour mieux défendre les intérêts de la commune. « J'ai vraiment hâte de connaître les rapports sur l'utilisation de ce fonds pour le développement de notre collectivité » a-t-il expliqué.

En outre, le Préfet actuel de Fianarantsoa Marie Beryl RANDRIANONY, l'ordonnateur principal du CLD 2016 et celui du 2017, a voulu la construction des bureaux des délégués des arrondissements, a-t-on appris de sources généralement informées. Les deux députés ont chacun promis ses propres projets pendant la campagne électorale.

Lors de la réalisation du CLD, le changement du projet est radical. Le CLD a servi à la réhabilitation du bâtiment du bureau de district de Fianarantsoa, à l'achat des fournitures de bureau, des meubles de bureau et des matériels informatiques.

Les conflits perdurent entre le bénéficiaire et l'ordonnateur ainsi que le co-président du CLD : les deux députés de Fianarantsoa Nome

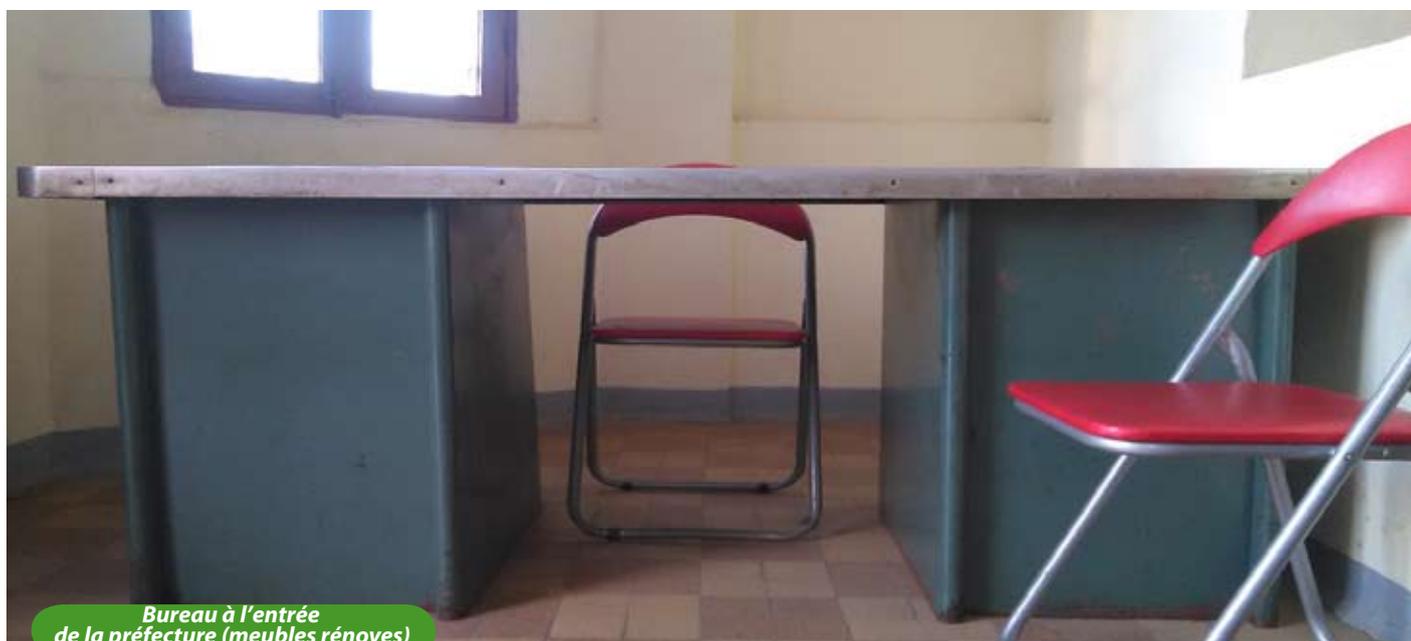
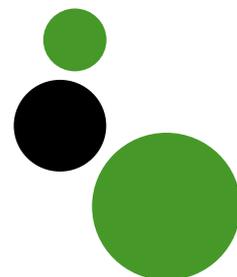
RAZARANAINA et Hery RATOVOSON. Finalement, le maire n'est pas au courant du programme de développement économique, administratif et social de sa circonscription. Il n'a pas obtenu gain de cause sur le CLD 2016. La commune urbaine de Fianarantsoa avec ses 210 000 habitants, n'a bénéficié d'aucun avantage de ce CLD 2016 ; zéro ariary sur les 200 millions d'ariary alloués. Le maire Harilaina JULIANDRES a réitéré : « *Je ne suis pas informé sur l'exécution de ce CLD mais on m'a promis que les projets communaux seront réalisés sur le CLD 2017* ».

Cela est confirmé par Roger RAINISAMBO, président de l'association du chef de Fokontany de la Commune Urbaine de Fianarantsoa qui ignore également les détails du FAD. Mais il a précisé qu'au début, les chefs de fokontany (FKT) ont été convoqués par le Maire de la Commune Urbaine de Fianarantsoa pour déterminer les infrastructures nécessaires pour chaque FKT.

Le président du Fokontany Ambodiharana, Joseph RAZAFIMANDIMBY, quant à lui, a proposé de construire un bureau de Fokontany. Selon son constat : « Il n'y a jamais eu de bureau de Fokontany à Ambodiharana depuis 1990 avec ses 5 335 habitants et 2 800 électeurs ». Sa résidence personnelle est devenue le bureau du fokontany et salle de réunion. Grâce à la collaboration des bienfaiteurs, ils ont pu construire une petite maison pour recevoir les contribuables qui demandent leurs services. Avec un salaire de 30 000 ariary par mois assuré par l'Etat et des impayés depuis l'année 2009, on se pose des questions sur l'utilisation de ces ressources internes de l'Etat et sur leur répartition. Ce fokontany perçoit comme ressources les frais de Certificat



Député Fianarantsoa RATOVOSON Hery



Bureau à l'entrée de la préfecture (meubles rénovés)





de résidence. En effet, il est primordial pour eux d'avoir ces infrastructures via le CLD. Heureusement, avec le CLD 2017 le projet de construction a été enfin réalisé.

Par contre, les députés partagent le même avis sur la gestion du CLD : « Le CLD sert à satisfaire et à réaliser les promesses des parlementaires lors de leur campagne électorale. C'est à eux d'en gérer à leurs guises ». Ils insistent sur ce point. Et ce, « Pour être réélu pour

un prochain mandat », selon le point de vue du député Nome RAZARANAINA.

Pour les autres districts de la région Haute Matsiatra, le choix des projets prioritaires était balisé dès le départ par les députés qui disposent d'une position prépondérante par rapport aux chefs de districts. Dans le district de Vohibato, les communes ont été invitées à proposer des projets d'achats de tables bancs et de tôles pour les écoles.

La passation des marchés est entachée d'irrégularité

La Personne responsable des Marchés Publics (PRMP) n'a pas participé au choix des travaux à réaliser. Ce sont le chef de district et le Député qui ont pris toutes les décisions. Par contre, les comités locaux ont participé à la réunion de préparation : le Directeur Régional des Travaux Publics, le Directeur Régional du Domaine, quelques personnels des services techniques déconcentrés, le maire, les conseillers communaux.

Théoriquement, après le consensus du CLD, le PRMP a entamé la procédure de lancement du marché public tel que le lancement de l'appel d'offres, le dépouillement des dossiers d'appel d'offres, la notification des candidats ayant participé à l'appel d'offre, l'établissement des conventions ou marchés et la remise des dossiers à la Direction régionale du contrôle financier pour visa, la transmission des conventions et/ou marchés ayant obtenu le visa du contrôle financier auprès des responsables du Centre fiscal pour enregistrement et enfin l'envoi des conventions et/ou marchés au Trésor public pour mandatement.

Mais toutes ces procédures n'ont pas été respectées en bonne et due forme selon la PRMP de la région Haute Mahatsiatra, Josvah Phillipe RAKOTONIRINA, premier responsable pour la gestion du Fonds d'Appui au Développement (FAD).

L'Autorité de Marché public (ARMP) a son rôle dans la réalisation des travaux et l'exécution du Fonds d'Appui au Développement (FAD). Dans ce sens, le président de la Commission d'éthique, Docteur Guillaume RAHERISON, représente la société civile au sein de l'ARMP. Les rôles de l'ARMP sur le FAD sont d'évaluer les marchés et de suivre le fonds débloquent pour les réalisations. Il a évoqué les décrets pour mettre la société civile dans la commission d'éthique afin d'apporter sa contribution sur la pratique du FAD.

La commission d'Éthique a comme rôle premier l'orientation et le contrôle de la procédure de l'appel d'offres. Son second rôle la régulation, c'est-à-dire prononcer des sanctions administratives sur l'application des Arts 18, 88-89 dans le décret 2005-215 en cas



de non-respects des processus du marché public. Et enfin, elle participe à la fonction juridictionnelle et prend des requêtes anonymes en cas de recours.

Malgré les faits qui existent dans le FAD 2016 de Fianarantsoa et dénoncé ci-dessus par le PRMP, cette commission n'a jamais reçu de recours à ce propos sauf verbalement. Mais elle se déclare prête à exécuter son rôle dès qu'il y aura des recours déposés. Toutes les procédures et les actions concernant le FAD doivent passer impérativement par le PRMP jusqu'au déblocage du fonds.

Josvah Phillippe RAKOTONIRINA, PRMP de la région Haute Matsiatra, nous a précisé que : « *Tous les travaux à réaliser dans la Commune urbaine de Fianarantsoa et les appels d'offres sont décidés par le Comité local de Développement (CLD). Ils ont établi le programme d'emploi avec la Commission d'Appel d'Offres (CAO) et ont reparti les offres à réaliser* ». Pour lui, « *toutes les procédures ne sont que des farces, car tous les marchés ont été attribués à des personnes proches du Préfet de Fianarantsoa ou à des opérateurs économiques issus du parti HVM.* »

Les produits et les travaux livrés ne respectent pas la qualité demandée

Pour les autres districts de la région Haute Matsiatra, des maires des communes concernées se plaignent du choix des projets réalisés et de la qualité des biens livrés. « *Ils nous ont livré des table-bancs de très mauvaise qualité que je n'oserais même pas distribuer aux écoles de ma commune, des tôles qui ne respectent pas les normes exigées, etc* ». Dans un district de la région haute Mahatsiatra autres que Fianarantsoa, un député a demandé aux maires de signer la réception des matériels qui ne sont pas encore livrés ; ceci pour « *accélérer le paiement par le trésor* ».

La proximité entre l'ordonnateur et les entreprises titulaires des travaux entraîne des décisions inconcevables dans un Etat de droit, « *l'ordonnateur a annulé la réserve constatée par le comité de réception dirigé par le PRMP lors de la réception provisoire des travaux effectués par l'entreprise titulaire des travaux* », a martelé le PRMP Josvah RAKOTONIRINA.

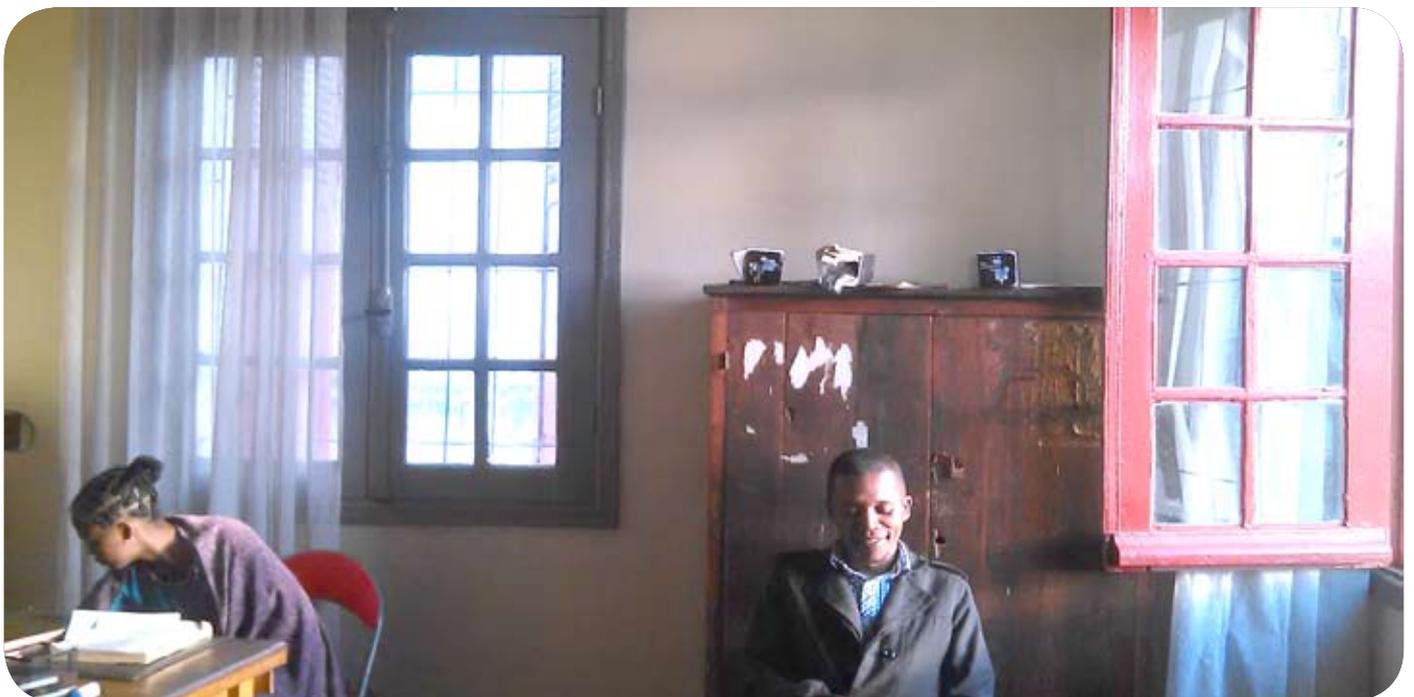
Dans les paperasses, il est inscrit dans le Lot 1 : Réhabilitation du bâtiment de la Préfecture d'un montant de 49 974 089 Ariary. Les restes du CLD de 200 millions d'ariary a servi au Lot 2 c'est-à-dire des achats des matériels informatiques pour le bureau de la Préfecture, Lot 3 : Achat matériel et outillage pour le bureau de la Préfecture et enfin Lot 4 : Achat matériel et mobilier de bureau de la Préfecture dont les dossiers restent introuvables jusqu'à présent.

Mais la PRMP Josvah Philippe RAKOTONIRINA a réitéré que les marchés (lots 2, 3, 4) sont attribués aux familles proches de l'ordonnateur dont un ex-chef de district dans un des districts de la région Haute Mahatsiatra et son époux, et le lot 1 a été attribué à une entreprise proche du régime.

Selon cette PRMP, il était prévu d'acheter 7 ordinateurs. Les trois ordinateurs portables étaient dédiés au Préfet et le Co-président. Le député NOME RAZARANAINA, un des présidents du CLD de Fianarantsoa, a demandé au fournisseur de lui donner une somme équivalente au prix de l'ordinateur à la place de l'ordinateur. En outre, il a confirmé avoir obtenu l'ordinateur remis par un fournisseur à Antananarivo. « *Je voyage tout le temps alors on me l'a ramené à Antananarivo pour le travail de développement de ma circonscription, pour les autres je ne suis pas en connaissance de cause* ». Le Député Hery RATOVOSON nie avoir bénéficié d'un ordinateur portable venant du fond de CLD 2016. On a constaté qu'au bureau de la préfecture, il n'y a que trois ordinateurs.

Le député de Fianarantsoa Hery RATOVOSON a martelé que : « *La réhabilitation du bâtiment de la préfecture et l'achat de tous les matériaux cités ci-dessus n'ont pas été décidés lors de la réunion technique. Le Préfet a insisté alors : « j'ai accepté de les lui accorder. Même s'il appartient au Ministère de l'intérieur et de la décentralisation de subvenir aux besoins de ses services déconcentrés, mais si c'est pour une fois, il n'y a pas de problèmes.* »

Le Préfet de Fianarantsoa Marie Bery IRANDRIANONY, l'ordonnateur principal, qui est tout le temps en mission et qui s'est finalement exprimé au téléphone a aussi expliqué que : « *Le CLD 2016 est une affaire qui date déjà des années, pourquoi investiguer maintenant ? Le CLD a servi à la réhabilitation du bâtiment de la préfecture que tu vois devant toi. Alors il n'y a rien à ajouter* ». Le changement radical ou la réhabilitation est effective dans son bureau : carrelage, toilette, meuble de bureau, salon complet... Les photos parlent d'elles-mêmes.





Quelles solutions ?

Le principe de séparation des pouvoirs de l'ordonnateur par rapport à celui du comptable veut que le premier est chargé d'engager, de liquider et d'ordonnancer les dépenses, et le comptable de payer les services faits ou d'encaisser les recettes. Ce principe de séparation des pouvoirs devrait garantir la transparence et l'efficacité de l'argent public. L'objectif est de séparer le pouvoir de l'ordonnateur de celui du comptable et surtout son utilisation selon le principe de redevabilité.

Dans tous les CLD de la région haute Matsiatra, les représentants de l'État assurent les fonctions d'ordonnateur. Dans ces districts, les communes concernées proposent des projets prioritaires que le représentant de l'État et les députés (président du CLD) valident ensemble. La gestion de la CLD est effectuée d'une manière abusive et contradictoire entre les élus et les services techniques déconcentrés ou les responsables nommés. Alors, les projets considérés comme étant primordiaux pour les contribuables et débattus lors des réunions techniques sont jetés aux oubliettes.

RÉCAPITULATION	
RESTITUTION ET REPIE	4 000 000
CLASSEMENT CLASSEMENT	7 500 000
CLASSEMENT ET CONSTRUCTION	1 500 000
CLASSEMENT ET RELEVEMENT	6 500 000
ELECTRICITE	8 500 000
AMENAGEMENTS, BÂTIMENTS ET CLASSEMENT	5 000 000
CLASSEMENT - BÂTIMENTS	15 000 000
TOTAL GENERAL	49 500 000

Récapitulation des travaux



CLD et FDL : même objectif, différents fonctionnement



Afin d'améliorer la gouvernance du CLD et appliquer le principe de redevabilité, la Maire Irma JULIANDRES propose que « la signature des communes bénéficiaires devrait être obligatoire et comprise avec ceux du préfet et des deux députés dans la réalisation du projet. Le Trésor ou le contrôleur financier devrait rejeter le dossier dans le cas contraire ».

Un autre maire d'une commune rurale a confirmé que:

« Le CLD doit être abrogé et changé aux bénéfices des communes comme le cas du Fonds de Développement local. Le résultat est plus palpable. Par exemple, sur 16 communes dans un district, chaque commune reçoit 15 620 000 ariary pour pouvoir construire des infrastructures de proximité utiles à la population. En plus, le CLD est à rembourser, un financement des bailleurs de fonds, alors que le Fonds de développement communal est une ressource propre de l'Etat ».

Le FDL, fonds de développement local, encadré par le décret N°2017-014 du 04 janvier 2017 se veut être un instrument financier de proximité, levier de développement à la base et a pour mission d'assurer un développement socio-économique équitable, équilibré et durable de toutes les Collectivités territoriales décentralisées. Ceci, à travers le financement de leurs investissements et le renforcement des capacités y afférents. « Le contrôle financier à posteriori devrait être renforcé », a-t-elle toujours martelé.

Quoi qu'il en soit, les principes et les procédures pour la comptabilité publique doivent être suivis avec rigueur. Enfin, il y a des dispositifs de contrôle de l'utilisation des fonds publics qui devraient se mobiliser plus pour sanctionner les contrevenants.

TSY FAHAIZA-MITANTANA

• FANOMEZANTSOA Willys
• RAMANAMIHAJA Vonjiniaina Claude E
• NY AINA Andrianomenjanahary

Migoka ny mangidy ny mpiasa misotro ronono

Tsy misitraka ny zo feno ny ankamaroan'ireo mpiasam-panjakana misotro ronono. Misetra ny mafy noho ny amin'ny fandrinarirana sy ny tsy fandraisana ara-dalàna ny valin-kasasarany izy ireo. Manjaka tante-raka ny kolikoly sy ny tsy fahaiza-mitantana ny volam-panjakana natokana ho an'ny fisotroan-dronono.

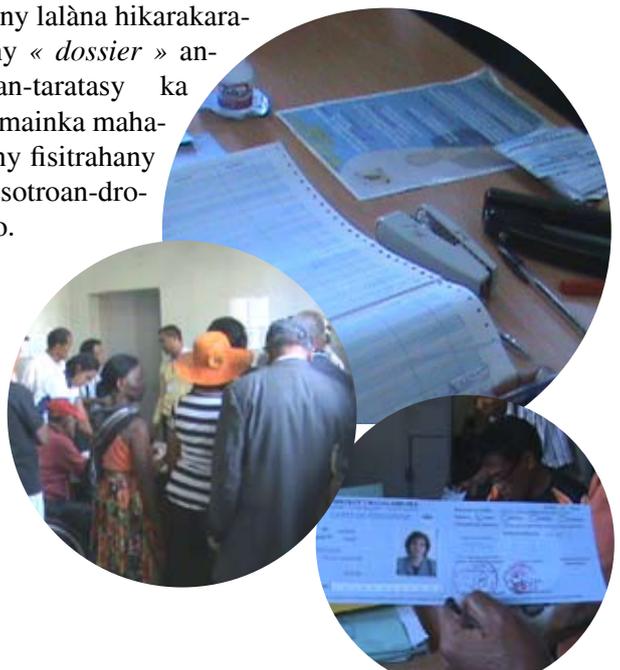
Mizaka ny mafy ireo mpiasam-panjakana misotro ronono noho tsy fahaiza-mitantana sy ny kolikoly ao amin'ireo sampandrahara mikarakara ny antontan-taratasy eo anivon'ny Ministeran'ny Tahirim-bola sy ny Tetim-bolam-panjakana. Misy ny kolikoly eo amin'ny fe-potoana famoahana ny tambin-karama fampitaovana (indemnités d'installation) sy ny vola fandrany amin'ny fisotroan-dronono. Tsy milahatra araka ny taona nikarakarana ny antontan-taratasy rehetra ilaina ny amin'ny fandraisana ireo vola natokana ho an'ny mpiasa misotro ronono ireo ny famoahana ny vola.

Misy ireo vao mitsahatra amin'ny asany dia mandray izany afaka volana vitsy. Misy anefa ireo an-taonany tsy mbola mandray izany hatramin'izao. «Roa taona izay aho no nisotro ronono, mpampianatra nandritra ny 22 taona tao amin'ny sekoly fanabeazana fototra Tsiazokirara- Kaominina Amboasary. Lalana iray andro sy tapany miala eo Anjozorobe no nandaniako ny taona dimy farany. Miakatra eto an-drenivohitra aho izao manaraka akaiky ny taratasiko izao. Avezivezin'ny tomponandraikitra aho, izaho anefa sady tsy migoka ny tombontsoako no mbola itadiavana vola ankolaka indray. Mitady ho kivy aho ka hijanona hanabe voho ny tany nolovako tamin'ny rafozako any. Tsy manaiky izany anefa ny vady aman-janako. Manontany tena aho hoe: rehefa tsy zatra birao ve dia araraotin'ny olona. Fantatro tsara fa efa tokony hanao dosie aho tamin'izany fa ny fahasahiranana sy ny halaviran-dalana koa moa nahatonga fahalainana satria na ny «Casier Judiciaire» taratasin-draki-panamelohana sy ny kopiako sora-piankohonako aza any Ambatolampy no alaina. Rehefa nandinika aho toa tsy natao ho an'ny madinika ny hisitraka ny zony », hoy RALAIBOZAKA François Regis.

« Kivy aho. Tsy fantatro hoe izao ve ny fiafaran'ny mpiasam-panjakana? Nanomboka ny taona 2016 aho no tokony hisotro ronono saingy hatramin'izao tsy

mbola misy valiny izany. Tampoka be tamiko ny fanapahana ny karama izay nifanandrify indrindra tamin'ny volana sy ny taona nahafeno 60 taona ahy. Tonga tao amin'ny banky aho haka ny karamako kanefa ankona fa tsy misy vola intsony ny kaontiko. Nanomboka teo no nitety ny birao rehetra tao amin'ny Minisetran'ny Fitantanam-bola sy ny tahirim-bolam-panjakana ny momba izany. Ny antontan-taratasy rehetra anefa dia efa feno sy tomombana avokoa. Miandry hatramin'izao ary tena kivy tanteraka aho », hoy kosa Simone Ratefiarivony, 37 taona niasana tao amin'ny CEG Ampangabe sy Ambohitrimanjaka ary Ambohidratrimo.

Manahirana, mampivezevezy ary mandany fotoana ny fikarakarana ny antontan-taratasy eny amin'ny rafi-panjakana misahana ny fisotroan-dronono. Isan'ny olana goavana ihany koa ny tsy fahafantaran'ny mpiasam-panjakana ny dingana rehetra diavinaarahina na ny fe-potoana voalazan'ny lalàna hikarakarana ny « dossier » antontan-taratasy ka vao mainka mahaela ny fisitrahany ny fisotroan-dronono.





Miafara amin'ny fitoriana eny amin'ny tribonaly ny fitakiana ny zo

Miafara amin'ny fitoriana eny anivon'ny tribonaly misahana ny ady ifanaovana amin'ny Fanjakana sy ny « *Conseil d'Etat* » Filankevi-panjakana ny fifanolanana indraindray. « Ny 80% n'ny mpiasa eny anivon'ny Vondrom-bahoaka intsinjara-pahefana no mizaka ny voka-dratsin'ny tsy fandoavana ny latsakemboka CPR-CRCM. Ny anjara andraikitray dia ny manentana ireo tomponandraikitra eny anivon'ireny rafi-panjakana ireny hanefany ny latsak'emboka satria zon'ny mpiasa izany. Raha tsy voavaha ny olana dia miakatra eny anivon'ny tribonaly ny raharaha», hoy Hahitantsoa Tokonirina Razafimahefa, Chef de division suivi des caisses de retraite lehiben'ny sampandraharaha manaramaso ny tahirim-bola ho an'ny mpisotro ronono ao amin'ny Ministeran'ny vola sy ny Teti-bola. Ny décret didim-panjakana lah° 62-144 ny 21 Marsa 1962 dia mamaritra fa tsy misy vola fisotron-dronono azo raisina raha tsy voaefa ny latsakemboka. Tranga roa no mety hiseho eto, na mameno ny latsakemboka dia migoka ny tombontsoa, na averina ny latsakemboka naloan'ny mpiasa (Andininy 61-642 ny 29.11.62) raha toa ka tsy

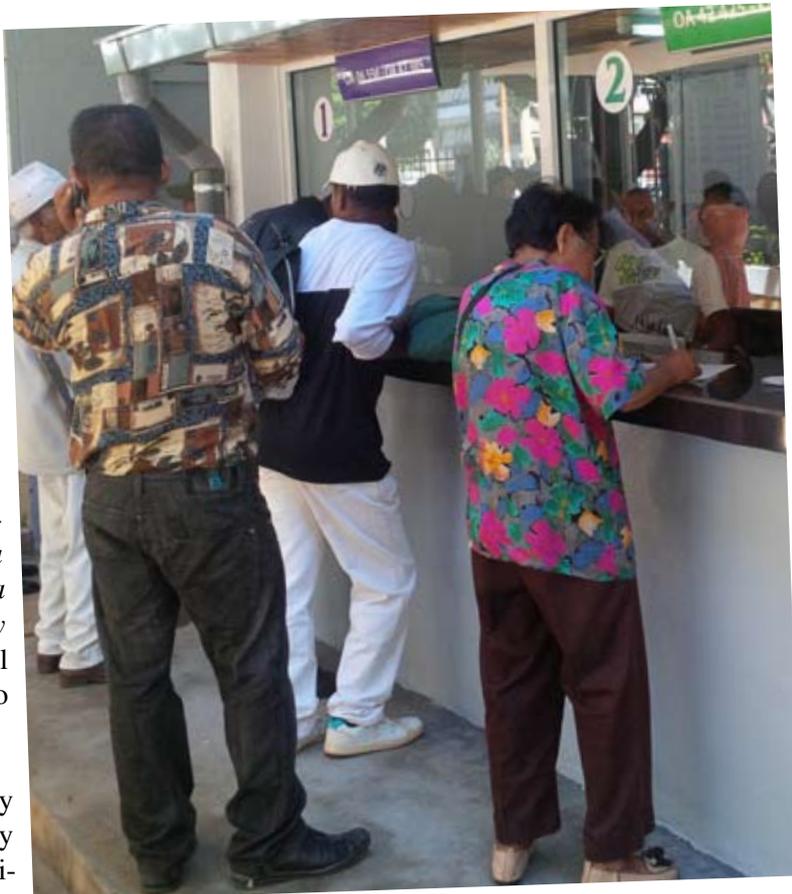
heloka araka asa no tsy ahafahany manatontosa intsony ny asa iandraiketany.

Anisan'ny handavan'ny Ministeran'ny tetibola sy ny tahirim-bola ny fahazahoana ny volan'ny fisotroan-dronono ny tsy fanefan'ny mpiasa sy ny mpampiasa ny latsakemboka ho an'ny tahirim-bola natokana ho amin'izany. Tamin'ny fanadihadiana natao no nahitana fa ireo mpiasa eny anivon'ny « *Institutions Publiques Nationales* » Andrim-panjakana momba ny vondrom-bahoaka sy ny « *Collectivités Territoriales Décentralisées* » Vondrombahoaparitra momba ny tany izay voaray ho mpiasam-panjakana no tena misetra ny olana noho ny tsy fandoavana ireo latsakemboka voalaza ambony ireo (Caisse de prévoyance de retraite sy ny Caisse de retraite civile et militaire) tahirim-bola ho an'ny fisotroan-dronono sy tahiry ho an'ny fisotroan-dronono sivily sy miaramila raha toa ka ny fahatarana amin'ny fikarakarana ny antontan-taratasy kosa no tena manahirana ireo mpiasam-panjakana raikitra.

Tsy te ho tomponandraikitra ny Kaominina

« 60 mahery izao izahay no mpiasan'ny Kaominina Antananarivo Renivohitra (CUA) mbola tsy nandray pension-retraite tamin'ny 2016 satria tsy mbola nahalao latsakemboka ka misy tafiakatra hatramin'ny 3 tapitrisa ariary izany raha kajiana ny 20 taona niasanay tao. Avy amin'ny mpiasa io fa ny an'i CUA kosa mbola volabe no tsy voalao indrindra moa ny famenoana ny « *Caisse de prévoyance de retraite* » Tahiry ho fitsinjavana ny fisotroan-dronono ho 19% tao aorian'ny niovan'ny satanay ho mpiasampanjakana tamin'ny taona 2009. Resaka hafa iny fa ny olana dia ny ahitanay io vola 3 tapitrisa ariary io izay tsy noesorin'ny kaominina hatramin'izay. Ny taona 2017 moa izany mbola miandry ihany koa », hoy Pascal R., monina eny Anosibe Antananarivo IV.

Araka ny taratasin'ady eny anivon'ny Fitarana izay ifanolanan'ilay mpiasa sy ny Kaominina dia tsy te ho tomponandrai-



kitra ny Kaominina satria milaza izy ireo fa tsy mahafantatra ny momba ny fitantanam-bola tany aloha ny Ben'ny tanàna am-perinasa. Kanefa dia andraikitr'ity rafitra ity izany satria misy ny fifanohizan'asa eo amin'ireo Ben'ny tanana mifandimby (continuité de l'État).

Araka ny fanazavana voaray teny anivon'ny Fitsarana dia saika mahazo rariny eo amin'ny Fitsarana hatrany avokoa ny 90%ny mpitory ary

manery ireo kaominina handoa onitra sy hanefa io latsakemboka io mba handraisana ny vola fisotroan-dronono. Narirariran'ny tomponandraikitra ireo manan-kolana eo anivon'ny Kaominina Antananarivo. Ny tao amin'ny «*Chef de service fin de carrière*» ao amin'ny Ministeran'ny Asam-panjakana sy ny Asa sosialy kosa nanambara fa : «*tsiambaratelo hatrany ireny ka tsy maintsy miandry Tale* », izay sady ambarany fa «*tsy ao foana noho ny toe-draharaha eto amin'ny firenena* ».

Nitombo avo telo heny ny fanentsenana ny tahirim-bola



Misy fahabangana goavana ny kitapom-bolan'ny fisotroan-dronono ka ny Fanjakana no mameno izany isan-taona araka ny voalazan'ny tompon'andraikitra eo anivon'ny fitantanana ara-bola ho an'ny mpiasam-panjakana (Direction Générale de la Gestion Financière du Personnel de l'Etat - DGGFPE). Foibem-pitondrana ankapobeny misahana ny fitantanana ny mpiasam-panjakana Voalazan'ity hatrany fa manodidina ny 420 lavitrisa Ar isan-taona eo ho eo no teti-bola hanefana ny «*pension* ». Ny taona 2013 dia nitentina 97 miliara Ariary ny vola avy amin'ny fanjakana nanampiana ny tahirim-bola ho an'ny fisotroan-dronono. Tafakatra 250 miliara ariary izany ny taona 2015 ary nahatratra 290 miliara ariary kosa ny 2016. Araka izany dia nitombo avo telo heny io fanampiana io tao anatin'ny telo taona, ka isan'ny antony nampiakarana ny latsakemboky ny mpiasa sy ny mpampiasa, mba hampihena ny fahabangana.

«*Ny mampalahelo anefa dia manana mpibaiko ny teknisianina isan-tsokajiny dia ny mpanao politika lasa mpitondra izany. Hany ka misy ny tsikom-bakomba sy ny teritery eo amin'ny kajy ara-mira sy ny tetibola ka miantraika amin'ny fisotroan-dronono izany* », hoy i Florentin Ramamonjisoa, mpitolona sendikaly. Raha ilay fizakana na «*subvention* » voalaza etsy ambony ampiana ny «*compensation* » onitra avy amin'ny Fanjakana sy ny latsakemboka alaina avy amin'ny mpiasa dimy; avy amin'ny mpampiasa 19% manerana ny nosy dia misy vola tsy mazava sainy mifanilika andraikitra izay hadihadiana rehetra ka tsy

Ireo rijan-tenin-dalàna mamaritra ny mari-karaman'ny mpiasam-panjakana

Ny «Grille indiciaire de la fonction publique malgache» Ny fandaharana mari-karaman'ny mpiasam-panjakana dia feheziny andininy faha- 61-642 ny 29 novambra 1961 (Repoblika voalohany) fony mbola tao anatin'ny «Parapluie Financière» fiarovana ara-bola, sy ny andininy faha-79-364, 22 Desambra 1979 (Repoblika faharoa) izay namaritra ny «Valeur point d'indice» ho 750 Ar , ny «grille indiciaire» ho 275/FOP ; ny volan-jaza 184 Ar (latsaka ny isa 5); 9880 Ar (mihoatra ny isa dimy), ny fanampiana ara-pianarana na «indemnité de scolarité» 20.000Ar/isan-taona/ isaky ny fianakaviana; ny fizakana ny trano fonenana na ny «indemnité de logement» ho 14 000 Ar ary ny karama farany ambany na ny SMIG (Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti), izay 141 Euros na 9 600Ar izay sandam-bola tamin'ny taona 1979. Izay raisina isam-bolana dia tsy mifandraika intsony amin'ny vanim-potoana ankehitriny satria 216 288 Ar eo ho eo ny karama sy ny zo rehetra raha amperin'asa ary ny SMIG ihany sisa no raisina rehefa misotro ronono ary ny ampahatelon'ny SMIG ihany no raisin'ny vadin'ny mpiasam-panjakana maty.

mety ho voaporofy mihitsy izany, etsy andaniny. Etsy ankilany, ireo mpisotro ronono amin'ny ankapobeny dia tsy mahalala akory ny kaonty satria avo lenta be izany (araka ny voalazan'ny didy hitsivolana 2017/021-22 tamin'ny 10-01-17).



Tsy mahafeno ny «pension» fisotroan-dronono ny latsakemboky ny mpiasa

Tsy maharaka ny isan'ireo mandray fisotroan-dronono isan-taona noho izany ny latsakemboka avy amin'ny mpiasa ao anatin'ny taona iray. Ny latsakembok'ireto farany anefa no hanefana ny «pension». Ny 5% ny vata karama no alaina amin'ny mpiasa ary ny

19% avy amin'ny mpampiasa araka ny didim-pitondrana laharana 2017-021 sy laharana 2017-022 ny 6 febroary 2017. Nanova ny didy hitsivolana 60-329 tamin'ny 07 septembre 1960.

Tsy mifanaraka amin'ny vidim-piainana ny «pension» fisotroan-dronono

« Tanora mamboly hazo, hialokalofana raha-trizay », hoy Ntaolo Malagasy. Ny asa ankehitriny no fototry ny fisotroan-dronono rahampitso. Mpiasa aloha vao mpisotro ronono avy eo, ka raha kely ny vatan-karama dia ho kely ihany koa izany ny retirety satria io vatan-karama io no raisina rehefa hitsotro ronono fa miala avokoa ny tombontsoa hafa rehetra (trano, fitaterana, fahana, saram-pianaran'ny ankizy...)

Marony endrika fahasahiranana eto Madagasikara raha ny fitantanana ny mpiasa sy ny vola mifandraika amin'izany no jerena fa karama vary masaka no misy, ny asa sy ny fiahiana ara-tsosialy tsy misy fenitra, ny fivezivezena amin'ny karazana antontan-taratasim-pisotroan-dronono manginy fotsiny. Ny vola azo amin'ity farany izay kely raha mitaha amin'ny asa fanompoana nandritra ny taona maro sy ny fidangan'ny vidim-piainana amin'izao fotoana izao. Hany ka very fanahy mbola velona ireo mpiasam-panjakana amin'ny fanantenana andrim-panjakana matanjaka, demokratika, azo itokisana, mahalala ny tamberinandraikitra ho amin'ny fanatsarana ny lafim-piainany manontolo. « Omby mahia be tandroka » no azo ilazana ny fisotroan-dronono ankehitriny eto amin'ny Nosy ka «mizaka ny tsy eran'ny aina».

Ny fomba fanaramana sy fiahiana ny mpiasa ary ny fisotroan-dronono eto Madagasikara mihitsy no mamoehitra, araka ny fanazavan-dRamonjisoa Florentin, mpandrindra nasionalin'ny F3M na ny Fiarahamiantan'ny Mpiasam-panjakana eto Madagasikara. Raha ny fanazavan'ny dia « tsy rariny ny vola raisin'ny mpiasam-panjakana sy ny fitsinjo-

vana ny hiafarany raha ampitahana amin'ny fitontonganana tsy misy farany eo amin'ny sandam-bola sy ny fidangan'ny vidim-piainana ».

Tafiditra ao anaty sata ankapobeny koa ny zo haka fialan-tsasatra iray volana isan-taona. Noho ny filan'ny asa nefa dia maro no tsy misitraka izany. Ny nataon'ny Fanjakana tamin'ny Repoblika faha 2 dia ny mandefa roa na telo taona mialoha ny mpiasa ho solon'ny lelavola. Navoaka lalàna nefa taty aoriana fa enimbolana ihany no raisina. Nivadika 3 volana sisa izany taty amin'ny Repoblika faha 3. Ankoatra ireo, dia iniana ahely fa ho foanana indray ilay «indemnités d'installation» izay karama 12 volana, nanomboka ny taona 2002, izay raha ny lalàna dia herintaona aorian'ny daty naha-«retirety» mpisotro ronono no andraisana azy fara fahatarany araka ny didy hitsivolana 2003-993 tamin'ny 07.10.2003.

Humeur

Dialogue banal de retraités devant le bâtiment du Trésor à Antananarivina, avant le paiement des pensions en mars:

«- Alors!? Du nouveau?

- Penses-tu! Rien de rien!

- Ah! les sal...! Ils se la coulent douce, quand nous, nous nous enfonçons dans la précarité, sinon la misère.

- Tu sais! nous ne sommes pas tellement à plaindre, par rapport au grand nombre qui n'est sûr de rien à chaque fin de mois!

- Et tu oses prendre la défense de ce régime d'innommables!

«

A la mi-mai, même lieu, autres retraités:

«- Alors!? Il y a un rappel?

- Non, juste l'augmentation annoncée à partir de ce mois-ci.»

Gros rires entrecoupés d'imprécations.

Pension des retraités, « crédit déficitaire » selon les responsables

Le crédit consacré aux pensions de retraite est aujourd'hui déficitaire d'après un responsable des pensions de la Direction Générale de la Gestion Financière du Personnel de l'Etat (DGGFPE). Les cotisations des agents en service ne sont plus suffisantes pour le paiement des pensionnés et des bénéficiaires dits « *ayants-droits* » (veufs et orphelins) qui ont un effectif allant de 110000 à 113000 par an, selon toujours ce responsable. L'Etat doit ainsi subventionner les caisses pour en combler le déficit. D'après la DGGFPE, le montant in-

jecté est passé de 97 milliards d'ariary en 2013 à 250 milliards d'ariary 2015, et a atteint en 2016 les 290 milliards d'ariary. Les sommes de subvention de l'Etat ont ainsi triplé en l'espace de trois ans. Néanmoins, la Loi de Finance Initiale (LFI) de 2017 stipule que le renflouement de la Caisse de Retraite Civile et Militaire (CRCM) a chuté à 230 milliards d'ariary en 2017 et est passée à 228 milliards d'ariary d'après la LFI de 2018 suite aux dispositions d'assainissement des effectifs des agents de l'Etat qualifiés de « *fantômes* ».

Les pensionnés font les frais de ce déficit

Les retraités sont souvent victimes d'un retard important avant de pouvoir bénéficier de la pension de retraite. C'est le cas de Charline RAVAOARISOA, ancienne employée du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Elle a suivi à la lettre les différentes procédures nécessaires pour bénéficier de sa pension à temps, mais a dû attendre plusieurs mois avant de pouvoir toucher sa pension. D'après cette dernière, les réponses des responsables administratifs demeurent les mêmes : « *Le budget actuel de l'Etat ne nous permet pas d'accélérer les procédures* », ou encore que les pensions de retraite ne font pas partie des priorités par rapport à ce dit budget.



Pourtant chaque année, les lignes budgétaires concernant l'octroi des pensions de retraite sont mentionnées dans les lois de finances. Les retraités se posent ainsi des questions concernant l'usage du budget qui leur est destiné. Des prévisions sont faites, des effectifs annuels sont connus et permettent de prévoir la somme à mobiliser pour les pensions. Il ne s'agit donc plus ici de déficit, mais d'un manque d'initiative politique.





Le non-paiement des cotisations par les établissements publics

Les agents de l'Etat travaillant au sein des établissements publics sont confrontés aux problèmes de paiement de cotisation à la caisse de retraite. Selon le Chef de Division de suivi des caisses de retraite Hahitantsoa Tokiniaina RAZAFIMAHEFA, près de 80% de ces agents sont victimes de ces non-paiements de cotisations. En effet, pour pouvoir bénéficier d'une pension de retraite complète, leurs dossiers doivent contenir des justificatifs de paiement de cotisation durant leur service. S'ils n'ont pas payé leurs cotisations, il leur est impossible de toucher la pension de retraite. Ils sont donc confrontés à une impasse au moment du départ à la retraite et sont contraints de payer des sommes exorbitantes pouvant atteindre plusieurs millions d'ariary (somme devant être déduite

de leur salaire durant leurs années de service) pour compenser les cotisations impayées.

« Nous sommes plus de 60 employés de la Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA) à ne pas toucher notre pension depuis 2016. La somme que nous devons payer atteint les 3 millions d'ariary si nous comptons nos 20 années de service au sein de la commune. Et il s'agit là de la part individuelle, car pour la part de la commune (part patronale), la somme est encore plus importante. Où pourrions-nous trouver 3 millions d'ariary qu'ils auraient dû soutirer de notre salaire depuis le début ? L'année 2017 n'est même pas encore prise en compte dans tout cela. », affirme Pascal RAZANAKOLONA.

Une redevabilité légitime mais non constatée

Les agents retraités de l'Etat ont effectué pour la plupart plus de deux décennies de services à l'Etat. Il est également stipulé dans le statut général des fonctionnaires qu'ils ont des droits acquis en tant que fonctionnaires et cela ne doit pas être ignoré. Néanmoins, ceux à qui ils sont confrontés une fois à la retraite ne laisse aucunement entrevoir le fait que l'Etat leur est

grandement redevable. Le détournement des cotisations, la lourdeur et la lenteur administrative, les procédures méconnues qui font régner la corruption, sont les causes qui démontrent encore une mauvaise gouvernance au détriment d'une gestion efficace des finances publiques, comme en témoigne le cas des pensions de retraite.



« Mallette » et pratiques parlementaires

Corruption de haut niveau exposée au grand jour

• RANDRIANOMENJANAHARY Rota Soafara

• NOMENJANAHARY Stanislas

• Ranjakasoa Dinaseheno Elisoa Jessica

Durant les dernières séances extraordinaires de l'Assemblée Nationale, du 27 février au 16 avril 2018, nos députés ont montré leurs vénalités. Avec la corruption de haut-niveau dénoncée par les médias, les accusations sont accablantes contre les élus. En période de crise politique, les députés préfèrent se retrancher derrière leur camp politique et oublient leur rôle de législateurs. Ces députés ont également montré leur inefficacité avec l'indiscipline et le vote des lois organiques sur les élections dont plusieurs passages ont été jugés anticonstitutionnels par la Haute Cour Constitutionnelle (HCC).

« La chambre basse est mal-placée pour parler de corruption »

Les projets de loi relatifs à la lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux ou celui relatif au recouvrement et l'affectation d'avoirs illicites sont déposés au niveau de l'Assemblée Nationale depuis la première session extraordinaire de 2017. Cela fait donc trois sessions ordinaires de suite et quelques sessions extraordinaires que ces projets de loi sont entre les mains des députés mais même aujourd'hui, ces propositions de loi ne sont pas à l'ordre du jour des travaux de session. Même si c'est le cas, leur étude sera ajournée. Ces projets de loi ne visent personne en particulier mais permettent de poursuivre tous ceux qui foulent la justice. Or, à chaque fois que les experts et les techniciens de l'anti-corruption élaborent des pro-

jets de loi contre la corruption, les dirigeants louvoient et renvoient les textes essentiels à la prochaine session.

« Nos dirigeants font une erreur de positionnement. Ils se positionnent en tant que potentiels corrompus et non en tant que dirigeants corrects. Ils savent où ils en sont. Voilà pourquoi ils donnent autant d'importance à ces projets de loi. Ils ont peur d'être poursuivis par la justice », explique Tsiry RAZAFIMANDIMBY, juge au sein du Bureau Indépendant Anti-corruption (BIANCO). Depuis le début de cette législature, de nombreuses plaintes ont été déposées à ce bureau. Des députés, dont celui élu à Mampikony ou celui élu à Toamasina II, auraient été convoqués. Toujours d'après RAZAFIMANDIMBY, la

lutte contre la corruption est menée sous contraintes à Madagascar.

Les dirigeants ne se manifestent pour la lutte contre la corruption, dans leur discours ou dans leur acte, que sous la contrainte. Il n'y a pas de véritable volonté politique dans la lutte anticorruption. Ces deux projets de loi sont les bases des stratégies nationales pour combattre la corruption. Pourtant, ils ne figurent pas parmi les priorités du gouvernement ou celles de la Chambre basse. L'adoption de ces projets de loi est encore reportée sine die. « La Chambre basse est donc mal-placée pour parler de corruption », ajoute encore ce technicien du BIANCO. « Les députés ont juste profité de ce ras-le-bol général pour se manifester ».

Une « mallette » invisible, pourtant bien présente

Le député Jaona RATEFIARIVONY, élu de Tsaratanàna, explique que la dénonciation de la corruption au sein de l'Assemblée Nationale est devenue un instrument de diffamation. « On entend souvent dire que les députés reçoivent des mallettes de la part des membres du Gouvernement. Ce qui est désolant, c'est que ces députés s'en servent pour dénigrer et bafouer les autres. Dès qu'il y a un projet de loi qui va à l'encontre de leur attente, ils se servent de la corruption pour dire du mal des autres », explique-t-il.

La corruption a toujours été présente dans l'hémicycle de Tsimbazaza. A chaque adoption d'une loi, des discussions sur la corruption refont surface du fait de la facilité et la rapidité avec lesquelles les projets de loi étudiés par la Chambre basse ont été adoptés. Pour pouvoir voter une loi au sein de l'Assemblée Nationale, il faut le vote de la majorité parlementaire soit 76 députés sur 151. Une majorité dont ne disposait pas le HVM (Hery Vaovao hoan'i Madagascar), parti pilier du régime, qui n'avait pourtant aucun élu officiel depuis le début de cette législature.

« D'où la corruption », nous affirme le député Arnaud TODY. Puisque

le régime actuel ne dispose pas de cette majorité, il userait de tous les moyens quitte à s'emparer des « mallettes » pour faire élire les projets de loi qui leur sont profitables. « Pour voter une loi, nous pouvons recevoir la somme de 100.000 à 500.000 ariary, et cela atteint même les 1.000.000 ariary pour les lois de finances ... J'ai moi-même reçu un message qui me proposait de me rendre à un certain endroit pour



Député Tody Arnaud





toucher de l'argent par le biais de l'un des membres du bureau permanent ». Une preuve de cas de corruption, selon ce député est l'adoption de ces lois organiques relatives aux élections jugées auparavant anticonstitutionnelles par la HCC. Une enveloppe contenant la somme 60 millions d'ariary aurait également été donnée aux députés avant l'adoption de ces lois, à condition d'évacuer la salle de séance lors du vote.

Le « *nomadisme politique* », autorisé par la HCC est également source de corruption, affirme Toavina RALAMBOMAHAY, juriste et politicien. En effet, cela a provoqué une véritable « *hémorragie* » au sein de l'Assemblée Nationale. Ce droit de pouvoir changer de parti politique dont jouissent les députés, les autoriserait à dissimuler un passé douteux car une fois élus, ils disposent de l'immunité parlementaire

La plainte des « *députés du changement* » déposée au BIANCO est une réaction contre le « *conclave* » organi-

sé par les députés pro-régime à l'hôtel Paon d'or, du 29 au 31 mars 2018. Des députés auraient touché la somme de 70 millions Ariary. Le partage de ce pactole se serait fait dans des enveloppes sur lesquelles étaient inscrits les noms de tous les députés. Le « *conclave* » était un moyen de pression venant des députés contre le gouvernement. Après le vote, ces derniers sont revenus au Paon d'or pour « *fêter leur victoire* ». Les députés présents au « *conclave* » ne nient pas formellement avoir reçu de l'argent.

Les frais de séjour de ces députés HVM durant ce conclave s'élevait à 66.400.000 d'Ariary rien que des prix des chambres sans parler des autres frais tels que la restauration. Les parlementaires disposent d'un Centre d'accueil au sein de l'Assemblée Nationale, prévu justement pour leur séjour lors de la tenue des séances plénières. Admettons que ces trois jours aient servi pour une révision « *intense* » article par article de ces projets de lois, celle-ci aurait

dû être faite 15 jours avant la délibération, conformément à l'article 89 de la Constitution alinéa 1 qui stipule que le vote des lois organiques se fait comme suit : « *le projet ou la proposition n'est soumis à la délibération et au vote de la première Assemblée saisie qu'à l'expiration d'un délai de 15 jours après son dépôt* ». Ces derniers n'ont pas fait part des décisions prises lors de ce « *conclave* » durant l'adoption de ces lois organiques.



Député Ratefariavony Jaona

La république des mallettes

La « *république des mallettes* » est un système qui vise à constituer une « *oligarchie restreinte* » qui contrôle les postes « *stratégiques* » de l'Etat. Les décisions les plus stratégiques du pays ne tendent de ce fait plus vers l'intérêt national mais

vers le souci de perpétuer ce système et de le rendre le plus fluide possible. Se jouent à l'intérieur de ce système, la corruption et la formation de la dite oligarchie. La « *mallette* » est donc tout argent qui circule hors du regard du public pour

toujours maintenir ce système. Cette mallette, elle ne circule pas uniquement à l'Assemblée Nationale pour l'approbation des lois. Et par conséquent, ce ne sont pas uniquement les députés pro-gouvernement qui la reçoivent.

Les sanctions disciplinaires au sein de l'Assemblée Nationale :

Dans le règlement intérieur de l'Assemblée Nationale, les sanctions disciplinaires sont le rappel à l'ordre ; le rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal ; la censure avec l'inscription au procès-verbal ; la censure avec exclusion temporaire. D'après l'article 97 alinéa 2 de ce règlement, est rappelé à l'ordre « *tout député qui cause un trouble quelconque au sein de la commission ou de l'Assemblée par ses interruptions, ses attaques personnelles ou de toute autre manière. La paro-*

le est accordée à celui qui, rappelé à l'ordre et si étant soumis, demande à se justifier ». D'après l'article 100 alinéa 1 de ce même règlement intérieur, la censure peut être prononcée contre tout député qui « *dans l'Assemblée, a provoqué une scène tumultueuse* ».

Lors de la session du 3 avril 2018, les députés de l'opposition ont tenu une manifestation au sein de la salle de séance en vue de mettre fin, selon eux, à la corruption au sein de l'Assemblée Nationale. Le règlement intérieur prévoit un rappel à l'ordre pour

que ces derniers se justifient sur les raisons de cette manifestation. Si un rappel à l'ordre n'est pas donné, cette manifestation aurait dû mener à une censure, c'est-à-dire, à « *l'interdiction de prendre la parole au cours de la séance durant laquelle elle a été prononcée ainsi qu'au cours de la séance suivante. Elle entraîne de droit, la privation, pendant un mois, de la moitié de l'indemnité allouée au député* », toujours comme cela est stipulé dans le règlement. Pourtant, ni un rappel à l'ordre, ni une censure n'a

été prononcé par le Président de l'Assemblée Nationale (PAN), Jean Max RAKOTOMAMONJY.

Cette manifestation tenue par les 73 députés de l'opposition, devenus les « députés pour le changement » s'est intensifiée sur la Place du 13 mai où ils réclamaient une motion de déchéance du Président de la République. Le député RATEFIARIVONY déclare que celle-ci était un projet de longue halei-

ne préparée à l'avance par ces députés pour dénigrer l'Assemblée Nationale. Ces députés ne nient pas avoir enfreint le règlement intérieur de l'Assemblée Nationale parce que dès le début des sessions extraordinaires, ce règlement aurait été mis de côté, d'après eux.

Dès le début de l'adoption des lois organiques relatives aux élections, le PAN a omis de les soumettre à un débat pourtant indispensable

dans l'adoption d'une loi. Le député qui a fait le rapport des travaux de commission n'est même pas membre des bureaux de commissions, « parce que les intéressés n'étaient plus présents dans la salle ». La loi sur les Zones Economiques Spécialisées (ZES), également votée avec ces lois organiques relatives aux élections ne figuraient pas non plus dans l'ordre du jour.

Sont-ils soucieux des attentes de leurs électeurs ?

L'échange entre les Malagasy et leurs élus se fait en principe par un dialogue social. Un dialogue qui n'est pas respecté parce que les Malagasy, pour la majorité, ne connaissent pas leurs élus. « Il y a quelque chose d'incomplet et d'inachevé dans cet échange parce que les rencontres entre les députés et leur électeurs sont rares. Voilà pourquoi nous organisons des journées portes ouvertes pour qu'il y ait plus d'interactions », explique un cadre au sein de l'Assemblée Nationale qui a voulu garder son anonymat.

L'une des responsabilités des députés est de faire un rapport des travaux de sessions aux électeurs et de ce fait, de recevoir également les attentes et les recommandations de ces derniers. Normalement, l'Assemblée Nationale devrait détenir une preuve ou le feedback des rapports de ces députés. Pour l'instant, il n'y a pas un moyen de savoir qui s'est véritablement livré à cette tâche. Un projet est actuellement à l'étude au sein de ce service pour créer une plateforme en vue d'archiver les rapports des

parlementaires au sein de leurs circonscriptions respectives.

« Nous sommes chargés de rendre compte de la redevabilité des parlementaires », ajoute un responsable au sein de l'Assemblée Nationale. « Nous essayons d'établir un dialogue social entre les électeurs et les députés. L'un des soucis est que ce sont pour la plupart les assistants parlementaires qui parlent sur le terrain. Il y a de ce fait un malentendu entre l'Organisation des Sociétés Civiles, avec qui nous travaillons, et les députés ». L'autre tâche à laquelle devrait s'appliquer les représentants du peuple est de proposer des lois se rapportant réellement aux attentes de leurs électeurs. Depuis le début de cette législature, il n'y a eu que 13 propositions de loi dont l'une est étudiée durant la première session ordinaire

Humeur:

Raha tsy sahy miresaka izy 73 mianadahy « mitolona ho an'ny fanovana », ho nanao izay tiany teto ny Fanjakana HVM !

Marina amin'ny ampahany izany tompoko! fa tsy andraikiny, na asany ny mitory teny fanonganana Filoham-pirenena eny amin'ny arabe na kianja.

Nahavariana ny nahitana azy ireo manarat-sy ireo namany 79 hafa an-kalamanjana, nefa avy eo mbola nivaky indray rizareo. Ny sasany nahazo toerana anaty governemanta, tsy hita intsony ! Ny naman'ny sasany nandao ny Tolona, tsy tazana na an-kianja, na teny Tsimbazaza. Tsy manala vela Fanjakana velively ny fanamarihana.

Dia ny vahoaka no variana sy mety ho ketraka.

de cette année 2018. Huit seulement ont été adoptées. Les propositions de loi se rapportant à la sécurité publique, la santé publique, les territoires décentralisés, la commission nationale des droits de l'homme et la retraite des parlementaires sont toujours en cours d'étude.

Les députés oublient –ils leurs rôles de législateurs ?

« C'est honteux qu'avec plus de 22 millions d'habitants, il n'y ait pas un seul opposant officiel à Madagascar », nous indique Toavina RALAMBOMAHAY. En effet, aucun parti politique à ce jour ne s'est proclamé opposant par peur de se faire exclure. Selon toujours notre interlocuteur, « Si la loi ne convient pas aux 73 députés (...), s'ils ont la majorité,

ils n'avaient qu'à faire une motion de censure pour renverser le gouvernement et changer cette loi (...). S'ils n'ont pas la majorité, il y a le statut de l'opposition. Ils peuvent en jouir, c'est-à-dire en nommant un chef de l'opposition qui peut parler à chaque fois que le gouvernement s'exprime ».

Le rôle des députés est de voter les lois et les projets de lois, mais aussi

de surveiller l'application de la politique publique. En cette qualité de législateur, ces représentants du peuple se doivent de gérer les conflits en proposant des lois ou en apportant des amendements sur certaines lois. Le parlement, censé être représentant, accessible, transparent et efficace n'a montré aucun de ces traits durant la législature actuelle.





LALANA TSARASAO TRA – IVATO

- RAMIANDRARIVO Richard Olivier
- RAHARISOA Sahoby Mickaëlle
- RAHAOVAHARISON Ialy Nandrianina

Tsy voasahan'ny Fanjakana ny tamberinandraikitra ho an'ny mponina

A didin'ny Fanjakana ny mampita vaovao momba ireo tetikasa goavana sahaniny sy miantraika mivantana amin'ny mponina, toy ny fanamboaran-dalana. Isan'izany ny fanamboaran-dalana etsy Tsarasaotra – Ivato izay miteraka resabe sy fisavorovoroana hatramin'izao satria tsy voasahan'ny Fanjakana ny tamberinandraikitra. Maro ireo zavatra tsy fantatry ny sarambabem-bahoaka mahakasika izany.

Tetikasan'ny Filoham-pirenena

Ampahatsiahivina te ny taona 2016 no nipoiran'ny tetikasa fanamboaran-dalana Tsarasaotra - Ivato ho fandraisana ny fihaonana an-tampon'ny Frankofonia na ny firenena mampiasa ampahany na manontolo ny teny Frantsay faha-16. Lalana mirefy 11km no vina napetraka, ary nokasaina ho vita mialohan'ny fampiantranoana ilay fivoriana.

Ny Ministeran'ny Fanajariana ny Tany sy ny Tetikasan'ny Filohampirenena (M2PATE) teo aloha no tompon'andraikitra voalohany tamin'izany arakynymaha

«tetikasan'ny Filoham'pirenena» io fanamboaran-dalana io. Araky ny fanambarana nataon'ny Tale Jeneralin'ny Fotodrafitrasa sy ny Tetikasan'ny Filohan'ny Repoblika ny 18 marsa 2016, RAKOTOARISOA Rafaralahy, dia « *ho vita mialohan'ny 31 oktobra 2016 ny asa* ».

Ny orinasa sinoa China Harbour Engineering Company (CHEC) no nahazo ny tolo-bidy hanatanteraka ny asa ary injeniera 104 sy mpiasa 750 no niara-nisalahy tamin'ny fanatanterahana izany.

Nijanona tampoka anefa ny asa

Vita teo amin'ny 85% ny asa ary dia afaka nampiasa ny lalam-baovao ireo manampahefana tonga nivory natrika ny fihaonana an-tampon'ny Frankofonia ny volana Novambra 2016. Rehefa vita anefa izany dia nakanon'ny Fanjakana indray ny lalana ny volana desambra 2016. Ny fanazavana nomen'ny minisitra sahana ny

Tetikasan'ny Filohan'ny Repoblika sy ny Fanajariana ny Tany teo aloha, RAFIDIMANANA Narson, dia hoe : « *Tanimbary nototofana io toerana nanorenana io ka ilàna fotoana mba hampifitsaka tsara ny tany. Amin'ny main-tany vao hotohizana ny asa ary hisokatra ka ho azo ampiasaina indray amin'ny volana oktobra 2017* ».

Tranga nifanandrify ka nitondra resabe sy fisavorovoroana

Zary niteraka resabe teo anivon'ny fiaraha-monina ny fiatoana tampoka nisy teo amin'ny asa fanamboaran-dalana.

Tsiahivana fa nangataka famatsiam-bola tamin'ny firenena Sinoa ny Fanjakana ho fanatanterahana ny asa fanamboaran-dalana Tsarasaotra-Ivato. Ary mbola orinasa sinoa ihany koa no nahazo ny tsena tamin'io, dia ny orinasa CHEC.

Nambaran'ny ARMP (Autorité de Régulation des Marchés Publics)



ny taona 2016 fa 184 083 839 989, 74 MGA (efatra amby valopolo amby zato miliara ariary mahery) ny vola ilaina hanatanterahana io fanamboara-dalana Tsarasaoatra –Ivato io, izay famatsiam-bola avy amin’ny governemanta sinoa.

Nifanandrify tanteraka tamin’ny fampitsaharana ny fitrandrahana volamena nataon’ny orinasa sinoa Jiuxing Mines tao Soamahamanina io asa fanamboaran-dalana io, ary izay no isan’ny niteraka ahiahy sy fisavorovoroana.



Tapaka nandritra ny filankevitry ny governemanta ny Alatsinainy 18 jolay 2016 mantsy fa atsahatra ny fitrandrahana volamena ataon’ny orinasa sinoa Jiuxing Mines ao Soamahamanina noho ireo hetsika nataon’ireo mpoinin’ny Soamahamanina nanohitra ny fitrandrahana sy noho ny fahasimban’ny tontolo iainana (rano maloto, tanimboly sy tanimbary simba, ala tapia ho fongana,...) izay miantoka ny fiainan’ny mponina any an-toerana amin’ny andavanandro. Taorian’io filankevitry ny governemanta io dia nitsahatra tanteraka koa ny asa fanamboaran-dalana teo Tsarasaoatra Ivato.

JIUXING MINES sy CHEC: orinasa iray ihany!

Ny volana Mey 2016 no nanomboka nitrandraka volamena tao Soamahamanina ny orinasa sinoa Jiuxing Mines. «Fahazoan-dalana hikaroka» (Permis de Recherche-PR) izay novidiany tamin’ny orinasa malagasy-aositraliana no navadik’ireo Sinoa ho «fahazoan-dalana hitrandraka» (Permis d’exploitation- PE). Nahazo fahazoan-dalana hitrandraka mandritra ny efapolo (40) taona eto Madagasikara izy ireo. Tsy nivoaka ara-dalana

anefa ny voka-pikarohana nataon’ily orinasa malagasy-aositraliana nandritra izany fotoana izany.

Ny orinasa Jiuxing Mines dia rantsana iray ao anatin’ny orinasa sinoa China Harbour Engineering Company (CHEC) izay tompon’andraikitra tamin’ny fanamboaran-dalana Tsarasaoatra-Ivato. Mitambatra ao anatin’ily orinasa sinoa antsoina hoe China Communications Construction Company Ltd (CCCC) izy roa ireo.





Fiantraikan'ny tsy fahavitan'ny lalana eo amin'ny fiainan'ny mponina

Tanimbary sy tany mirefy 14ha izay nampiasain'ny mponina nandritry ny taona maro no tafiditra amin'ny faritra nanamboarana ny lalam-baovao. Na dia tanim-panjakana aza ny ankamaroan'izy ireo, dia nanome toky ny Fanjakana fa hanonitra ny sandany amin'ireo mponina.

Araky ny voalazan'ny teo anivon'ny Minisitera misahana ny Tetikasan'ny Filoham-pirenena teo

aloha fa mitentina 13 750 668 843 ariary eo ho eo ny tambiny hanonerana ireo tany, trano ary voly izay tsy main-tsy nongotana ireo, ho fanamboarana ireo lalan'ny filoham-pirenena (Andohatampenaka-Ambohitrimanjaka, Tsarasaotra-Ivato). « *Mifanaraka amin'ny tombam-bidin'ireo fananana izay nalaina io tambiny io* », hoy ihany izy ireo. Nambarany ihany fa efa samy nahazo ny anjara tambiny avokoa ireo fianakaviana 680 voaongotra tamin'ny fananany.

Tsy feno ny tamberinandraikitra nosahanin'ny Fanjakana

Araka ny voalazan'ny tao amin'ny Minisiteran'ny Harena Ankibon'ny Tany sy ny Solika dia tsy misy ifandraisany ny fitrandrahana teny Soamahamanina sy ny fanamboaran-dalana Tsarasaotra-Ivato. Tsy nandresy lahatra anefa izany fanambarana izany satria tsy mbola nitohy araky ny fanambarana nataon'ny minisitra RAFIDIMANANA Narson tamin'ny taona 2016 fa hitohy ny fanamboaran-dalana ny volana oktobra 2017.



Nandritry ny roa taona dia tsy nisy fanambarana na sera avy amin'ny Fanjakana nanazava ny antony tsy nitohizan'ny asa fanamboaran-dalana Tsarasaotra-Ivato. Mbola nikatona ny lalana ary nasiana sakana (barrages) maro. Saingy nampiasa izany ihany anefa matetika ny Fanjakana ho an'ireo manam-pahefana mihazo ny seranam-piaramanidina, indrindra rehefa misy olomanan-kanja vahiny. Tsy fantatra mazava ny fotoana isokafan'ny lalana ary tsy fantatra ihany koa hoe iza no manome baiko hanala ireo sakana.

Nisy ampahany maro ihany koa efa potika amin'ilay lalana fotoana vitsy taorian'ny fahavitany, ka mampametram-panontaniana hoe iza no tom-

pon'andraikitra tokony nisahana ny fanaraha-maso teo amin'ny kalitaon'ny asa vita?

Ankoatra izany, nisy fotoana nataon'ny mponina teny amin'ny manodidina an'i Tsarasaotra fitadiavambola ity lalana ity satria tsy sokafan'izy ireo ny sakana raha tsy mandoa vola ny mpamily. Niaraha-nahita nandritry ny fotoana maro izany anefa tsy nisy fepe-tra noraisan'ny Fanjakana nanoloana izany, na dia teo amin'ny lafin'ny serasera ihany fotsiny aza hahafahany mampahafantatra ny mpampiasa ny lalana. Marihina anefa fa endrika kolikoly izany toe-javatra izany, ary mamporisika ny tsy fanarahan-dalana!

Mbola tsy ampy ihany ny serasera mombany fitohizan'ny asa

Nidina ifotony teny an-toerana ny Minisitry ny Asa Vaventy sy ny Fotodrafitrasa ANDRIANTIANA Jacques Ulrich ny 21 Jona 2018 ary nanambara fa hitohy indray ny fanamboarana ny lalana. Araky ny voalazany dia afaka hitohy ny asa satria nahazo famatsiam-bola avy tamin'ny 184 banky sinoa Export-Import Bank (EXIM Bank) ny Fanjakana izay mitentina 184 mialiarà ariary. Nankatoavin'ny Filankevitry ny governemanta ny volana jona io lalana io ary lany avy hatrany teo anivon'ny antenimieram-pirenena ihany koa.

Nidina teny an-toerana ihany koa ny Filoham-pirenena ny volana jolay nijery ifotony ny fanomana amin'ny fitohizan'ny asa fanamboaran-dalana.

Misy tsy mazava ihany koa eo amin'ny daty hanombohan'ny asa satria raha ny voalaza ao amin'ny tranokalan'ny Minisiteran'ny Vola sy ny Tetibola, di any faran'ny volana jona no tokony hanomboka ny asa. Efa hita tonga eo an-toerana avokoa ireo fiara lehibe sy ireo andrin-jiron'ny JIRAMA fa saingy tsy mbola nanomboka araky ny fotoana voatondro izany.

Ny nambaran'ny Minisitry ANDRIANTIANA dia hoe «ho vita afaka telo volana eo no ho vita ny asa rehetra» saingy tsy fantatra mazava hoe rahoviana no hikatonana ny lalana izay efa ampiasainan'ny olona amin'ny ampahany na dia mbola tsy nisokatra amin'ny fomba ofisialy aza, noho ny fahasahiranana ny mponina amin'ny faritra iny manoloana ny fitohanana ny fifamoivoizana eny Talatamaty -Ambohibao.

Araka izany dia miandry ny fisokafan'ny lalana ny vahoaka. Efa tamberinandraikitra omen'ny Fanjakana ihany ny fanomezana vaovao feno ho an'ny olona, ankoatra ny fahavitan'io lalana io, satria sady manala ny ahiahy izany, no famitana fotodrafitr'asa ho an'ny firenena ihany koa izay tena andrandrain'ny mpampiasa lalana fatratra ary mendrika ho ankasitrahana raha vita ara-dalana.

Humeur:

Souveraineté nationale, vision, projet de société, développement autocentré, autant de termes galvaudés au niveau d'une certaine classe politique locale, au fil des décennies.

Le financement et la réalisation des routes à Madagascar illustrent bien l'absence d'ambition et de volonté politique réelle de la part de nos hiérarques, quand bien même l'unanimité se ferait sur le caractère vital des voies de communication.

Les palinodies à ce sujet s'apparentent à une farce politicienne de très mauvais goût, au détriment du «people», de la population proprement dit.

Resaka nifanaovana tamina tomponandraikitra sy mpahay toekarena nisafidy ny tsy ho tononina anarana avy tao amin'ny M2PATE teo aloha:

Fanontaniana : Ny hevitrao amin'ny maha tomponandraikitra sy manam-pahaizana momba ny haitoekarena anao?

Valiny : Ny Jiuxing Mines dia sampana orinasa ao anatin'ilay vondrona orinasa goaibe sinoa CCCC itambaran'ny CHEC koa. Ity CHEC ity no nisolo ilay orinasa CHINA SONANGOL International saika hanao ny lala-migodàna (autoroute) Antananarivo-Toamasina, ny fanamboarana fiantsonan'ny fiara misy rihana (parkings à étages) tetsy Analakely sy Antaninarenina. Rava moa ny fiaraha-miasa satria voasambotra noho ny kolikoly ny Tale jeneralin'io orinasa io.

-Mitombina ary ve izany fa niankina tamin'ny fitrandrahana volamena teny Soamahamanina ny fanamboaran-dalana Tsarasaotra-Ivato ?

Na tsy lazaina amin'ny fomba ofisialy aza ny maha antoka ny fitrandrahana an'i Soamahamanina ny fanamboarana ny lalana Tsarasaotra-Ivato, dia aoka ho fantatra fa efa fomba fiasan'ity orinasa goaibe sinoa CCCC ity amina firenena maro aty Afrika no ampiharina eto Madagasikara.

Manao ahoana moa ny endrika isehoan'izay fomba fiasa izay ?

Fomba filaza fotsiny ilay sorabola tenenina fa resaka « fitrandrahana harena voajanahary » misy ao amin'ilay firenena no takalon'ny asa atao. Any Afrika izao dia ny fitrandrahana solitany sy vy ary vato sarobidy no takalon'ny fanaovana fotodrafitrasa maro toy ny lalana, lalamby, tohadrano... Ohatra, any Etiopia, ny fanitarana seranam-piaramanidina iraisam-pirenena ao Bole Addis Abeba, ny fanaovana tetezana goavana any Cameroun, ny fanitarana ny seranantsambon'i Tema any Ghana, ny fanitarana ny reniranon'i Kridi, any Abdjan Côte d'Ivoire. Ity farany dia misetra olana toy ny etsy Tsarasaotra-Ivato satria vao ny 40% n'ny asa fotsiny no vita na dia efa telo taona no nanombohany, nefa tokony ho vita amin'ity taona 2018 ity ny asa rehetra.

- Miandry ny fanokafana an'i Soamahamanina na antoka hafa ve izany vao mety hitohy indray ny fanamboarana ny lalana Tsarasaotra-Ivato ?

Izay mihitsy. Maro ny asa nataon'ny sinoa toy ny fampidiran-drano sy jiro, fanaovan-dalana... Lazaina aza fa fanomezana ireny??!! Jereo ihany koa ny fahatongavan'izy ireo maro izay mitrandraka eto Madagasikara toy ny any Soanala, Ihorombe, Mananjary, Mandritsara... Na ampitomboina ny fotoam-pitrandrahana efa azony, na mahazo fitrandrahana vaovao hafa izy dia hitohy indray ny fanamboarana an'i Tsarasaotra-Ivato. Aoka hazava fa tsy fikambanana mpanao asa soa akory ny Sinoa.



Trandraka



Investigative media

Mini-dossiers

Insécurité urbaine

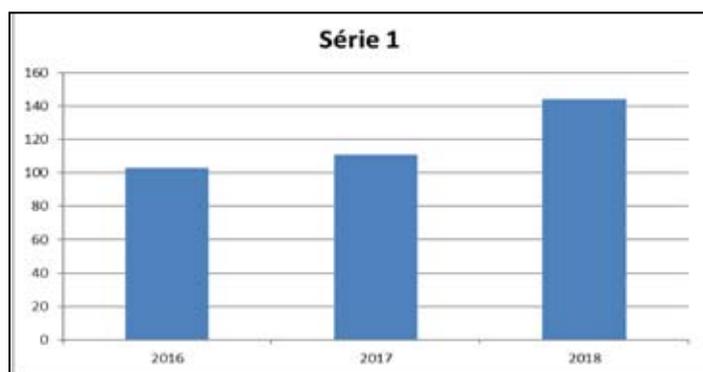
• RAE LINIANA Espera
• RAKOTOASIMBOLA Gaëlle Cindy
• RAVONJINIRINA Andritiana Mario

Un phénomène banal non maîtrisé par les Forces de Défense et de Sécurité

L'insécurité fait partie de la vie quotidienne des Malagasy : problème socioéconomique ou mauvaise gestion ? Aujourd'hui, c'est devenu un phénomène indissociable de notre grande ville.

L'insécurité fait partie de la vie quotidienne des Malagasy. Depuis quelques années, elle est devenue l'un des plus grands problèmes de la société. Le Ministère de la Sécurité Publique est le premier responsable de la sécurité en ville. Pour Antananarivo Renivohitra, le Commissariat Central de Tsaralalana est chargé de la protection des habitants. Sa zone d'intervention se limite aux 92 fokontany formant la Commune Urbaine d'Antananarivo. Pour faire face à ce problème sécuritaire, une augmentation du budget alloué à la sécurité publique est considérable dans la loi des finances de ces trois dernières années.

Le tableau ci-après nous montre cette statistique.



Environ 103 milliards d'ariary en 2016, 111 milliards d'ariary en 2017 et 144 milliards d'ariary en 2018.

« J'ai été victime des pickpockets cinq fois », dit Niry, une jeune femme habitant à Mahazo.

Mais une contradiction se révèle: d'après les statistiques du Commissariat Central de Tsaralalana confirmées par le Ministère de la Sécurité Publique, une régression du taux d'insécurité a été observée à la fin de l'année 2017 et durant les six premiers trimestres de cette année 2018. Or d'après ce que l'on observe dans les médias, l'insécurité est toujours d'actualité. Cependant, tout le monde est d'accord à dire qu'il y a un manque d'effectif au sein de la police.

L'article 2 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 que Madagascar a ratifié stipule que les droits naturels et imprescriptibles de l'homme sont « la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression ». Ces différents droits doivent être respectés. Ainsi, dans une société démocratique, chaque citoyen a à la fois le droit à la liberté et à la sécurité en toutes circonstances.

Le tableau suivant montre le taux de criminalité à Antananarivo Renivohitra en 2017.

Services	JANV	FEV	MARS	AVR	MIAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPT	OCT	NOV	DEC
Nbre d'habitants circonscription PU	1.725.969	1.725.969	1.725.969	1.725.969	1.725.969	1.725.969	1.725.969	1.725.969	1.725.969	1.725.969	1.725.969	1.725.969
VOL COMMIS	564	524	567	628	589	580	622	585	520	545	612	94
Taux (pour 1000 Hab)	0,32	0,30	0,32	0,36	0,34	0,33	0,48	0,33	0,30	0,31	0,35	0,05
TOTAL TRIMESTRIEL	0,94 ¹			1,03			1,11			0,71		
TOTAL ANNUEL	3,79											

Selon un Responsable de la Sécurité Publique, cette diminution est le fruit du travail d'arrache-pied effectué par les policiers. Durant les fêtes, la rotation de l'effectif se fait en 36 heures au lieu de 24 heures en temps normal.

Le problème sécuritaire est aussi un phénomène qui évolue dans toutes les grandes villes du monde. Il faut que tout le monde s'entraide pour trouver un moyen pour y faire face. Pour le cas de Madagascar, ce problème est encore contrôlable.

¹Celui-ci s'obtient par la formule suivante : $\frac{\text{Nombre d'affaires} \times 100}{\text{Nombre de Populations}}$





Evolution du phénomène

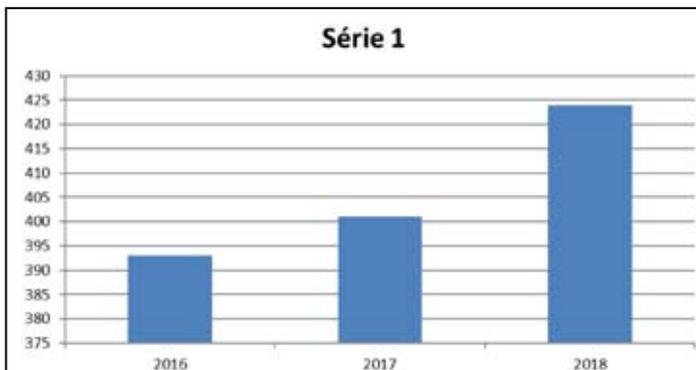
A Antananarivo, l'insécurité se manifeste sous plusieurs formes : vols simples, vols à main armée, meurtres, kidnappings, etc. La majorité des victimes cite les quartiers des 67ha, d'Andavamamba, d'Ambodin'Isotry, d'Andranomena, les arrêts de bus et dans les bus. Un politicien affirme même que l'insécurité est devenue une profession actuellement. Cela confirme que l'insécurité est

due à la pauvreté. Autrement dit, les agresseurs commettent des infractions souvent dans le but de satisfaire leurs besoins financiers. Ces quartiers font partie de ce qu'on appelle « *les bas quartiers* ». Nous remarquons tous que la plupart des habitants de ces quartiers vivent dans des conditions difficiles : difficulté financière, habitation précaire, problème d'emploi, etc

Services	CSP 1	CSP2	CSP 3	CSP 4	CSP 5	CSP 6	CSP 7	CSP 8	PPA 1	PPA 2	PPA 3	PPA 4	TOTAL
Nbre d'habitants par Arrond	18.171	333.833	285.000	140.000	180.000	175.000	108.459	230.317	32.258	62.574	97.374	62.983	1.725.969
vol commis	250	731	989	461	1007	443	447	671	113	118	116	150	5496
Taux (pour 1000 Hab)	13,75	2,18	3,47	3,29	5,59	2,53	4,12	2,91	3,50	1,88	1,19	2,38	3,18

Le tableau ci-dessus montre le taux de criminalité par arrondissement (sur une base annuelle ou mensuelle) datant de l'année 2017. D'après nos sources, 92% des infractions sont commises par des personnes de sexe masculin âgées de 18 à 30 ans.

Le tableau ci-dessous montre le PIB par habitant de 2016 à 2018.



L'habitat peut aussi être un indice de l'insécurité régnant dans une ville. Nous remarquons que la plupart des maisons à Antananarivo sont équipées de fenêtres avec des grilles de protection et que la plupart des villas sont gardées par des agents de sécurité privés. Tout cela montre la manifestation de l'insécurité. Chacun fait de son mieux pour se protéger et protéger ses biens matériels.

Pour Madagascar le PIB par habitant est de 393 dollars en 2015, 401 dollars en 2016 et 424 dollars en 2017 selon les statistiques de la Banque Mondiale.



Le rôle de la Police

La majorité de la population tananarivienne ne connaît pas le mode de fonctionnement des forces de la police. Celles-ci subissent des intimidations, des critiques et des jugements défavorables émanant du public. Ces hommes en treillis, présents et visibles sur terrain, dans les rues et aux arrêts de bus par exemple, sont là pour prévenir en principe les actes de criminalité. Puis, elles assurent la sécurisation et la fluidité de la circulation. Il y a les patrouilles motorisées, portées et pédestres.

Selon une étude menée par l'ONU Habitat, le cadre légal pour la sécurité urbaine n'est pas clairement défini pour les grandes villes de Madagascar. Cependant au niveau national, certains textes mentionnent la question :

- L'extrait de la loi N° 96-026 du 2 octobre 1996 porte sur le statut général autonome du personnel de la Police nationale.

- L'arrêté N° 1238-SAN du 16 juillet 1960 fixe les conditions de fonctionnement du service de Police sanitaire générale dans les communes.

Plusieurs services sont rattachés au Commissariat Central de Tsaralalana : le service personnel, le corps urbain, la Sureté Urbaine de Tana (SUT), la brigade des accidents. Le service personnel a pour mission de gérer l'administration et le personnel. Le corps urbain comprend la compagnie urbaine de la circulation ou la CUC incluant la brigade de motard et la brigade mobile de la circulation, la compagnie urbaine d'intervention ou CUI, l'unité d'intervention rapide ou UIR, et le service sédentaire (PCR). La SUT traite toutes les affaires pénales sauf les infractions mettant en cause des mineurs, ces dernières seront orientées vers le service PMPM. Il en est de même pour les infractions touchant le domaine économique (abus de confiance, escroquerie, et autres) qui relèvent de la compétence de la DRIEFSI, suivant la valeur du préjudice.

Tableau de la répartition de la Police urbaine de la ville d'Antananarivo

Commissariat d'arrondissement	Commissariat de Police	Postes de Police avancés	Postes de Police	de	Total
CSP1 Anakely	1	0	0		1
CSP2 Ambohitovo	1	0	4		5
CSP3 Antaninandro	1	0	4		6
CSP4 Isotry	1	1	1		3
CSP5 Mahamasina	1	0	2		3
CSP6 Ambohimanarina	1	0	0		1
CSP7 67 Ha	1	0	2		3
CSP8 Amboditsiry	1	1	9		11



De l'insécurité à la survie

Beaucoup de facteurs entrent en jeu pour expliquer cette explosion de l'insécurité à Antananarivo. Mais la pauvreté en est la cause principale. L'instinct de survie peut pousser une personne à commettre des vols voire des crimes. Après la crise de 2009, beaucoup d'usines ont fermé leurs portes augmentant ainsi le taux de chômage s'élevant actuellement à 13% selon des statistiques non officielles données par les syndicats des inspecteurs de travail (d'après un article de lexpressmada.com le 20 avril 2018).

L'insuffisance du budget et de l'effectif sont les causes évoquées par les responsables de la Sécurité Publique.

Le nombre de policiers à Madagascar est encore très loin de la norme internationale qui est de 3 policiers pour 1000 habitants. Pour Madagascar, c'est le contraire, seulement un policier pour 3000 habitants, selon les statistiques de la Police Nationale. A titre d'exemple, le CSP1 compte seulement 53 policiers pour 2412 hab/km², et le CSP6 dispose de 57 policiers seulement pour assurer la sécurité de ses 116.851 habitants. Pour les simples citoyens, parler du manque d'effectif et de budget tout le temps n'est plus une excuse, « *Ils ont de l'argent, ils en ont des moyens* » : dit un jeune étudiant de l'Université d'Antananarivo. Pour lui, l'incompétence de l'Etat et la paresse des gens sont les

²ONU Habitat, in Madagascar : Profil urbain d'Antananarivo, 2012, 34p.





premières causes de ce fléau. L'Etat n'arrive plus à protéger la population. « *Il y a une mauvaise gestion du budget alloué à la Sécurité Publique* » ajoute-t-il. Les responsables concernés n'admettent pas cette critique. Selon eux, le budget attribué à la sécurité publique n'est pas encore suffisant.

Le manque budgétaire ne permet pas à la Police Nationale de recruter assez d'éléments pour pouvoir atteindre la norme internationale.

Selon Hary Naivo Rasamoelina, Président du parti politique Droits Humains et Démocratie (DHD) Madagascar: « *L'insécurité est le fruit d'une combine politique malsaine venant des dirigeants de l'Etat pour toujours appauvrir les Malagasy et garder le contrôle du pouvoir.* »

La corruption est aussi pointée du doigt par les habitants pour être l'une des causes de l'insécurité, mais aucune preuve n'a été fournie.

L'Etat étant le premier responsable de la sécurité de la population, l'insécurité permet à un groupe d'hommes de tenir le pouvoir. « *Le pouvoir est entre les mains d'un groupe d'hommes et ils veulent le tenir en déstabilisant la société* » dit Hary Naivo Rasamoelina. Pour lui, la pauvreté n'est pas la seule cause de l'insécurité. « C'est l'Etat qui met la population dans une telle misère, c'est l'Etat qui est responsable de l'insécurité. » L'Etat a sa responsabilité, il a la clé pour résoudre ce problème. Ce n'est pas un problème lié au budget et à sa gestion, mais un problème social. Les dirigeants doivent connaître les problèmes de la population. La création d'emplois peut résoudre facilement et rapidement ce problème. En créant une entreprise, tout le monde sera gagnant, la population trouve de quoi nourrir sa famille et l'Etat améliore ses recettes fiscales.

D'autres circonstances exogènes causent aussi l'insécurité à Madagascar. Le 22 mai 2018, deux Centrafricains ont été arrêtés par la Police à Analakely avec des cocktails molotov. Et selon des informations qui nous ont été confiées par des politiciens et d'anciens responsables de la Sécurité Publique, 360 fusils de chasse et 4417 munitions ont été saisis au port de Toamasina le 22 mai 2014, mais beaucoup d'autres sont en circulation. Ces trafiquants collaborent avec des hauts responsables où l'implication d'un colonel retraité a été observée, une information évoquée par le Secrétaire d'Etat à la Gendarmerie Nationale de l'époque, le Général Paza Didier Gérard. Le 15 novembre 2016, cinq personnes dont trois militaires, deux en service et un retraité, et un agent de police



récemment licencié ont été arrêtés à Ankadimbahoaka pour trafic d'armes.

L'ancien Premier Ministre, MAHAFALY Solonandrasana Olivier, lors d'un discours prononcé pendant l'ouverture officielle du séminaire sur la lutte contre l'insécurité, le lundi 09 Avril 2018, à Mahazoarivo, a déclaré : « *l'insécurité qui règne actuellement est une manœuvre de déstabilisation de l'Etat et que les Forces de Défense et de Sécurité devraient pouvoir anticiper ces actes* ». Une fuite de responsabilité de sa part, car il essaie de trouver d'autres responsables.

A cause de ces divergences d'opinion entre les Forces de Défense et de Sécurité et la population, ni la confiance, ni l'ordre sont loin de régner à Antananarivo. Le problème n'est plus lié au budget à lui seul, mais devenu économique. La population est de plus en plus pauvre. D'après Charles GASSOT, Président de l'ONG Ecoles du Monde, sur France Inter, 90% de la population malagasy vit sous le seuil de la pauvreté, 92% selon l'Hebdo Agence Ecofin, et plus de 9 personnes sur 10 selon la Banque Mondiale. Si nous restons pauvres, l'insécurité continuera à gagner du terrain même si tout le budget d'Etat est affecté à la Sécurité Publique.

Chaque citoyen peut porter plainte s'il est victime ou constate une violation de l'éthique policière notamment l'absence, l'ivresse, l'irrespect des disciplines, etc. En 2017, 124 plaintes contre les policiers ont été retenues et traitées. Du coup, la population n'a plus confiance aux policiers tandis que les malfrats n'ont presque plus peur d'eux. Puisque l'insécurité est devenue un emploi pour certaines personnes, ils n'ont plus peur d'affronter les policiers pour gagner leur vie.

Faute de travail, les malfaiteurs récidivent. D'autres

disent même qu'ils ne veulent pas travailler alors qu'ils ont besoin d'argent. D'après X, un malfaiteur qui a accepté de nous parler, « *je vole pour nourrir ma famille, je n'ai plus peur de la police si je dois mourir c'est pour la bonne cause, car je voulais que mes enfants étudient comme les autres enfants. Avant je travaillais dans une zone franche, mais à cause de la crise du 2009 l'entreprise a fermé ses portes. J'ai essayé de trouver du travail, mais je n'ai pas assez de diplôme et de qualification Personne ne voulait m'employer* ».

Une statistique inquiétante sur le taux de chômage dans les Fokontany d'Andohatapenaka et d'Anatihazo Isotry nous a été confiée par une de nos sources : entre 39 et 40% de la population de ces deux Fokontany sont sans emploi ou travaillent à mi-temps. Selon d'autres sources, l'augmentation du taux de chômage surtout chez les jeunes est la source de l'insécurité en ville. Les jeunes n'ont rien à faire, soit ils se réfugient dans l'alcool ou dans la drogue et deviennent une proie facile au vol et au vandalisme. Il n'est pas rare de trouver ces jeunes qui n'ont rien à faire et se regroupent dans leur quartier à côté des terrains, dans les jardins, près des bars toute la journée

La capitale est une grande agglomération qui attire beaucoup de monde D'après une estimation de la Banque Mondiale, près de 40% des malagasy vivent à Antananarivo. A cause de cet afflux, les constructions illici-

prolifèrent à Antananarivo. Inévitablement, cette forte urbanisation mal contrôlée de la capitale favorise l'émergence de nouveaux foyers de tensions. L'urbanisation anarchique de la ville à travers les constructions illicites, ainsi que l'exode massif non contrôlé complique la situation sécuritaire de la capitale. Les quartiers sensibles souvent classés bas quartiers font leurs apparitions, et deviennent sources de tension difficilement accessibles. Les 4 Mi ou familles sans abri foisonnent dans la capitale même s'il est difficile de donner une estimation précise de leur nombre.

En 1990, une enquête de l'UNICEF chiffrait à 250 000 personnes le nombre de marginaux dans la ville d'Antananarivo. Ces populations sans abri sont pour la plupart originaires de l'agglomération et sont tombées dans la déchéance après la perte de travail et de logement aggravée par les crises chroniques qu'a subi le pays. Souvent en rupture des liens traditionnels et familiaux, ils occupent la rue et vivent de mendicité, de divers larcins et pour certains de petits métiers informels (gardiennage de voitures, petit commerce, ...).

Pour la Police urbaine d'Antananarivo, les bas-quartiers de la ville sont synonymes de désordre social et de criminalité, difficilement maîtrisables. Souvent, les habitants de ces quartiers sont instrumentalisés par certains politiciens véreux comme moyens de pressions sur le gouvernement, ce qui complique d'avantage les tâches de la Police devenue impuissante dans certains cas, comme en témoigne les événements de 2009 où la ville d'Antananarivo a été le théâtre d'une scène de pillage et de vandalisme d'une violence sans précédent.

Bref, l'Etat doit trouver une issue vers la création d'emploi et l'éducation de la population pour lutter contre ces problèmes qui sont des facteurs majeurs de la pauvreté.





Solutions



Des solutions sont encore possibles pour éradiquer ce fléau. Les Responsables de la Police appellent à la coopération. D'après eux, la politique de communication leur a permis de diminuer le taux de criminalité en fin de l'année 2017 et au début de cette année. La Police Nationale s'approche de la population en créant sa propre page Facebook, diffusant d'émissions radiophoniques « *Polisim-Pirenena manakaiky ny vahoaka* » sur la Radio National Malagasy tous les vendredis à 8 h 30 et formant les « *voamieran'ny fandriampahalemanana* » au sein des Fokontany en 2017. Toutes ces actions font partie d'une stratégie qu'ils appellent « *stratégie de proximité* » (la Police de Proximité). En 2017, la Police Nationale a recruté 650 policiers et projette de recruter 1000 autres cette année 2018 pour renforcer son effectif.

Pour faciliter leur intervention, la Police demande aux habitants leur collaboration. Le numéro vert de la Police, la vulgarisation des coordonnées des commissariats d'arrondissement et des postes de police font partie de cette stratégie de collaboration. Tout récemment, la Police Nationale se procure d'une nouvelle stratégie: la police de proximité, le Commissariat

Central d'Antananarivo l'applique déjà. Dans les fokontany, il existe des Commissions pour la sécurité qui travaillent directement avec la police. La prise en compte des plaintes des citoyens concernant les mauvais comportements des policiers constitue la base de cette stratégie. « *Peut-être qu'on peut éradiquer l'insécurité si l'on se comprend, si l'on peut compter sur une participation citoyenne parce que nous ne sommes pas les seuls responsables de la sécurité* », affirme un responsable de la Police. C'est donc une plateforme d'échange, de mobilisation et d'orientation où chaque citoyen est libre de critiquer, de suggérer des solutions et d'informer la Police de leur situation.

Pour les citoyens, le combat contre l'insécurité commence par la création d'emplois. Un étudiant de l'Université a aussi critiqué le mode de recrutement qui peut être la cause du chômage et de l'insécurité, « *comment voulez-vous que nous ayons de l'expérience alors que nous sortons tout juste de la faculté ?* » dit-il.

Pour les politiciens, les avis divergent. D'autres parlent d'éducation citoyenne, de refondation de la société, de refondation du système. La lutte contre la corruption et la pauvreté doit être la priorité de l'Etat.

Fako miavosa eto Antananarivo renivohitra

Vola an-jatony tapitrisa no mihodina, miavoavo ny loto

Volabe manodidina ny 500 tapitrisa Ar no miditra sy mampihodina ny SAMVA, amin'ny fanadiovana sy ny fandraofana ny fako eto Antananarivo Renivohitra. Tsy misy vokatra azo tsapain-tanana anefa: ny fako miavosa, maimbo ny tanàna. Misetra olana hatramin'ny taona 2015 ny SAMVA. Anisan'ireo orinasampanjakana mahaleo tena ara-pitantanana, kanefa tsy mahatontosa ny asa nankinina taminy.

Andaniny, mitombo ny vola omena ny SAMVA, ankilany, miaina miaraka amin'ny fako hatrany ny mponina eny amin'ny 67ha, Isotry, Besarety, Andravoahangy; isan'ireo toerana ahitana fiparitahan'ny fako eto an-drenivohitra. Ahitana fivangongoan'ny fako hatrany ireo toerana ireo amin'ny fotoana ialan'ireo mpivarotra sy mpampiasa ny arabe. « Miparitaka tsy ahitana vahaolana mihitsy io fako io. Ny mpandroaka fako tonga amin'ny ora sy fotoana tiany hatatongavana, hany ka tsy voafaritra intsony ny fotoana ahitana fa madio tsy misy fako manaratsy endrika ny tanàna ety amin'ny faritra misy anay. Ny fofona aterany sy ny fikorontanan'ny fifamoi-voizana vokatr'izany anefa vao maika manampy trotraka ho an'ireo mpampiasa làlana », hoy ny fanazavan-dRAZAFINDRAVAO Berthine, mponina etsy 67ha eo amin'ny fiantsonan'ny fiara, « Parking ». Namarany fa miparitaka ety ivelan'ilay toerana natokana ho amin'izany ny fako plastika sy ny poti-kanina ary ireo baoritra isan-kazarany.

Sarotra ho an'ireo mampiasa ny lalana toy ireo mpandeha tongotra ny mivezivezy noho ny tahotra aretina samihafa mety ateraky ny loto. Tsy ireo faritra voalaza etsy ambony ihany anefa no misetra io olana amin'ny fiparitahan'ny fako io fa zava-misy iainan'ny mponina eto Antananarivo Renivohitra rehetra izany. Hamafisin'ireo haino aman-jery sy ireo gazety mpiseho isan'andro eto an-toerana sy any ivelany io fahalotoana misy eto an-drenivohitr'i Gasikara io satria « tafiditra ao anatin'ireo tanan-dehibe folo maloto indrindra manerana izao tontolo izao i Antananarivo ary fahatelo aty Afrika ». Madagascar Matin, Ligne de Mire, La Gazette de la Grande Ile ary ny Magazine Forbes, ny volana Janoary 2018. Tsy takona afenina intsony fa tranga efa ampolony taona maro ny momba ny fako eto Antananarivo. Manamarina izany i Soprano mpihira mozika Rap vahiny ao anatin'ny hirany iray : « (...) imagine Madagascar et ses montagnes d'ordures (...) ». Saino ange i Madagasikara sy ny fakony mien-drika tendrombohitra .Manontany tena ny olom-pirenena tokony hisitraka ny tombontsoa iraisana amin'ny hoe: Iza marina no tomponandraikitra?

Raha efa samy manangona ny fakony ny isam-bavavarana amin'ny alalan'ny Rafitra Fanadiovana sy



Fidiovana (RF2), aiza kosa ny fandraisana andraikitra ataon'ny mpisehatra lehibe kokoa. Misy rafitra manokana napetraka handroaka ny fako eny anivon'ny fokontany rehetra eny. Maro ireo mpisehatra amin'ny fanadiovana ny tanàn-dehibe, anisan'ireo ny RF2 na Rafitra Fanadiovana sy Fidiovana eny anivon'ny fokontany 192. Rafitra nape-traky ny Kaominina hanadio ny elakelatrano sy hitatitra ny fako ho eny amin'ny daba-pako lehibe. Ho an'ny fokontany Andranomanalina I, Manarintsoa, Andavamamba, ny « ENDOI » sy ny fikambanana « MIHARINTSOA » no namatsy vola sy fitaovana azy ireo ny taona 2013.

Olana iraisan'ireo fokontany anefa ny tsy fanefan'ny isan-tokantrano ny saram-panadiovana 500 Ariary satria ny 40% amin'izy ireo ihany no mahefa ny adidiny ka miteraka ny tsy fahatomombanan'ny fanadiovana eny ifontony araka ny fanazavan-dRADAFIARISON Mamisoa, filohan'ny fokontany Andranomanalina. Aorian'ny fandraisana andraikitr'ireo olona miasa anatin'ny rafitra RF2 eny anivon'ny Fokontany no miditra an-tsehatra ny SAMVA. Hoy indrindra ny fanazavana nomen'ny Tale Jeneralin'ny SAMVA, Kolonely RAKOTOARIVONY Marie William milaza ireo lahasan'ny SAMVA dia mifantoka amin'ny fandraofana fako « Maka ny fako eto an-drenivohitra eny amin'ny boriboritany enina, misy fokontany 192 izahay. Misy toerana manokana andraofana fako fa tsy miandraikitra ny anaty fokontany. Ny olona tsirairay dia mamoaka ny fako eny amin'ny dabam-pako nape-traky ny kaominina sy ny RF2, iny fako iny no aterina eny amin'ny daba-pako iombonana »,





Manjavozaivo ny fampiasana ny 500 Tapitrisa nomena ny SAMVA

- **RAKOTOARISOA** Ange Marie Stella
- **RAJAONARIVONY** Kantosoa Ny Aina
- **RANDRIAMAROTIA** Tsilavo Lionnel

Misokajy Efatra ny vola miditra ao @ SAMVA izay mitsinjara ho toy izao : ny Redevance sur les ordures ménagères « ROM » habam-pakon'ny tokantrano avy amin'ny kaominina Antananarivo renivohitra, ny Redevance Assainissements Eaux Usées « RAEU » na ireo tombontsoa tokony sitrahin'ny vahoaka amin'ny lafiny fanadiovana ny Rano efa nampiasana izay omen'ny JIRAMA ary ny fanampiny arotsaky ny Ministeran'ny Rano, Angovo, ary ny Akoran'afo, (MEEH) sy ny maha orinasam-panjakana afaka mitady vola azy tafiditra ao anatin'ny sampan-draharaham-panjakana mizaka ny zon'ny orinasa mahaleontena na Etablissement Public à Caractère industrielle « EPIC ».

Loharanom-bola efatra no mampihodina ny SAMVA. Tafiditra ao anatin'izany ny teti-bola avy any amin'ny Ministera mpiahy izay sokajiana ho fanampiana azy ireo ihany. Misy karazany roa ny vola arotsaky ny Ministera, ahitana vola natokana ho an'ny fampihodinana sy ny fampiasam-bola. Ho an'ny taona 2018, nisy fiakarany 100% ny vola narotsaka. Mitentina 9 881 910 000 Ariary izany raha 2 345 450 000 Ariary tamin'ny taon-dasa. « Hanilihana ny trosan'ny SAMVA io fitomboana io », hoy ny fanazavan-dRASOLOELISON Lantoniaina, Minisitry mpiahy. Anisan'ny mpisehatra mandray anjara amin'ny fampihodinana ny SAMVA ny Kaominina Antananarivo Renivohitra. Manokana 5% amin'ny hetran-trano izay tafiditra ao anatin'ny ROM eo anivony ny CUA. Io vola io izay miankina amin'ny fandoavan'ny mponina eto Antananarivo ny hetrany. Mpandray anjara fototra ihany koa ny JIRAMA. Amin'ny alalan'ny vola aloan'ny mpanjifa isam-bolana voamarika ao amin'ny faktiora no anesorana ny vola alefa any amin'ny SAMVA.

Voasokajy ao anatin'ny « RAEU » io vola esorina io. Koa ny 15 hatramin'ny 20% ny vidin'ny rano no vola natokana ho an'ny SAMVA. Nohamafisin-dRAZAFINDRANIVO Seheny, Talen'ny varotra eo anivon'ny JIRAMA, fa « Natokana ho an'ny fanadiovana lakan-drano ny vola omenay ny SAMVA, ary anjaran'ity farany no mandrindra ny vola ». Amin'ny maha orinasa voasokajy ho EPIC azy ihany, manana fiaraha-miasa mampidi-bola amin'ireo orinasa tsy miankina izy. Tsy afaka misitraka izany ara-dalàna anefa ny SAMVA noho ny tsy fahampiana ara-pitaovana. Araka ny fanadihadihana natao hatrany, maherin'ny 140 000 no isan'ny mpanjifa ny rano eto Magadasikara tamin'ny taona 2014. Ny 40% amin'ny mpanjifan'ny JIRAMA no mampiasa izany ny taona 2018. Ny 20% amin'ireo no eto an-drenivohitra. Tsy nanome tarehimarika mazava mikasika ny teti-bola arotsaka any amin'ny SAMVA isam-bolana izay mifanaraka amin'ny isan'ireo olona mandoa vidin-drano ireo kosa anefa ny tompon'andraikitra.

Nisetra olana goavana ny SAMVA nanomboka ny taona 2009 noho ny olana ara-pitantanana sy ara-politika nisy teto amin'ny firenena ary nihamafy izany ny taona

Andraikitra ny SAMVA na « Service Autonome de Maintenance de la Ville d'Antananarivo » madio-dio ny fandraofana ny fako mitoby eny amin'ny dabampako lehibe eto an-drenivohitra ka manary izany eny amin'ny fitobian'ny fakon'Antananarivo Renivohitra eny Andralanitra. Mampiasa fiarabe 30 isan'andro ny orinasa ary olona 150 no misahana izany. Nitombo 1000 isa ny mpiasa mpaka fako ny taona 2018 raha 500 isa ny taona 2014. Anisan'ireo orinasam-panjakana mahaleontena ara-pitantanana, mijoro ara-dalàna hatramin'ny taona 1995 araka ny lalàna 95-035 ny SAMVA. Miadidy ny fandraofana ny fako manerana ny boriborintany enina eto Antananarivo Renivohitra ity sampan-draharaha ity; raha ny kaominina Antananarivo Renivohitra no nisahana izany teo aloha. Noraisin'ny Ministeran'ny Rano, Angovo ary ny Akoran'afo an-tanana ny fahiana arateknika azy ny taona 2009. Fandrindrana ny asa rehetra no ataony fa mpanatanteraka kosa no andraikitra ny SAMVA. Araka ny voalazan'ny tompon'andraikitra eo anivon'ny ministera, RAVALOERA Antsatiana, anefa dia tsy mandrindra ny asan'ny SAMVA izy ireo fa mandamina kosa ireo mpiantsehatra amin'ny fanadiovana mivantana na ankolaka. Na izany aza misy ireo fanarahamaso ny andraikitra ny SAMVA amin'ny alalan'ny sampan-draharahan'ny fanadiovana eo anivon'ny MEEH (...).

2015. Ny volana may 2018 lasa teo, nanambara ny ministera mpiahy ny SAMVA fa manodidina ny 9 lavitrisa Ariary ny trosa baben'ny sehatra miandraikitra ny fandraofana fako. Ampihodinana ny asa mandritra ny roa taona io vola io. Ny fanakaramana ny fiara fotsiny no handaniana vola 500 ka hatramin'ny 600 tapitrisa ariary isam-bolana.

Tsy maharaka ny vola natokana hanakaramana ireo mpiara-miasa ny vola voaray ao amin'ny kitapom-bola. Natokana handraofana fako ny 90% ny vola miditra amin'ny SAMVA. Miteraka tsy fahatomombanan'ny asa anefa izany tsy fahampiana izany. Raha ny fandaminana misy anefa dia tomba-maso ihany no hijerena ireo fiara-



be miditra eny Andralanitra hanamarinana fa tena miasa izy ireo. Isam-bolana no tokony ho fahatongavan'ny vola mampihodina ny SAMVA any amin'ny kitapom-bolany. Isan'ireo mpanampy ara-bola ny orinasa ary mandrotsaka izany fanampiana ara-bola hahafahany manatanteraka ny asa izany ny MEEH, JIRAMA ary CUA.

« Miteraka olana amin'ny asa ny fahataran'ny vola. Ny 90% n'ny vola no atokana amin'ny fandraofana fako ary tafiditra anatin'izany ny karaman'ireo mpisehatra sy tompona fiarabe mpaka fako, ny 10% kosa ho fampandehan-draharaha. Tsy ampy ny vola hiasana araka izany. Isaky ny telo volana na efa-bolana vao azo ireo vola talohan'ny volana oktobra 2017, taorian'izay vao azo arapotoana ny vola », hoy ny fanazavan'ny Tale Jeneralin'ny SAMVA. Etsy andaniny, « Olana mahatonga ny fahataran'ny vola arotsaky ny JIRAMA ny tsy fandoavan'ny mpanjifa rano ny faktiora ara-potoana. Maro noho izany ireo trosa tsy voalao », araka ny fanazavan'ny Talen'ny varotra eo anivon'ny JIRAMA.

« Tafiditra ao anatin'ny tetibolam-panjakana ny fanampiana omen'ny MEEH. Miankina amin'ny fisokafan'ny tetibola no mahatara na tsia ny fahatongavan'ny RPI any amin'ny SAMVA », hoy RATSIMBAZAFY Patricia, tompon'andraikitra ny Fitantanam-bola eo anivon'ny MEEH. Vola madiodion'ny ministera ny «RPI, izy no misora-bola amin'ny Ministera fa fanampiana azy no tonga any amin'ny SAMVA. Ilay RPI arotsaka any iny no ampiasainy sy lazainy hoe fanampiana «subvention» avy amin'ny Governemanta Malagasy. Tsy naharaka ny vola niditra ho an'ny fandanian'ny Fanjakana Malagasy tamin'ny taona 2014-2015-2016. Vokatr'izay tsy naharaka ny vola atao RPI ka nahatonga ny fikatonan'ny tetibola. Arakaraka ny «taux d'engagement»tahan'ny anton-tsorabola no andefasana ny vola mankany amin'ny SAMVA », hoy ny Minisitry mpiahy teo aloha.

«Amin'ny alalan'ny ROM, 5% n'ny hetran-trano kosa



no hanomezan'ny CUA ny vola ho an'ny SAMVA. Miovaova anefa io arakaraka ny fahavitrihan'ny olona manefa ny adidiny. 3 hatramin'ny 4 lavitrisa Ariary isambolana no arotsaky ny Kaomina Renivohitra Antananarivo » araka ny nambaran-dRAMBOASALAMA Julien, Lefitra Voalohan'ny Kaomina Antananarivo Renivohitra hampihodinana ny SAMVA.

Manakarama orinasa lehibe miandraikitra ny fandraofana sy fitaterana ny fako mandritra ny 10 volana ny SAMVA. Manao tolo-bidy ho an'ireo mpisehatra liana sy mahavaly ny fepetra napetraka ity orinasa ity. Teboka 16 no voafaritra ao anatin'ny fifanarahana eo amin'ny roa tonta. Araka ny nambaran'ny tomponandraikitra teknika dia tsy maintsy fiarabe tsy latsaka ny 12-15 metatra toratelo no ampiasaina ary mahazaka ny toe-tany eny Andralanitra rehefa avy orana. Mitatitra miala avy amin'ny daba-pako napetraky ny kaominina Antananarivo Renivohitra mankany amin'ny faritra voatokana ny raharaha sahanin'ireo voafidy amin'izany. Ny orinasa no mamaha ny olana re-





hetra raha misy fahasimbana ny fiarabe sy olana arateknika samihafa. Mampihena ny asa voasahana ao anatin'ny iray andro ny tranga toy izany. Fihodinana in-efatra no tokony ho tratrarina farafahafakeliny ao anatin'ny andro iray. Mandray ny andraikitra napetraka aminy ny mpitsirika arateknika rehefa tsy voahaja ny fitsipika nifanarahana.



Tatitra an-tsoratra no atao ary mety hiafara amin'ny fanasaziana ny tsy fanajan'ireo tompon'ny fiara lehibe ny asa sahaniny. 150 isan'andro ny mpiasan'ny SAMVA miara-misalahy sy miantoka ny fakana fako eto Antananarivo Renivohitra. Tsy diso anjara amin'izany ny tompon'ireo fiara lehibe (SMCT, ECA, NSTT) miasa mitatitra ny fako amin'ny dabam-pako lehibe mipetraka amin'ny (grand axe) sy ny tsena lehibe eto An-drenivohitra toy ny eny Anosibe, Andravohangy. Miasa andro aman'alina ny mpandraoka fako indrindra amin'ny vanim-potoanan' ny fahavaratra fa izay mampitombo avo roa heny ny fako eny rehetra eny.

« Mpiasa valo no mandrafitra ny ekipan'ny fiarabe iray mpaka fako isan'andro, ahitana ny mpamily karamain'ireo tompon'ny fiara be, Chef de bord iray karamain'ny SAMVA miaraka amin'ireo manœuvre, mikarama isam-bolana izy ireo. Miverina in-4 isan'andro, ary miasa andro aman'alina, misy ny antsoina hoe « rotation » isaky ny ekipa mizara ho A, B, D. Ora iray sy sasany no handraofan'ireo manœuvre ny fako 6 m3amin'ny fiarabe mahazaka hatramin'ny 25 m3. Vatsian'ny SAMVA fitaovana toy ny baoty, sarombava, aron'akanjo sy aron-tànana eo ampanantanterahana ny asany ho fiarovana azy ireo, ankoatry ny sobika sy lapelina». Araka ny fanazavandRANDRIANANTENAINA Alain, Chef de bord, mpisehatra efa 16 taona izay.

Nifarana ny volana Aprily 2018 teo ny fifanaraharanao amin'ny SAMVA sy ny tompon'ny fiara lehibe. Koa fiara kely 30 hatramin'ny 50 isa no miantoka ny fandraofana fako amin'ny sarany 15 000 Ariary hatramin'ny 25 000 Ariary amin'ny taonina iray eo am-piandrasana ny fifanarahana vaovao.

Loza mitatao ho an'ny renivohitr'i Madagasikara

Manoloana ny toe-draharaha, manana ny heviny ireo tanora eto an-drenivohitra sy ireo mpisehatra lehibe entina hanatsarana ny lafiny fanadiovana. « Manaratsy endrika ny tanàna ny fako no sady mitondra aretina », hoy i Aina. Manamafy izay ihany koa ireo mponina mipetraka akaikin'ireny dabam-pako, tsy nety nitonona anarana ary tsy nanaiky nalaina sary « *satria lasa niteraka areti-maso sy fahasemporana ary tsy fahazakana na»allergie» ny fiangonan'ny fako ela* ». « *Misy fiantraikany amin'ny fahasalaman'ny olona ny fivangongoan'ny fako. Ao anatin'ny 72 ora no mivadika fako, miteraka ilay ranom-pako ary mamoaka fofona tsy zaka ka mahatonga ireo aretina ireo. Ny ankizy latsaky ny dimy taona sy ireo efa nahazo taona no tena betsaka tratry ny fahasemporana ary 103 tapitrisa Dolara isan-taona ny vola very noho ny loto* » hoy TATA Venance, Lehiben'ny Sampandraharahan'ny fahasalamana sy tontolo iainana eo anivon'ny Ministeran'ny Fahasalaman-bahoaka.

« *Voatohintohina ny fidiram-bolan'ireo mpi-sehatra amin'ny fizahantany eto an-drenivohitra noho ny fiparitahan'ny fako* ». Ny fanazavana nomen-dRAZAFINAVALONA Harimisa, Tale mpanantanteraka eo anivon'ny Office Régionale de Tourisme Analamanga «ORTANA», no nahafantarana fa maro ireo toerana manan-tantara mahaliana ny vahiny tsy voatsidika intsony eto Antananarivo. Feno loto sy fako ny eny amin'ny fasan-dRainiharo ka sarotra ho an'ireo mpisehatra ny hitondra vahi-

ny eny an-toerana. Voatery manova lalana izy ireo mba tsy handalovana ireo toerana sokajiana ho maloto izay mampihena ny vola miditra ho azy ireo. « *Fahafinaretana no tadiavin'ny vahiny eto an-drenivohitra, vola be no atonton'izy ireo eto amintsika kanefa dia loto no hitan'ny masony* » araka fanazavany hatrany. Nambaran' ity Tale mpanantanteraka ity fa « *manome endrika ratsy an'i Madagasikara any ivelany ny fisian'ireo fako miparitaka. Antony iray mampihemotra ireo vahiny tsy hivantana eto an-drenivohitra io tranga io* ». Ohatra mivaingana ny tamin'ny fihanaky ny valan'aretina pesta ny taona 2017 lasa teo izay nampihena 20% ny mpitsidika an' Analamanga.

Hevi-dRAOELISON Lantoniaina, Minisitry ny Rano, Angovo sy Akoran'afo ny hoe lany amin'ny fitsaboana ny mponina sy fividianana fanafody ny vola. « *Tsy maharaka ny filàna amin'ny fotodrafitrasa mifanaraka amin'ny fanadiovana. Ny zava-misy eto Madagasikara dia maneho ny fahantrana sy tsy fahampiana ara-bola sy ara-potodrafitrasa mifanaraka amin'ny fahadiovana, 30%. Ny Ministra mpiahy ny fanadiovana ny tanàna dia nanamafy fa lany amin'ny fi-tsaboana ny vola ka izay sisa ambiny no natokana hiadina amin'ireo loto isan-karazany* ». manaporofy izany fa mbola tsy omena lanja eto amin'ny firenena ny sehatry ny fanadiovana sy fidiovana izany. Mbola miaina ao anatin'ny fako sy ny loto ny mponina. Raha tsy hilaza ny fahasaratana nisy tamin'ny fiatrehana ilay

areti-mandoza Pesta izay namoizana ain'olona anjatony ny volana Septambra ka hatramin'ny volana Novambra 2017 lasa teo. Etsy andaniny, na te hisitraka ny fahadiovana aza ny vahoaka, dia sakana goavana ny faharatsiam-pitantanana sy fiadiana ho lohany amin'ny fandraharahana ny SAMVA. Etsy ankilan'izay anefa manana andraikitra mifanaraka amin'ny toe-javatra miseho ny mponin'Antananarivo.

Manana tetikasa nandanim-bola ho amin'izany ny Ministeran'ny Rano, Angovo ary ny

Akoran'afo. Natao izany mba hanampiana ny vahoaka hisitraka fahadiovana amin'ny alalan'ny fahafahany manokana. Misy ny lamina efa napetraka eny anivon'ny fokontany amin'ny ora fotoana tokony hanariana ny fako amin'ny 05 ora hariva hatramin'ny 06 ora maraina. Tsy voahaja anefa izany hatreto ary tsy hita taratra ny fampiharana ny lalàna eny anivon'ny fiarahamonina. Amin'izao fotoana izao, misy ireo manararaotra ny fisian'ny loto sy fahantrana ho fitaovana hitadiavam-bola sy fanampiana.



Mampiasa ny haino aman-jery amin'ny fanetsehana ny mponina ny Ministeran'ny Rano?

Manana paik'ady efa tra lehibe iatrehana ny asa fanadiovana ny tanàna ny ministera. Fampahafantarana ny tontolon'ny rano, ny fanadiovana sy ny fidiovana amin'ny haino aman-jery. Fanokanana teti-bola handrafetana kisarisary haranty isaky ny vanimpotoana lehibe manerantany andraisan'i Madagasikara anjara. Miompana amin'ny fampihodinana ny fako isan-tokantrano ny votoatin-kevitra aroso. Zava-dehibe ny fanentanana ny fiarahamonina hahay hitandro ny fahadiovana ka hiroso amin'ny fanadiovana izay rehe tra manodidina ny fonenana. Tsy azo hadinoina ny fikarakarana hetsika ara-kolontsaina sy fifani-

nanana miompana aminà lohahevitra mifandraika amin'ny fanadiovana. Marika iray ny firosahana an-tsehatra iarahana amin'ny filoham-pokotany ireo olona eny anivon'ny tsena. Ampandraisina andraikitra ihany koa ireo mpiasa eny anivon'ny ministera isan-tsokajiny. Laharam-pahamehana ny fitandroana ny fahadiovana isaky ny efitrano fiasana. Manentana ny mpianatra eny an-tsekoly ihany koa ny Ministera mpiahy. Mahazo tombontsoa amin'izany ireo mandranto ny fianarana amin'ny sekoly ambaratonga fototra miankina amin'ny fanjakana eto ny ministera.





RN 5 Toamasina - Foulpointe

• RAKOTONDRAVERO Hanta Malala

• RAZAFIMANANA Erino

Mamotika ny toe-karena ny faharatsian'ny lalana

Tsy hita taratra eny amin'ny vahoaka ny tamberinandraikitra avy amin'ny Fanjakana. Ratsy tanteraka ny lalana mampitohy an'i Toamasina sy Foulpointe. Nambara fa namboarina sy efa vita, kanefa ny mifanohitra amin'izany no mitranga.



Paradisa kely toy izao ny tanànan'ny Foulpointe (Sary), anisan'ny toerana nahasari-ka vahiny betsaka satria toerana mahavaly tsara ny filan'ny mpiala sasatra. Ratsy dia ratsy anefa ny lalana vao miainga eo Ambalamanasy-Toamasina ka hatrany Mahavelona-Foulpointe izay mirefy 50km kanefa vitaina ao anatin'ny adiny roa sy sasany raha mandeha fiara tsy mataho-dàlana ary maharitra ora telo na maherir'izany raha taxi-brousse fiaran'ny tantsaha ary any amin'ny Distrika amin'ny Maroantsetra no mifarana.

Isan-taona dia manao ny fikojakojana ny lalana ny fanjakana, isan'ny mahazo izany iny lalana RN-5 iny. Hita maso anefa ary tsy takona afenina ny haratsian-dalana noho ireo lavaka marobe ka mampijaly ny mpampiasa lalana. Ny vanimpotoanan'ny orana rahateo saika mandavan-taona any amin'iny faritra atsinanan'ny Nosy iny ka ireo ankizy sy tanora zanaky ny mponina manamorona ny lalana no miezaka manao fanotofana ireo lavaka izay ateraky ny fikaohan'ny riaka, ka mitaky vola kely amin'ny mpamily fiara izay mandalo eo. Mahalasaaina ihany ny mandinika ny zava-misy setrain'ny mponina mivezivezy izay manana foto-pivelomana mifototra amin'ny fampiasana ny RN-5 sy ireo mpiala sasatra satria raha ampy fikojakojana mandavan-taona ny lalana dia tokony hisosa tsara ny fitaterana ary tokony hifandraika amin'izay ihany koa ny fandrosoan'ny fianan'ny mponina, na amin'ny alalan'ny famokarana izany na amin'ny alalan'ny varotra, ary indrindra moa fa eo amin'ny sehatry ny fizahantany.

Efa antitra no azo ilazana iny lalana iny satria mbola tany amin'ny « *trafic 911* » sy « *1513* », izany hoe tsy mbola nisy ireny « *poids lourds* » fiara vaventy maro samihafa ireny no nanombohana fanamboarana azy, amin'izao fotoana izao hoy ity tomponandraikitra niresaka taminay ity, dia efa nitombo ho avo folo heny ny fotomboan'ny trafic ka mahatonga ny fotodrafitrasa ny lalana mizaka ny tsy eran'ny ainy, eo ihany koa ny tsy fanajan'ireo mpitatitra ny fenitry ny lanja tokony ho ampiasaina na dia

efa nametraka mazava izany ao anatin'ny fandaminana aza ny ao amin'ny Asa Vaventy. Kanefa mihoatra ny lanja voafetra matetika ny fiara mi-taona entana mandalo eo, ny mpitandro filamina rahateo « *manao ny ataony* » amin'ny tsy fanarahan-dalàna izany.

Tsy eo noho eo anefa ny fiantraikan'io lanja voafetra mihoatra ny tokony ho izy io fa miangona tsikelikely ka miteraka ny fahasimban'ny lalana hatrany. Kely dia kely ny vola voatokana ho amin'ny fikojakojana ny lalana hoy hatrany ity tomponandraikitra ity. Isan'ny mahamora simba azy ihany koa izany satria tsy misy afa tsy ny F.E.R (Fond d'Entretien Routier) ihany no vola mba afaka hanaovana ny fanatsarana ary tsy mahatody any amin'ny fikarakarana akory ny vola dia efa lany ka lasa miverimberina ny asa fanamboarana.

Tamin'ity taona ity vao niampy kely tamin'ny « *ressources propres internes* » na fanampiana madiodio avy tamin'ny fanjakana io fikojakojana io ka mba nitombo kely ny isan'ny kilometra natao fanatsarana, misy aza dia 5km fotsiny ihany no vita ao anatin'ny taona iray.

Manampy trotraka ihany koa ny antanan-tohatra lavabe amin'ny fanaovana tolo-baro-panjakana, ka lasa tsy mifanaraka amin'ilay fanaovana tolo-barotra ny zavatra tena misy, satria mandrapahavitan'io ambaratonga lavabe io dia efa mihamitombo ny fahapotohana misy. Teo aloha, dia niparitaka maro ireo rantsan'ny Foiben'ny asa vaventy ka raha vao misy fahasimban-dalana hita dia efa misy ny asa fanarenana mivantana fa tsy tahaka ny amin'izao fotoana izao, tsy maintsy orinasa tsy miankina no manao azy.

Niaraka ny ministera roa teo aloha ny « *Asa vaventy sy ny Fitaterana* », ankehitriny dia nisaraka izy ireo ka lasa tsy mifampihaino, ny fitaterana anefa dia anisan'ny antony miteraka ny fahasimban'ny lalana ; izay azo ifampiresahana sy ilàna fiaraha-miasa amin'ireo ministera hafa, ohatra amin'izany ny fanafarana fiara tsy mety eto amintsika, ny fanaraha-maso ataon'ny polisy miandraikitra ny vesatr'entana, sns...

Tsy mifanaraka intsony amin'ny lalana misy eto amintsika ny hamaroan'ny fiara sy fiarabe

**Andriamatoa OLIVIER Chauffeur
no miresaka aminay (S)**

Journaliste: Ahoana ny hevitrao mahakasika ity lalana ity?

S: *Potika tanteraka ny lalana ary mijaly izahay mpampiasa ity lalana ity, zara ho isan-kerinandro ny fanamboarana ny fiara, manampy trotaka ny halafon'ny kojakoja fanamboarana ny fiara, tsy maintsy mandeha anefa satria io no fitadiavana».*

J: Araka ny hevitrao, inona no antony tena manimba io lalana io?

S: *« Ny tsy fisian'ny fikojakojana no tena hitako ho olana, raha vao misy lavaka dia tokony efa amboarina fa tsy avela miandry ela be. Ny orana ihany koa manampy trotaka ka manafaingana ny fahasimban'ny lalana».*

J: Inona ny soso-kevitra sy vahaolana avy aminao?

S: *«Manaitra ny sain'ny mpitondra fa toy ny tany tsy misy fanjakana eto Madagasikara, tsy mahita ny haratsian-dalana toy izao, io no mba kapoakanay».*

Heno matetika ny hoe « *mahantra sy tsy manambola isika* », kanefa tsy mitsaha- mitombo ny isan'ny fiara tonga eto amintsika, ka mampametra-panontaniana hoe an'iza ary ireny kamio marobe mameno ny lalana ireny ?

Ny mpitatitra madinika no mizaka ny voka-dratsiny voalohany araka ny nambaran'ity mpamily iray ao amin'ny koperativa TRANS EXPRESS izay nanaovanay fanadihadiana ity;

Tsy maintsy andalovana i Ambodiatafana raha hihazo an'i Foulpointe izay misy ireo mponina mive-lona amin'ny fivarotana trondro endasina sy ny mofo coco voanio isan-karazany izay isan'ny mahita fahasahiranana ihany koa: « *Misy fotoana de mantsina akeo raha ambidinay satria zara raha misy olo mandalo mividy raha aminay, taxi- brousse mandeha miavaratra ireo tsy midoko aminay aketo* », hoy ny mpivarotra iray. Ao koa ireo mpanao asa tanana maro isan-karazany izay mampiavaka ny faritra hitantsika eo Antetazambaro. Velon-taraina izy ireo fa nihena ny mpanjifa ny asa tanana, satria vahiny vitsy dia vitsy tato ato no tonga mitsidika ny tsena. Mihena noho izany ny vola miditra ary tratran'ny fahasahiranana ireto vahoaka ireto, eny na dia mivondrona anaty fikambanana aza.

Mihena araka izany ny vola miditra isan-tokatra-no, mitohy any amin'ny fihenana'ny fahefa-mividy ny mponina. Marihana ihany koa fa eo Ambodiatafana dia efa ahitana ireny tranom-bahiny lehibe ireny.

Renivohitry ny distrikan'ny Toamasina II, « site balnéaire », « village touristique » Foulpointe.

**TAMIN'NY TAONA 1991 NO NISY HOTELY
LEHIBE 02 VOALOHANY TAO FOULPOINTE**

Ramatoa ALLY MARIAM no tompon'ny Hôtel Le Lagon ao Foulpointe ary WENCESLAS HERVE EDMOND no gérant (mpitantana) vaovao. Niasa telo volana mahery izy amin'izao andro hanaovana ny fanadihadiana izao ary nilaza fa dia nihena be ny fahatongavan'ny vahiny miala sasatra, ny efa-taona farany no tena nampahirana ny hotely tao anatin'izay roapolo taona mahery nisiany izay.

Mitaraina ireo mpanjifa amin'ny haratsian-dalana, satria lasa manao fandaniana tsy voafaritra mialoha, bet-saka noho ny vola entina hanao vacances ny vola lany amin'ny fanamboarana fiara aorian'ny fialan-tsasatra. Nomarihin'ny mpitantana ihany koa fa ambany ny fahefa-

Manana trano fandraisam-bahiny goavana maro kintana miisa 16 i Foulpointe, ary misy ihany koa ny kianja ho an'ny taranja « *golf* », isan'ny manara-penitra indrindra eto Madagasikara, ka mahasarika ireo vahiny ihany koa.



mividy eo amin'ny vahiny avy eto an-toerana izay mampihena ny mpizaha tany malagasy.





Nilaza koa Atoa THIERRY, zanaky ny tompon'ny hotely (trano fandraisam-bahiny), fa ny tsy fandriam-pahalemana sy ny soloky misy amin'ny endriny maro samy hafa dia tena isan'ny mampidina be ihany koa ny fahatongavan'ny vahiny mitsidika an'i Foulpointe hatramin'ny 60% isan-jato amin'ny tsy fotoanan'ny fialan-tsasatry ny mpianatra eto Madagasikara.

Mitovy taona nitsanganana tamin'io hotely io ihany koa ny Hôtel Manda Beach, Rtoa HASINA RABILLER zay tomponandraikiry ny fampiantranoana tao no nilaza taminay fa rehefa fotoam-pialan-tsasatra no tena feno tanteraka ny hotely izay manana efitrano sy bungalow efitrano mitokana miisa 42 eo ho eo.

Maro ny mpanjifa no manafoana ny famandrihan-toerana ary mateti-pitranga izany, satria misy ny tavela andalana, ny tsy fandriam-pahalemana manginy fotsiny. Ny manam-pahefana izay mivahiny amin'io hotely io dia minia tsy mahita izany haratsian-dalana izany.

Fa amin'ny ankapobeny, raha aravona, dia misy fiantraikany ratsy na ho an'ny mpizaha tany na ho



an'ireo tompona hotely izao faharatsian-dàlana amin'ity RN5 ity izao.

Efa mivoatra be ihany moa ny tanàna dia mitombo isa ihany koa ireo mpandraharaha amin'ny lafiny fizahantany ity any an-toerana.

Misy eo amin'ny 450 eo ho eo ireo olona miasa eny amin'ny torapasikaantsoina hoe: PLAGISTE, izay mivondrona ao anatin'ny fikambanana FI.PLA.MI, ireo olona ireo no mandray avy hatrany ireo vahiny mivantana eny amin'ny Plage, manao ny karazana asa maro samihafa; ao ny sakafo, ny otra maro isan-karazany, ny mpitondra lakana mitsidika ny eny afovoan-dranomasina, ny mandrandrana sns.....

Efa nihabetsaka izy ireo no manao ity asa ity ka lasa zary raha misy ny entina mody amin'izao fotoana izao. Tsy misy orinasa any an-toerana ka io ihany no mba asa enti-mamelona ny vady aman-janaka, ary tena miteraka fahasahiranana goavana ho azy ireo izan toe-javatra izany.

Noezahan'ny Ben'ny Tanàna TODAY ANDRIAMAHARO L.Jaona ny nampiakatra ny lanjan'ny fizahan-tany indrindra ny « *tourisme locale* » satria akaiky kokoa raha miohatra amin'ny renivohitr'i Madagasikara i Foulpointe. Havokavoka ara-toekaren'ny Foulpointe ny fizahantany, tsy misy voly fanondrana any an-toerana ka io ihany no fiveloman'ny olona. Nitotongana tanteraka ny tontolon'ny fandraharahana ara-pizahantany tamin'ny 2017, ary nisy fiantraikany be teo amin'ny kitapom-bolan'ny Kaominina izany.

Nanao fampahafantarana tamin'ireo ambaratongam-pahefana tato anatin'ny faritra ny ben'ny Tanàna satria nisy ny fanangonan-tsonia na «Pétition» nataon'ireo mpandraharaha ara-toekarena, ary nalefa tamin'ny haino aman-jery izany rehetra izany. «Raha tsara ny lalana, lalan-drà melona, dia mahazo tombony ny kaominina sy ny vahoaka ao aminy». Kaominina tena tokony hanana ny tanjany tanteraka amin'izany fizahantany izany Foulpointe saingy iaraha-mahita io fa ny teo ihany no teo, mijaly sy sahirana ny vahoaka izay mifototra amin'izany fizahantany izany ny fivelomana.



Diso ny zavatra taterin'ny olom-boafidy amin'ny vahoaka, tsy misy ny Tamberinandraikitra amin'ny vahoaka

« *Le sénat contrôle l'action gouvernementale et évalue les politiques publiques* »

Anjara asan'ny olom-boafidy ny manara-maso ny mpanatanteraka, ny zava-misy marina no tokony hatao tati-tratra amin'ny vahoaka ; loholon'i Madagasikara iray izay manohana ny fitondrana ankehitriny no nilaza tao amin-na fahitalavitra tsy miankina iray nandritra ny fandaharana manokana miompana amina adihevitra (don-dresaka TVPLUS) fa efa vita tsara hoy izy ny lalana mampitohy an'i Toamasina sy Foulpointe.

Mifanohitra amin'ny zava-misy marina izany voalaza izany. Nanambara ary ny solombavam-bavambahoaka ROILAHY Jonnah voafidy tao amin'ny Distrika Toamasina II fa tsy mazava ny fanomezana tolo-barotry ny fikojakojana ary hita taratra ihany koa ny kolikoly ao anatin'izany sy ny kinamanamana, ary hatramin'ny nahalany azy ho depiote solombavambahoaka dia tsy nisy ary tsy mbola nisy ny fanasana voarainy na henony mahakasika ny fitokanana na fandraisana ny fotodrafitrasa nokojakojana dia ny lalana izany. Tsy fantatra mazava ny fizotry ny tolo-

barotra ary tsy voafaritra mazava ihany koa ny asa hatao na dia fantatra mazava izao aza fa misy ny fikojakojana amin'ny lalam-pirenena faha-5 iny.

Politika moa no atao ka misy ireo olom-boafidy zay mahazo tombonyamin'ny fitondrana mahasahy milaza lainga amin'ny vahoaka mahakasika izy io. Efa nisy vola natokana ho an'iny lalana RN-5 tamin'ny andron'ny tetezamita (Accord de fond Koweitien), ary ny fiara zay nampiasainy GROUPE MAYLAND izay nitrandraka fasimainty tamin'iny faritra iny no tena nahapotika tanteraka ny lalana hoy ny solombavambahoaka voafidy tao Toamasina I-FAMINDRA Justin. Nitondra faisana tanteraka ny lalana nandritra izany satria dia isan'andro ny fiarabe no mivezivezy mitatitra ireo fasimainty ireo mankany amin'ny port seranan-tsambo Toamasina. Tsy nitsahatra nampahatsiahy ny governemanta nifandimby anefa ny tenany nandritra ireo fivoriana nihaonan'izy ireo.

Ary nambaran-dRAKOTONIRINA Vivian José (Chef de Service des Ponts et Chaussées) ao amin'ny DRTP Toamasina, « *ny soso-kevitra amiko dia ny fanambaoarana ny lalam-pirenena iray manontolo fa tsy ny fikojakojana ampahany, saingy ireny moa no zakan' ny vola eo am-pelatanana.* »

Tsy mety tafiditra ao anatin'ny politikam-panjakana mihitsy io fanamboaran-dalana RN 5 iray manontolo io. Fampiasana ny lalam-by MADARAIL, entina mampihena ny fivezivezen'ireo fiarabe, fandraisana anjara sy fanajana feno ny asan'ny polisin-dalana eo amin'ny fifamoivoizana ary ny fisian'ny serasera bebe kokoa eo amin'ireo sehatra rehetra mampiasa ny lalana no tokony hotanterahina hitondra any amin'ny fampandrosoana.



Trandraka



Investigative media

Société Civile

Madagascar : Une lente Agonie

Le présent article constitue un commentaire du livre sur Madagascar intitulé « *L'énigme et le paradoxe: économie politique de Madagascar* » dont une présentation fut effectuée à l'Hotel Panorama le 10 Novembre 2017. L'analyse couvre trois décennies interprétant les données de plusieurs enquêtes statistiques selon deux principales grilles d'analyse: l'économie politique et l'économie institutionnelle.

Sur la thématique de l'économie des institutions : le titre s'inspire de celui d'une des sections du livre « *Why Nations fail* » de Daren Acemoglu et de James Robinson qui raconte la descente aux enfers du Congo maintenant appelé République Démocratique autrefois royaume puissant : « *the Long Agony of the Congo* ». James Robinson était en visite à Madagascar en 2015.

D'abord, l'énigme : Madagascar est le seul pays au monde n'ayant connu aucune guerre après l'indépendance et qui soit resté pendant ses 57 ans d'indépendance en proie à un inexorable déclin : la comparaison avec la moyenne africaine du PIB par tête de l'Afrique subsaharienne est édifiante. Les peuples d'Asie auxquels les Malgaches se plaisent à se comparer nostalgiquement - ascendance oblige - se situent désormais dans une autre dimension.

Ensuite, le paradoxe: à chaque fois qu'un semblant de croissance est amorcé (1984-1991, 1996-2001, 2002-2008), une crise politique renvoie le pays dans les affres de la récession.

Selon les auteurs, le cas malgache ne colle pas avec les schémas traditionnels:

la corruption, bien que désormais endémique, se révélait bien moins élevée, au début de l'étude il y a quelques années que dans bien des pays africains ; la violence ressentie comme croissante depuis la crise politique de 2009 reste en dessous de la moyenne mondiale ; les tensions religieuses et les clivages ethniques sont bien plus prononcés sur le continent africain ;

Les auteurs reconstituent le puzzle autour de trois éléments centraux pour fournir une explication à cette trajectoire surprenante et tragique:

La structure sociale est pyramidale, segmentée sans mobilité sociale et pérennisée par une reproduction sociale systématisée. Cette structure est présente dans le subconscient et la représentation collective: le Président est perçu comme LE « *Ray aman-dreny* » (intraduisible mais littéralement signifiant Père et Mère) auquel aucun devoir de redevabilité n'est exigé. Elle est également vécue au quotidien dans les milieux professionnels et sociaux: avoir une ascendance aristocratique est toujours considéré comme un avantage.

Le haut de la pyramide est constitué de 0,1 % de la population qui constitue l'élite, le mot doit être compris au sens de la sociologie. Les auteurs relèvent par exemple un pourcentage de membres de clubs de service plus faible que dans les pays africains. La classe moyenne urbaine et les paysans totalement marginalisés se retrouvent au bas de la pyramide. Les auteurs rapportent également que cette élite se complaît dans le confort d'une croissance relativement faible en comparaison d'autres pays africains car elle en accapare une part conséquente. Voir le voisin rester dans une pauvreté crasse rend cette richesse toute relative plus jouissive.

Elle se contente de rentes au sens économique et exerce une forme de violence latente, pernicieuse et sourde sur le reste de la population.

La seconde explication de la descente aux enfers de l'économie malgache est l'atomisation de la population. La population est fragmentée, la mobilité géographique faible et la majorité paysanne confinée dans des petits hameaux quasi-inaccessibles. L'avantage de la possession d'une langue commune, absente dans la plupart des pays du continent, aurait dû favoriser l'émergence d'une Nation mais il n'en est rien.

Elle favorise la concentration du pouvoir entre les mains d'un cercle de courtisans gravitant autour du Président.

L'atrophie des corps intermédiaires et plus particulièrement la disparition progressive de la classe moyenne constitue le dernier élément du puzzle. Surtout présente en milieu urbain, la classe moyenne est en effet le terreau sur lequel ont germé en d'autres endroits et en d'autres temps la consommation de masse et la production de masse, premières étapes du développement.

La structure sociale pyramidale

La structure sociale qualifiée de pyramidale, fragmentée, dont les possibilités d'ascension ont été neutralisée est notamment dénoncée comme la plus déterminante de ces causes. Les élites jouent un rôle central dans ce déclin. En effet, ses composantes exercent une violence latente sourde et pernicieuse : Les membres écartent ceux qui n'appartiennent à aucun réseau d'influence, briment toute partie





de la société civile, et du secteur privé qui ne se conforme pas aux comportements standards désormais bien huilés : l'exclusivité de l'accès aux postes de responsabilité par le biais de réseaux, le trafic d'influence, la corruption au sein de la quasi-totalité des Administrations .

A titre d'illustration, l'ensemble du système éducatif est totalement hiérarchisé : tout en haut de l'échelle les enfants de privilégiés qui se sont donnés les moyens d'envoyer leurs enfants dans le système français ou américain jugés meilleurs pour ensuite les envoyer à l'étranger.

Ensuite, les enfants d'une autre partie de l'élite qui fréquentent les écoles privées de préférence catholiques avec la possibilité plus tard d'intégrer les hautes sphères de la politique, des finances et de l'administration en général par le biais de réseaux et de leur ascendance.

L'accès des enfants de militaires, de magistrats, de médecins et de professeurs et de tous les autres Grands Corps de la Fonction Publique aux différentes Administrations où leurs parents ont officié est « *facilité* ». Cette reproduction sociale ressort également de l'enquête sans pour autant que personne ne s'en offusque.

Et enfin en bas de l'échelle végète la grande masse dont les enfants souffrent les affres des bancs publics surpeuplés, des enseignants FRAM à peine formés et des grèves à répétition . Aucun des ministres du Gouvernement, au premier rang desquels ceux directement responsables de l'Education, ne prendrait le risque d'y envoyer ses rejetons.

Le Ministère des Finances ne voit aucun inconvénient à importer les voitures les plus rutilantes et les plus chères pour ses directions, creusant ainsi à la fois le déficit public et le déficit commercial et les dettes correspondantes dont cette Administration est pourtant en charge.

Les 4x4 derniers modèles arpentent les rues se moquant des nids de poule : plutôt que d'allouer les ressources nécessaires à la réfection des routes, les Hauts Fonctionnaires de l'Administration préfèrent parader au volant de ces voitures. Au lieu d'importer le légendaire Alouette II jadis utilisé dans la lutte contre les dahalo, les membres de l'Administration parquent dans ces 4x4, protégés par les militaires et les gendarmes dont les collègues se font tuer faute de moyens hélicoptés. Le pays aurait pu acheter une Alouette pour deux de ces 4x4.

La pression fiscale bien en deçà de la moyenne africaine est mise sur le dos du contribuable réticent, dont les enfants auront à supporter le remboursement de la dette.

L'atomisation de la population

A l'origine, l'atomisation de la population est essentiellement géographique mais est devenue sociale au fil du temps. La population est fragmentée et sans mobilité géographique avec une majorité paysanne confinée dans des petits hameaux quasi-inaccessibles aux fins fonds de la campagne. Cette atomisation est entretenue par les potentats locaux qui relaient l'élite oligarchique politico-économique de la capitale.

L'avantage de la possession d'une langue commune et l'insularité, auraient dû favoriser l'émergence d'une Nation comme cela a été le cas pour le Japon et les nations britanniques. Si le sentiment national existe bien au moins de manière tout à fait abstraite, l'atomisation sociale restreint la légendaire solidarité malgache, qu'il faudra désormais reléguer parmi les vestiges d'un passé totalement révolu, au cercle de la famille et aux intérêts les plus proches.

En effet, l'atomisation favorise la concentration de tous les pouvoirs entre les mains de groupes gravitant autour du Président et le jeu des acteurs luttant pour le pouvoir se déroule exclusivement dans la capitale en dehors des périodes d'élections.

Du pain béni pour les tenants du pouvoir, puisque les soulèvements ont lieu uniquement lorsque des intérêts de minorités sont touchés, et que la population urbaine d'Antananarivo s'insurge. Celle-ci est prompte à relayer les revendications et est manipulable, bien que cosmopolite.

Pour preuve, ni l'incarcération de Roland Ratsiraka, maire de Toamasina, capitale de l'Est en 2007 ou ni l'écrasement dans le sang de l'insurrection dans le Sud en 1971, ni plus près dans le temps en 2017 les représailles subies par la population d'Antsakabary dans le Nord-Ouest, ni l'occupation des terres de Soamahamanina dans la périphérie même d'Antananarivo, ni la peste à Toamasina en Août 2017, n'ont pu ébranler les régimes et n'ont suscité qu'une commisération polie, une totale indifférence voire l'incrédulité totale dans le cas de la peste.



Mais lorsqu'un mois plus tard, la peste arrive à Antananarivo ou lorsqu'en mai 1972, soit un an après le soulèvement du Sud, atteint Antananarivo, ou qu'en 2008 le Maire d'Antananarivo se retrouve en confrontation avec le Gouvernement, des rassemblements de quelques milliers voire centaines de personnes, la mutinerie d'une petite dizaine de soldats ont toujours fait vaciller le régime lorsque les événements se passent à Antananarivo.

En effet, l'accession au pouvoir est essentiellement un jeu de réseau et la structure qui en découle est hiérarchique. Le noeud central du jeu est le Président de la République et le terrain de jeu se trouve à Antananarivo.

Dès lors, les régions sont souvent abandonnées à leur sort, excepté au moment des élections et seuls importent quelques relais politico-économiques souvent des potentats locaux ou des vested interests nationaux et étrangers qui sont mis à contribution pour le financement des élections.

A titre d'illustration, le grenier à riz de l'Île, la région du Lac Alaotra demeure à ce jour desservi par une route en terre qu'aucun des régimes successifs n'a pu ou voulu goudronner. Les paysans producteurs restent à la merci des collecteurs réticents à ce que la bitume ouvre l'accès à d'autres concurrents.

Les différents régimes successifs ont privilégié comme source d'énergie les centrales thermiques à la fois polluantes et coûtant plus chères aux clients mais faisant le bonheur des pétroliers. Le pays se situe à la dernière place pour le taux d'accès à l'électricité, un comble pour un pays dont les potentialités hydrauliques solaires éoliennes sont considérées comme énormes. L'excuse de l'éparpillement de la population ne constitue qu'un prétexte.

L'atrophie des corps intermédiaires

La structure hiérarchique présente des défaillances au niveau des relais intermédiaires : la faiblesse des partis politiques des organisations de la société civile, des autorités locales, de tous ses organes intermédiaires légaux que les citoyens savent inféodés au Président de la République, laisse ce dernier face-à-face à la population.

Les églises chrétiennes, les chefs religieux, chefs traditionnels, les Fokonolona, relais plus informels ont des influences plus limitées bien qu'ayant une confiance plus grande de la population.

Selon les auteurs, le résultat est une pyramide brisée..

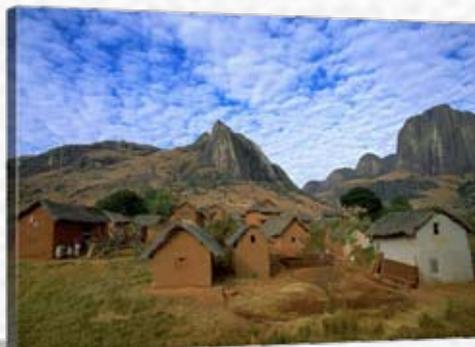
Le postulat de North sur l'existence d'organisations verticales, structurées en particulier avec des réseaux clientélistes et permettant une redistribution informelle des richesses à partir de rentes, ne s'applique pas à Madagascar. Le réseau ou un système reliant les intérêts du sommet à ceux d'une organisation bien établie pour une telle redistribution se réduit à l'entourage immédiat du pouvoir. Les quelques tentatives pour mettre en place un tel système pyramidal pérenne et solide dans l'histoire malgache (surtout à travers les ramifications de partis politiques l'Arema dans les années 1970 et 1980, et Tiko dans les années 2000) ont échoué. La disparition progressive de la classe moyenne, autrefois présente principalement dans les zones urbaines, plus généralement l'atrophie des corps intermédiaires constitue le dernier élément du puzzle.

L'avenir

Le déclin économique de Madagascar ne fait aucun doute et les faits statistiques le confirment. Les auteurs proposent trois scénarii en ce qui concerne l'avenir :

Le premier est le chaos dont M. Roubaud estime que le lent voyage au bout de l'enfer amorcé en est une forme, l'autre étant une révolution à la française ou à la Mengistu dans l'Ethiopie des années 80;

Le second est la restructuration élitaire, que bien qu'elle laisse en plan comme quantité négligeable la masse des paysans, semble la plus probable, ayant la préférence de l'élite et des vested interests étrangers ;



Le dernier scénario est une restructuration démocratique prenant en compte dans le jeu d'acteurs les paysans et l'avènement d'une classe moyenne urbaine. Ce dernier scénario nécessite des réformes hors de portée dans l'immédiat. Cependant, il a été le passage obligé, dont le corollaire est la révolution industrielle, pour tous les pays moyennement peuplés, et la population malgache avoisine désormais les 25 millions d'habitants



L'apprentissage de la redevabilité parlementaire : le cas du projet PPS de Liberty 32

L'article 68 de la Constitution malgache dispose que « *Le Parlement comprend l'Assemblée nationale et le Sénat. Il vote la loi. Il contrôle l'action du Gouvernement. Il évalue les politiques publiques.* » Si le Sénateur représente un peu plus les Collectivités Territoriales Décentralisées et les organisations économiques et sociales, le Député représente quant à lui les habitants de sa circonscription. Sa mission consiste à transformer leurs doléances et leurs attentes en lois, à adopter des projets de lois qui servent leurs intérêts, à parler en leur nom – après les avoir consultés, mais aussi à contrôler l'action gouvernementale en leur nom. Mais peu de personnes, y compris les députés eux-mêmes, semblent être au fait de ces responsabilités. L'illettrisme juridique et constitutionnel explique cette ignorance qui illustre également le manque de culture civique et politique dont souffrent les Malgaches en général.

Au-delà des sursauts sporadiques motivés par les intérêts personnels ou politiques, tel qu'observé dans la démarche des 73 députés dits « *du changement* » aux mois d'avril et de mai 2018, il est impératif d'instaurer la redevabilité comme une obligation à laquelle le parlementaire doit se plier tout au long de son mandat. L'association Liberty 32 (L32)¹ a développé, avec l'appui de l'Ambassade des Etats-Unis à Madagascar, un projet pour ce faire : il s'agit du « *Parliamentary Performance Scorecard* » (PPS)². Cet article poursuit un triple objectif : s'interroger sur le lien qui lie le parlementaire à son électorat, restituer les premiers résultats du projet PPS mené par L32 et enfin formuler des recommandations pour une meilleure application de la redevabilité dans au sein des institutions malgaches. Mais l'objectif suprême, qui dépasse le simple cadre de cet article, est de contribuer à l'instauration de pratiques démocratiques dans ce pays où l'autoritarisme, à tous les niveaux, s'affirme progressivement.

Le mandat électif : un contrat basé sur la confiance



Le citoyen doit avoir confiance en ses représentants, et cette confiance ne peut exister sauf s'il est convaincu qu'ils agissent vraiment en son nom et dans son intérêt. Cette confiance ne doit cependant être ni aveugle, ni systématique. Elle doit se mériter et la redevabilité en est l'une des conditions majeures. Les constats sont pourtant aujourd'hui unanimes à Madagascar : le citoyen a de moins en moins confiance en ses élus, en ses représentants. Trois raisons majeures, graves mais loin d'être insurmontables, expliquent cette érosion de la confiance.

Il y a tout d'abord la lassitude envers les mauvais comportements et pratiques politiques : corruption ou « *mallette* » comme on l'appelle maintenant en référence aux pratiques ayant cours à l'Assemblée nationale, retournements de veste, calculs opportunistes, calomnies, chantages, etc. La plupart

des citoyens est convaincu que rien de bon ne pourra émaner de cette frange-là de la société. Il y a ensuite le gouffre trop profond qui sépare la situation économique des politiciens et des élus de celle des administrés. Quand les premiers se vautrent dans le luxe, les seconds survivent à peine dans des conditions de plus en plus précaires. Le gap entre les plus riches et les plus pauvres ne cesse de se creuser davantage et les élus, loin d'y trouver remède, semblent plutôt vouloir prolonger cet état de fait qui les arrange. Car la pauvreté nourrit tout un business : business des « *dons* », utilisation des pauvres comme faire-valoir politiques (si la pauvreté n'existait pas, qu'est-ce que les politiciens pourraient-ils promettre ?), importation massive à taux préférentiels de marchandises générales (les faux dons), etc.

Par ailleurs, il y a le manque de confiance induit par les multiples promesses non-tenues des politiciens qui, lors de leurs campagnes respectives, promettent monts et merveilles à leurs potentiels électeurs

¹ Liberty 32 est une organisation de bénévoles de la société civile malgache. L'association pratique la recherche-engagement, axée sur la participation civique et politique des citoyens, promeut la gouvernance effective et l'Etat de droit, l'empowerment des femmes et des jeunes et la culture du volontariat. L'association s'engage ainsi dans la promotion de l'engagement des citoyens dans la demande de redevabilité auprès de leurs dirigeants et des élus. L'association s'engage ainsi dans la promotion de l'engagement des citoyens dans la demande de redevabilité auprès de leurs dirigeants et des élus.

² L'intitulé complet du projet est Parliamentary Performance Scorecard (PPS): Assessing Malagasy Legislators' Performance through Civil Society, traduit librement par « Indicateur de performance des parlementaires : évaluation des performances des parlementaires malgaches par la société civile »

mais qui, une fois, en place, ne tiennent pas parole. Le mandat électif n'a plus aucune valeur puisqu'il a perdu cet aspect contractuel qui lie l' élu à son électorat. On peut même se demander si un tel mandat a jamais eu cet aspect contractuel à Madagascar. Enfin, il faut signaler la lassitude causée par l'impunité dont bénéficient les parlementaires et les politiciens – au pouvoir ou non, en général. Qui ne se souvient pas du cas d'un célèbre député qui avait violé des jeunes filles sans avoir été une seule fois condamné ? Le citoyen a l'impression de vivre sous la coupe d'une justice à deux vitesses, et que la loi s'applique seulement aux démunis.

L32 se propose de mettre en place un outil qui pourrait contribuer à rebâtir cette confiance, sur la base de dialogues et de mesures de performances des parlementaires. Pour montrer aux citoyens que ces élus sont à leur service et qu'il est possible de les faire descendre de leur piédestal.

Le projet PPS de Liberty 32 : Pour une redevabilité parlementaire effective

La redevabilité peut se définir comme « *le moyen par lequel des individus ou des organisations rendent compte de leurs actes à une (ou des) autorité(s) reconnues et sont tenues pour responsables de ceux-ci.* » (Edwards et Hulme, 1996, cité par Mulgan en 2000). Le processus implique (i) l'intervention d'une tierce partie, (ii) un échange et une interaction sociale, et (iii) une relation d'autorité. Décrite en termes plus simples dans le contexte de la gouvernance, la redevabilité est l'obligation pour un élu de rendre compte à ses électeurs, et aux contribuables en général qui paient son salaire. Traduit littéralement par *tamberinadraikitra*, le concept est encore assez méconnu dans la société malgache qui est paramétrée pour que les dominants (aînés, parents, élus, enseignants, les fameux *raiamandreny*, etc.) soient tout-puissants, n'aient pas à rendre compte et ne soient jamais questionnables. Sa pratique nécessite donc au préalable une forte sensibilisation de la masse, une éducation citoyenne renforcée et la multiplication d'exemples de proximité. La relation du député avec ses électeurs constitue justement un exemple de proximité idéal et c'est pour cela, et devant l'érosion progressive de la confiance des électeurs envers leurs représentants, que L32 a choisi de creuser le thème en montant un projet de scorecard.

Le projet PPS consiste à évaluer la présence des députés de Madagascar aux sessions parlementaires, leur accessibilité par les citoyens et leur perception de leurs propres performances dans l'exercice de leur fonction. Il contribue au renforcement du processus démocratique à Madagascar, au renforcement des institutions publiques dont l'Assemblée nationale, et à la pratique effective de la redevabilité. Le projet ambitionne aussi de faire jouer à la société civile malgache son rôle de contre-pouvoir et de surveillance, en demandant plus de redevabilité et de transparence aux représentants élus. Les résultats attendus du projet sont : (i) l'implication des jeunes Malgaches dans sa réalisation ; (ii) la mise en place d'une plateforme en ligne sur les informations personnelles, les affiliations politiques, les activités professionnelles auprès de l'Assemblée nationale et les performances de chaque député ; et (iii) la diffusion publique de la plateforme et de son contenu.

Une quarantaine de jeunes bénévoles sont impliqués dans le projet, dont 12 enquêteurs. Les données recueillies seront par la suite reportées dans une fiche d'évaluation individuelle (le scorecard en question) pour être rendues publiques dans un site web (www.refyparlemantera.mg).

Du mois d'octobre 2017 jusqu'en avril 2018, des enquêtes individuelles ont été menées auprès des députés – 27% d'entre eux ont bien voulu participer à l'exercice, 21% ont refusé et 17% n'ont donné aucune suite à l'invitation. Les 35% restants sont encore en cours d'investigation. Trois séries de débats publics portant sur le thème : « *L'évaluation de la performance des parlementaires : un défi citoyen* » ont été organisés dans les régions du Bongolava, Analamanga et Atsinanana, avec la participation de trois députés et cinq autres débats ont dû être annulés à Antananarivo, Morondava, Belo, Ambatondrazaka, Miandrivazo pour cause de défection des députés invités. Les débats ont mis en exergue la confusion de la fonction de parlementaire avec celle des membres de l'exécutif, ainsi que la faible participation des députés aux votes de lois. Les discussions ont également porté sur le rôle de contre-pouvoir et de surveillance des citoyens dans le renforcement de la pratique

³ Lire à ce propos le mini-guide La redevabilité en 10 questions produit par Liberty 32 avec l'appui de la Banque mondiale en juin 2015, et le guide SOSA – Torolalana ho an'ny Olompirenena mikasika ny Tamberinandraikitra, édité en 2018 par le consortium « ECES, Liberty 32, ONG Tolotsoa, Center for Creative Leadership » sur financement de l'Ambassade des Etats-Unis à Madagascar.





de la redevabilité des élus. Deux séances d'échanges-formation avec les organisations de la société civile ont également été organisées à Morondava et à Tsiroanomandidy.

La fiche d'évaluation des performances des parlementaires est un nouvel outil qui utilise des indicateurs pointus : la connaissance de leurs attributions par les députés, l'assiduité générale, l'assiduité dans les travaux de commissions, les lois votées, l'accessibilité et l'intégrité. Le traitement des résultats du projet PPS est aujourd'hui en cours et L32 envisage de faire coïncider leur présentation avec le début de la campagne électorale. Le projet PPS, en plus de ses objectifs mentionnés plus haut, constitue un effet un moyen d'apprendre aux citoyens comment juger et évaluer leurs élus afin de mieux orienter leur vote. Celui-ci ne doit pas être alimenté par l'appât du gain, mais par des arguments rationnels et bien identifiés.

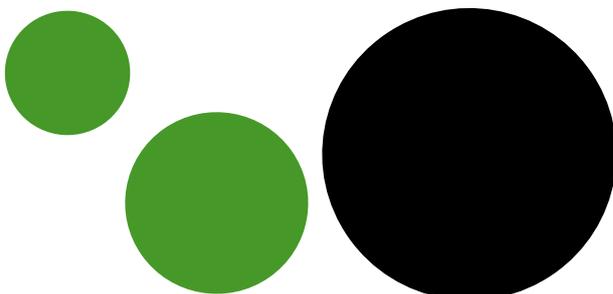
Quelques recommandations pour une démocratie fonctionnelle

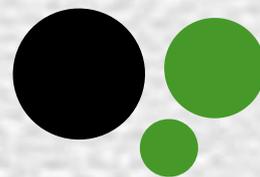
Madagascar se trouve aujourd'hui à un tournant de son histoire puisque 2018 est une année électorale. C'est l'occasion pour les citoyens d'exercer leur droit de sanctionner leurs élus, en ne renouvelant pas leur mandat, s'ils estiment que ces derniers n'ont pas correctement accompli leur mission. Mais les élections ne constituent pas une garantie de la démocratie. Elles n'en constituent que l'une des composantes. Le respect de l'Etat de droit, le respect des droits et des libertés fondamentales de l'homme, la transparence et l'intégrité, la participation des citoyens à la vie publique, l'accès à l'information et la bonne gouvernance sont également nécessaires pour que la démocratie soit effective.

Pour que la démocratie s'installe et fonctionne à Madagascar, les électeurs doivent connaître l'enjeu de leur vote et comprendre qu'il leur incombe de demander des comptes à ceux qu'ils vont élire. Ils doivent savoir qu'ils sont les véritables détenteurs du pouvoir et qu'ils ne font que le prêter à leurs représentants. Une nouvelle culture du service public doit également être initiée. Les élus, les autorités, fonctionnaires et autres agents de l'Etat doivent servir mais non se faire servir ni se servir. Un système de vigilance citoyen-ne mené de front par une société civile unie et indépendante doit être institué pour veiller à l'intégrité et au bon fonctionnement des institutions de la République. La séparation des pouvoirs doit être effective : le législatif et le judiciaire ne doivent plus être les paillassons de l'exécutif.

Et pour que la redevabilité devienne un réflexe pour toute personne à laquelle le peuple aura prêté son pouvoir, le principe doit être inculqué à toutes les composantes de la nation dans le cadre de l'éducation civique. Ceci nécessite un effort constant de la part de toutes les parties prenantes, mais le défi est jouable. Si la redevabilité s'inscrit dans les pratiques politiques, l'espoir de voir un jour la démocratie s'appliquer à Madagascar ne sera pas vain.

*Article rédigé par Ketakandriana RAFITOSON
Projet dirigé par M. Christian Andrianaivo et Henintsoa C. Randrianasolo
Pour Liberty 32*





REMERCIEMENTS

L'UNESCO exprime ses vifs remerciements au Fonds pour la Consolidation de la Paix (Peace Building Fund), ainsi qu'à toute l'équipe « *cheville ouvrière* » qui a permis d'obtenir ce magazine TRANDRAKA N°3 composée :

Des membres du Comité de Pilotage :

- Mme Donna Razafindrazaka, Directeur Général de la Communication,
- Mme Vaoarisoa, Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions
- M. Andrianierenana Clément Luc, Université ACEEM
- M. Mamy Andriatiana, Université SAMIS-ESIC
- M. Ravelonjatovo Harinjaka Tantely, COMMO- Université d'Antananarivo
- M. Andrianasolomanana, Université IFT

Des formateurs et mentors :

- M. Alphonse Andriamahaly et M. Louis Rasamoelina, nos chers « *raiamandreny* » dans le métier
- M. Gérard Rakotonirina, Président de l'Ordre des Journalistes de Madagascar et Directeur de Publication du magazine TRANDRAKA
- M. Yves Samoelijaona, Réseau des faits Diversiers et investigateurs (RFDIM) et Rédacteur en Chef du magazine TRANDRAKA
- M. Ferdinand Ratsimbazafy, vice-président de l'OJM Antananarivo et membre du RFDIM
- M. Mamelasoia Ramiarinarivo, Directeur Exécutif Ilontsera, Observatoire des médias
- M. Miary Rasoloarijaona, Secrétaire Général de l'OJM et Directeur Régional de la Communication de la région Analamanga
- M. Calvin Randriamahafanjary, Inspecteur général, Assemblée Nationale
- M. Antsa Ramaroson, journaliste-économiste, membre du CREM

Sincères remerciements également à la Société Civile :

- Liberty 32
- Cercle de Réflexion des Economistes de Madagascar (CREM)

Partagez votre avis sur le magazine par sms gratuit au numéro :

 032 32 00 523 (numéro actif à partir du 01 Août 2018)

Version électronique disponible au:

 magazinetrandraka@gmail.com

 [Trandraka Gazetyboky](#)

 www.ilontsera.mg



Trandraka

Investigative media



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



Consolidation de la paix
UN PBF - Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

